La Vie Intellectuelle

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE. — OCTOBRE 1956

Église et chrétienté

Le Renouveau de la Théologie morale

I. — Les mouvements divers qui animent la théologie morale aujourd'hui

La théologie morale est entrée depuis quelques années dans une phase nouvelle de son histoire. Après une longue période d'exploitation paisible, trop paisible peut-être, des doctrines et des solutions élaborées aux siècles derniers, elle connaît un regain d'activité, un renouveau d'actualité. Leur confrontation avec les problèmes, les idées, les mouvements de pensée, que produit un monde en effervescence, oblige les chrétiens à une révision des exposés anciens de la morale. Ils interrogent leurs livres de morale sur la conduite à suivre dans une vie où il leur incombe d'assumer loyalement leur part de responsabilités dans la direction d'un monde en évolu-

tion. Pénétrés eux-mêmes des aspirations les plus vives de leur époque, ils demandent aux moralistes conseils et directives et ne paraissent pas toujours satisfaits des réponses qu'ils lisent ou entendent.

Mais il est, à notre sens, une autre raison de la remise en chantier de la théologie morale, moins apparente, mais plus profonde que ne l'est la confrontation avec le monde moderne et son évolution. La morale chrétienne est en somme l'expression d'une action qui se passe entre Dieu et les hommes, l'étude de la conjonction de l'action humaine et de l'action divine, où l'action divine possède l'initiative, où l'action humaine s'oriente vers l'union à Dieu. La théologie morale peut se définir comme l'expression raisonnée de la quête active de Dieu par l'homme. Or cette quête, cette recherche dans l'action, recommence avec chaque homme, reprend à chaque génération, à chaque époque, sous une forme nouvelle, à travers les problèmes propres à chacun. Dieu reste toujours mystérieux pour nous, toujours nouveau, toujours à trouver. Et parce qu'il transcende toutes nos catégories, qu'aucun langage humain ne peut l'enclore tout entier en ses concepts, en ses formules, aucun système de théologie élaboré à une époque déterminée ne pourra jamais transmettre à la génération suivante une morale qui la satisfasse pleinement; en un sens, la théologie morale sera toujours à refaire, toujours en renouveau.

Nous ne voulons pas dire que nous ne puissions profiter de l'expérience et de la pensée de nos pères, et nous mettre à leur école, loin de là. Mais il nous faudra toujours retrouver par nous-mêmes, dans le combat de notre agir personnel, la réalité indicible que chaque époque s'est efforcée d'exprimer avec les mots et les idées dont elle disposait. Cette reconquête toute personnelle de Dieu sera même la meilleure méthode pour saisir la signification véritable des systèmes anciens de théologie morale et les comprendre vraiment, puisque aussi bien

ils n'ont de valeur que comme les signes de la réalité divine.

Dans cette perspective, le renouveau actuel de la théologie morale nous semble être tout simplement la manifestation de l'action divine dans les chrétiens d'aujourd'hui. L'inquiétude de Dieu les travaille. Ils ne peuvent plus se contenter de répéter et d'appliquer paresseusement des formules vieillies pour eux, qui ne leur parlent plus comme elles parlaient à leurs pères. Un Dieu vivant leur pose une question qu'ils n'avaient jamais entendue, leur fait entendre un appel qu'aucune parole humaine ne pouvait leur porter. A eux de trouver leur réponse, sous la direction de l'Église.

Perspectives nouvelles ouvertes par la pensée moderne.

Les déficiences que l'on a reprochées à la morale telle qu'on l'enseigne d'habitude, disons à la morale des manuels, les exigences nouvelles que l'on a fait valoir, sont nombreuses et variées. Nous ne pouvons ici que les exposer brièvement. On trouvera une bonne étude, vaste et fouillée, des problèmes nouveaux qui se posent aux moralistes, dans les Cahiers de l'Actualité religieuse, sous le titre *Morale chrétienne et requêtes contemporaines*[1]. Nous rangerons ces exigences nouvelles en deux catégories qui sont d'ailleurs

1. Casterman, Paris, 1954. Plusieurs autres publications ont donné une vue d'ensemble des tendances nouvelles en théologie morale. Signalons G. Thils, *Tendances actuelles de la théologie morale,* Gembloux, 1940. La revue *Lumière et Vie* dans son numéro de février 1953 intitulé « Crise de la morale ». Ph. Delhaye, « Théologie morale d'hier et d'aujourd'hui », *Revue des Sciences religieuses,* 27 (1953), 112-130. Nous devons faire une mention particulière des nombreux ouvrages du chanoine Leclercq, qui ont grandement contribué à poser le problème d'une révision de la morale usuelle en regard des problèmes contemporains et des besoins concrets des fidèles.

loin d'être imperméables l'une à l'autre. D'abord les exigences nées du contact avec la pensée et la science modernes ; ensuite celles qui sont issues de nouvelles perspectives ouvertes à l'intérieur du christianisme d'aujourd'hui.

Les études sociologiques ont révélé à l'homme moderne comme une nouvelle dimension de son être et de son agir. Il s'est rendu compte de l'influence souvent prépondérante qu'exerçait le milieu de vie humain sur la formation des mœurs des hommes et sur l'élaboration de leurs raisons d'agir. Cette dimension s'est doublée de la perspective historique qui nous a manifesté le pouvoir transformateur de l'évolution des sociétés.

Les sciences psychologiques ont pénétré dans l'intimité de l'homme et de son action. Elles se sont efforcées d'analyser ses comportements comme on démonte un mécanisme. Elles ont produit au jour des zones insoupçonnées dans notre monde psychologique où des facteurs secrets exercent sur notre agir une influence parfois décisive à l'insu des mobiles exprimés que nous donnons à nos actes.

Les forces profondes de l'inconscient combinées aux influences insaisissables du milieu où nous vivons et de son histoire ne réduisent-elles pas à néant la base de notre morale, notre prétention d'agir de notre propre chef, librement, et ne nous déchargent-elles pas du fardeau de notre responsabilité morale ? Mais par ailleurs, si nous reconnaissons l'existence d'un noyau libre, au cœur de notre agir, échappant à toute ingérence extérieure, si, sur cette base, nous maintenons la nécessité d'une morale qui nous guide dans nos actions, ne faut-il pas du moins qu'elle assume le meilleur des découvertes modernes et exploite à son usage les matériaux qui lui sont offerts ? Ne devrait-elle pas aussi, en raison des vues nouvelles que nous avons sur la situation humaine, revoir certains problèmes qu'on avait autrefois résolus sans bien connaître toutes les données qu'ils enga-

geaient, ou qui ont acquis des données nouvelles ? Des problèmes nouveaux se posent dont l'ampleur dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer jadis. L'élargissement des perspectives et des soucis de l'homme moderne qui atteignent jusqu'aux limites de l'univers fait paraître trop étroits les cadres où se mouvait la pensée des moralistes anciens, réduits, dit-on, aux bornes d'un individualisme dépassé.

On se demande aussi, en voyant les hommes tout accaparés par les soucis des réalités terrestres en évolution constante sous la poussée du progrès technique, si le mouvement qui anime et soulève l'homme moderne au travail peut rester étranger, extérieur à la morale chrétienne, comme il semble l'être encore ; s'il ne recèle pas une signification propre dans la perspective de l'histoire chrétienne. C'est le problème qu'a posé entre autres le chanoine Thils [2].

A l'encontre de la dissolution, si l'on peut dire, de l'homme dans l'univers que semble vouloir opérer le progrès scientifique, la philosophie récente revendique pour la personne humaine une valeur spécifique, intangible, absolue, qui la place avec son agir au delà de tout conditionnement par le monde extérieur. C'est la tendance personnaliste qui s'exprime sous diverses formes. Il y a l'existentialisme qui par la méthode phénoménologique cherche à déceler la signification dernière, toute personnelle, de l'action humaine, et va même chez un Sartre jusqu'à instaurer la liberté de l'homme comme véritablement créatrice de notre agir et de ses valeurs. La philosophie des valeurs qui obtient une large audience surtout en Allemagne a une importance particulière pour la morale, car la valeur est le motif et le terme de l'action humaine, dont elle reçoit sa signification propre. Il faut signaler ici tout particulièrement l'in-

2. G. Thils, *Théologie des Réalités terrestres*, Bruges, Paris, 1949.

fluence sur les moralistes chrétiens des travaux de Max Scheler et de René Le Senne.

Au nom de cette pensée personnaliste, on reproche aux moralistes traditionnels de trop considérer l'acte humain comme une sorte de chose en soi, détachée du sujet agissant, et d'élaborer sur cette base irréelle des lois abstraites, impersonnelles et froides, qui ne peuvent jamais rendre un compte complet de la richesse de la matière concrète qui constitue notre agir. On réclame une morale qui tienne compte et nous parle de nous. Notre personnalité colore tout notre agir ; on n'en peut faire abstraction. Cette tendance en morale s'est particulièrement signalée en Allemagne par certaines doctrines excessives, que l'on a appelées « morales de situation »[3]. La morale consisterait essentiellement dans une relation d'amour entre la personne humaine et la personne divine à travers des situations concrètes toutes particulières. Les lois universelles seraient des indications valables sans doute dans la majorité des cas, mais que l'on pourrait enfreindre dans certaines circonstances laissées à l'appréciation de chaque personne. Ces situations échapperaient aux lois universelles. C'est là faire preuve de myopie intellectuelle. Pour les grands théologiens au moins, tels que saint Augustin et saint Thomas d'Aquin, les lois universelles, loi naturelle, loi divine, étaient si loin d'être impersonnelles qu'ils croyaient bien plutôt y voir exprimées les aspirations morales les plus intimes et les plus hautes de l'homme, ses aspirations proprement spirituelles et donc personnelles, à l'encontre de ce qu'on pourrait appeler les mouvements de surface, de superficie de l'âme humaine, qui sont

3. S. S. Pie XII a pris position contre la « morale de situation » dans une allocution que l'on peut lire dans *Acta S. Sedis*, 44 (1952), 415-419. Son enseignement a été interdit dans les séminaires et universités catholiques, *Acta S. Sedis*, 48 (1956), 144-145. Nous n'avons évidemment pu qu'effleurer cet important problème, le signaler.

d'ordre sensible et livrés à de perpétuelles variations. Par ailleurs nous croyons que c'est dans la fidélité à l'ordre objectif que la personne apprend à connaître Dieu et se révèle à elle-même. Nous ne sommes que trop enclins à nous duper sur notre compte.

Renouvellement opéré de l'intérieur du christianisme.

Dans une perspective plus strictement chrétienne, le renouveau biblique avec le retour aux sources scripturaires a provoqué une confrontation entre la morale biblique, particulièrement l'évangélique, et la présentation courante de la théologie morale, et l'on n'a pas toujours reconnu dans l'une l'exacte et fidèle traduction de l'autre. Il ne faut pas cependant se laisser abuser par les apparences. Il y a là deux perspectives très différentes qui doivent subsister, l'une scientifique, l'autre qu'on appelle aujourd'hui kérygmatique, la morale telle qu'on la doit prêcher, telle que l'Écriture l'annonce. Il ne nous semble pas que l'on doive reprocher à la théologie morale de parler un langage différent de l'Évangile. Mais le dommage fut que le langage scientifique passa dans la prédication, avec ses catégories propres et y supplanta la manière concrète et vivante qui convenait à cette fonction. On ne sut pas effectuer la transposition, adapter la morale scientifique à la fonction de la prédication. C'était là un renversement de l'ordre naturel de priorité, car la morale scientifique n'a de valeur qu'autant que, dans sa perspective propre, elle rend compte de son modèle, la morale évangélique, qui est une morale prêchée, annoncée aux hommes.

S'y est ajouté le besoin de constituer un enseignement moral proprement kérygmatique, une morale telle qu'on la puisse prêcher aux hommes et qui serait en même temps plus proche de l'Évangile. On se demande encore s'il ne conviendrait pas de revoir nos livres de morale

pour les rendre, même au niveau strictement théologique, un écho plus fidèle de la morale néo-testamentaire. Par exemple ne serait-il pas opportun de centrer plus nettement toute la morale sur la personne du Christ et par lui sur la Trinité. De la sorte tout notre agir prendrait son sens de notre union au Christ. C'est une pareille morale que voulut élaborer en Allemagne F. Tillmann. La morale se résume pour lui dans l'imitation du Christ[4].

Dans cet ordre encore on reproche à la morale traditionnelle d'être trop dépendante de catégories philosophiques païennes, spécialement aristotéliciennes. C'est un vaste problème et qui exige pour être examiné justement plus qu'une vue superficielle des choses. Pour le bien poser, il faut bien connaître le premier responsable de l'introduction de l'aristotélisme en théologie, saint Thomas d'Aquin. Saint Thomas a-t-il subi l'influence du Stagirite au point de lui livrer la morale chrétienne et de corrompre ainsi l'Évangile, ou fut-il le génie puissant qui réduisit la philosophie aristotélicienne au service de la théologie et utilisa les matériaux qu'elle lui fournissait pour l'élaboration d'une synthèse morale proprement théologique et chrétienne? Nous optons pour la seconde éventualité; mais ce n'est pas ici le lieu d'en développer les raisons.

A cette tendance évangélique se joint l'apport du renouveau liturgique actuel qui fait naître le désir d'axer la vie chrétienne et la morale sur la participation aux sacrements qui nous unissent au Christ. On remarque encore que l'Écriture met l'accent sur certaines vertus qui semblent négligées dans les exposés traditionnels. La morale johannique est toute centrée sur le commandement nouveau, l'agapè. On voudrait une morale qui

4. F. Tillmann, *Der Meister ruft. Die katholische Sittenlehre gemeinsverständlich dargestellt,* Düsseldorf, 1949. F. Tillmann, *Handbuch der katholischen Sittenlehre,* 4 tomes, 4e éd., Düsseldorf, 1950.

reflétât fidèlement ce primat de la charité dans la vie chrétienne, à l'encontre d'une morale dominée par la préoccupation d'éviter le péché, de le mesurer. C'est le sens du livre du P. Gilleman, *Le primat de la charité en théologie morale*[5]. D'autres vertus comme la religion, l'humilité, méritent d'être remises en honneur.

On voudrait encore une théologie morale qui soit plus étroitement liée à la vie de l'Église, ouverte à toutes ses dimensions. La morale ancienne paraît trop individualiste, préoccupée du seul salut personnel. Il faudrait l'ouvrir à la mesure de la communauté chrétienne tout entière, à la mesure de l'univers même que prétend embrasser une Église qui se nomme catholique. Dans cette même ligne, la théologie morale devrait s'occuper plus qu'elle ne l'a fait des laïques chrétiens et de leurs préoccupations concrètes, quotidiennes. Les questions du mariage en particulier sont à l'ordre du jour et il importe beaucoup de montrer aux chrétiens comment ils peuvent infuser à toute leur vie une signification et une valeur proprement chrétiennes. En ce qui concerne la sexualité, la morale des manuels l'a trop considérée comme une sorte de force démoniaque dont il fallait à tout prix limiter les ravages. Elle semble avoir été comme hypnotisée par le péché de la chair, engagée contre lui dans une guerre minutieuse, au point de lui accorder plus d'attention qu'aux grandes vertus qui doivent animer de leur souffle notre vie chrétienne. Il faudrait retrouver la signification véritable de la vie sexuelle elle-même dans la ligne de l'amour chrétien, sans toutefois verser dans le ridicule d'une exaltation déplacée, ni perdre de vue la grandeur toute spirituelle et spécifiquement chrétienne de la chasteté parfaite.

Mentionnons également en deux mots une lacune de la morale des manuels, plus grave qu'on ne croit sou-

5. P. Gilleman, S.J., *Le primat de la Charité en Théologie morale*, Louvain, Paris, 1952.

vent : sa négligence de ce qu'on appelle la spiritualité, sinon sa scission avec elle. La théologie morale semble s'être réservé comme l'essentiel de sa tâche l'étude du péché sous toutes ses formes. Elle est devenue trop négative, une morale d'interdictions. La spiritualité qui autrefois donnait à la morale tout son sens positif (à quoi bon interdire si ce n'est pour mener à la perfection morale?), s'est vue reléguée dans une branche mineure de la théologie morale, l'ascétique et la mystique, et est devenue l'apanage de quelques privilégiés, sans grand intérêt pour la majorité des chrétiens. Mais ceux-ci commencent à éprouver un besoin profond d'une morale qui leur accorde un aliment spirituel solide et fort. C'est à cette besogne urgente que s'est consacrée une revue comme *La Vie Spirituelle*.

Il nous faut faire ici une mention spéciale du livre du P. Häring, *La Loi du Christ*, dont la traduction française vient de paraître[6]. L'auteur s'est efforcé de répondre aux requêtes adressées de nos jours à la théologie morale. Ce livre est écrit dans une langue que tous peuvent comprendre ; c'est un manuel renouvelé et mis à la portée des laïques comme des prêtres. L'auteur a eu le souci d'intégrer à son exposé les apports utiles de la philosophie moderne, surtout de la philosophie des valeurs et de l'histoire de la morale. Le plan de cette morale est original et centré sur la conception de la morale comme réponse de l'homme à l'appel du Christ ; d'un côté la Loi du Christ, de l'autre la liberté humaine. C'est là un bel effort de renouveau de la théologie morale qui a le grand avantage de la rendre accessible à tout chrétien instruit. Sans doute cet ouvrage n'est-il pas parfait au point de vue théologique. Il manque de profondeur et de pénétration dans la perception des problèmes moraux et sa structure est un assemblage aux

6. B. Häring, C.ss.R., *La Loi du Christ*, t. I, Tournai, 1955. Le second tome est en préparation.

liens assez lâches et superficiels. Beaucoup de matériaux réunis tant bien que mal. Un souci d'unification des réalités morales qui l'emporte sur la force d'analyse et entraîne de la confusion. Il n'empêche que ce livre pourra rendre de grands services.

Signalons enfin un élément de renouveau de la morale plus strictement scientifique, le développement des études historiques sur la morale. La théologie morale a son histoire qui atteint sans conteste son apogée au XIII[e] siècle où elle prend place dans des synthèses théologiques qui se sont imposées jusqu'à nos jours. La théologie morale médiévale est l'héritière de longs siècles de réflexion chrétienne et philosophique. Pour la bien comprendre, et avec elle la théologie chrétienne tout court, il est indispensable de connaître les sources où cette pensée s'est alimentée, les problèmes propres qu'elle a affrontés, le milieu où elle est née, qui l'a portée, et vis-à-vis duquel elle s'est située. C'est à ce travail plein d'intérêt que s'est attelé depuis de longues années Dom Lottin qui nous a fourni une série impressionnante d'études historiques pleines de vues judicieuses sur la théologie morale scolastique[7].

Tels sont les principaux éléments qui contribuent au renouveau actuel de la théologie morale. Il faut se garder à son égard d'une double attitude également facile et naïve. L'idée d'une nouveauté suscite toujours une double prise de position. Ou l'on croit que tout va changer, que l'on va être enfin libéré des difficultés et des contraintes d'une situation que l'on supportait mal, dont on voyait surtout les déficiences ; on croit pouvoir rejeter le fardeau du passé. Ou bien l'on se rebiffe

7. Signalons particulièrement sa *Psychologie et Morale aux XII[e] et XIII[e] siècles,* 4 tomes, Louvain, 1942-1954; ses *Principes de Morale,* 2 tomes, Louvain, 1947, et sa *Morale fondamentale,* Tournai, 1954. Concernant l'histoire de la théologie morale, signalons encore Th. Deman, O.P., *Aux origines de la Théologie morale,* Paris, 1951.

devant la nouveauté que l'on imagine toute opposée à ce que l'on avait connu, destructrice des valeurs que l'on estimait. On craint de voir renversé un ordre de choses où l'on était installé en sécurité. Le renouveau de la morale ne peut être ni une scission avec le passé, ni une répétition paresseuse de ce qu'il a dit. Il devra être à la fois, paradoxalement, traditionnel et moderne. La meilleure raison en est que la théologie doit s'insérer dans une tradition sans doute, mais vivante, et nous vivons aujourd'hui. Nous serions profondément infidèles à la Tradition chrétienne si nous nous contentions de répéter tant bien que mal les formulations de la morale élaborées par nos pères, parce que ces mots d'autrefois n'ont pas de sens et sont lettre morte, s'ils ne sont rattachés à la vie qui les a formés, et cette vie était actuelle et moderne quand elle les a exprimés. A nous de retrouver dans notre vie la réalité vivante du christianisme que chaque génération lègue à la suivante comme son plus précieux trésor. Nous serions aussi infidèles à la pensée moderne si nous ne lui transmettions le message sauveur de la morale chrétienne dans son intégrité intangible. Nous ne lui serions bons à rien. A quoi lui servirions-nous si nous n'avions pas un témoignage supérieur à lui porter ? Tradition, nouveauté ; deux pôles inséparables de la pensée chrétienne dont l'un perd toute valeur s'il n'est vivifié par l'autre. Non un impossible amalgame de deux réalités contraires, mais les deux faces sous lesquelles nous apparaît le message divin confié à la garde vigilante de l'Église, *nova et vetera*.

II. — La perspective propre de la morale chrétienne

A l'issue de cet exposé rapide sur les différents courants d'idées qui contribuent à une reviviscence de la

théologie morale, nous voudrions marquer un point qui nous apparaît central, une vue sans laquelle on risque de s'engager dans la confusion et les périls d'un concordisme facile et décevant avec la pensée et le monde moderne. Il faut avant toute autre étude dégager la perspective propre de la morale chrétienne, qui lui donne son caractère distinctif; avant de prétendre diriger, il faut savoir où l'on va.

Le ressourcement de la foi.

On parle beaucoup aujourd'hui de « ressourcement ». On retourne aux sources bibliques, aux sources patristiques, aux sources médiévales de la théologie. C'est très bien et il faut persévérer dans cette voie; mais on ne retourne trop souvent qu'à des livres sans assez se rendre compte que la source première qui inspira ces écrits nous est présente aujourd'hui à nous, chrétiens, et qu'on ne peut vraiment comprendre ces documents d'autrefois si l'on ne retrouve en soi-même cette source omniprésente, l'Esprit de Dieu promis aux chrétiens. Toutes les grandes révolutions de la pensée moderne se sont faites, elles aussi, par un ressourcement opéré, au delà et même à l'encontre des doctrines philosophiques traditionnelles en ces temps, par un retour à la source vivante de l'esprit et du cœur dans l'homme. Descartes a découvert le *cogito* et le *cogito* était à la première personne; Rousseau a mis à nu la nature humaine au fond de son cœur. Eh bien, notre nature à nous, chrétiens, c'est Dieu, source vive et intarissable, créatrice de toute nature; et notre *cogito*, c'est le *credo*, l'acte où Dieu nous atteint personnellement et nous illumine, lui, le soleil des esprits[8]. Non pas le *credo*,

8. Pour prévenir toute équivoque, nous devons préciser ici que nous n'entendons pas le terme « personne » et ses dérivés dans un sens fermé qui l'opposerait à « objet » et « objectif », ou dans

l'acte de foi, que l'on imagine trop souvent, qui est bien plutôt la seule idée de la foi, abstraite et décharnée ; mais cet acte accompli, constitué en sa réalité si riche qu'il nous transforme tout entier au long de notre vie, bouleversant et renouvelant toutes les vues de notre esprit. Il ne s'agit pas ici d'une foi qui mendierait à la raison un rayon d'intelligibilité, mais de l'acte où irradie en nous mystérieusement cette lumière divine dont la raison n'est qu'une étincelle participée. Acte dont le mystère et l'obscurité ne sont pas déraison, mais suprême raison. Le moyen âge avait bien perçu la nature illuminatrice de la foi ; il l'avait proclamée le moteur même de la recherche intellectuelle : *fides quaerens intellectum*. Il avait éprouvé le lien intime qui unit notre intelligence à la foi, comme la fille à sa mère, si bien qu'on pouvait retourner la formule et dire : *intellectus quaerens fidem*.

La dimension nouvelle révélée par la foi.

Essayons d'indiquer la perspective nouvelle et caractéristique qu'ouvre la foi sur la morale. Une nouvelle dimension nous est révélée qui bouleverse nos conceptions et devra donner sa signification dernière à notre agir et aux mots qui l'expriment. Prenons un exemple devenu classique, la foi d'Abraham. Abraham aimait son

un sens individualiste, mais dans un sens ouvert, la personne humaine ayant un besoin essentiel de l'objet pour atteindre à sa perfection, comme de Dieu qui est bien aussi « objectif » pour nous. C'est même ce qui distingue le *credo* du *cogito*. Dans le *credo*, nous ne sommes pas seuls ; il est l'acte où nous nous soumettons, où nous nous vouons à autre que nous, dans un mouvement venu cependant du plus intime de nous-même. Par là est introduite dans le *credo* notre relation à l'Église qui nous transmet le message de Dieu et sa vie, et en assure l'intégrité. La personne n'est pas juge de la foi ; elle est jugée par elle. Il n'y a cependant pas de foi qui ne soit personnelle.

fils Isaac. Voilà bien un amour naturel, normal, qui n'a rien pour nous étonner. Cependant, à l'instigation de Dieu, cet amour prend un tour inattendu : Abraham voulut sacrifier, tuer Isaac. Avait-il les sentiments d'un père ou d'un assassin ? Aimait-il Isaac ou le haïssait-il ? Il l'aimait certes, mais d'un amour inconnu sur terre. Le choc de l'amour d'Abraham et de son geste de haine apparente nous manifeste l'intervention et la naissance en lui d'un sentiment qui transcende l'amour humain : il aimait Isaac d'un amour divin. Mais alors les mots éclatent sous la poussée de leur signification et échouent à exprimer la réalité nouvelle qui les empoigne et se fait jour à travers eux. Le sentiment d'Abraham était-il de l'amour ou de la haine ? A entendre les mots dans leur acception humaine, on ne peut résoudre ce paradoxe invraisemblable d'un père immolant son enfant préféré. Et cependant nous croyons que le sentiment d'Abraham pour Isaac s'appelait bien de l'amour, que ce nom lui convenait en un sens plénier ; quoique l'on puisse en même temps dire, d'une certaine manière, qu'Abraham n'aimait pas Isaac, c'est-à-dire d'un amour purement humain et trop charnel. C'était au point que son amour prenait aux yeux des hommes la forme de la haine. Un nouveau sentiment était né, semblable à la fois et tout autre que l'amour humain, qui ne pouvait être appelé tel que dans une acception analogique, comme disent les scolastiques. Cette réalité neuve, Abraham l'avait perçue, l'avait reçue par sa foi. La foi lui avait révélé une dimension nouvelle qui devait informer et transformer tous ses actes.

Mais Abraham est le type et la figure de la réalité future qui nous est donnée dans le Christ. Le même problème va se poser pour les relations du Christ avec son Père. Le Père aimait-il le Christ ? Si nous répondons oui, on nous objectera que c'est un étrange amour, car la volonté du Père a cloué le Christ à la croix après l'avoir abattu au jardin des Oliviers. Les pires ennemis

du Christ ne pouvaient rien faire contre lui que le Père ne l'ait voulu jusqu'à le marquer à l'avance dans les Écritures. Le Père haïssait-il donc le Fils? Il l'aimait certes, lui, la source de toute paternité et de tout amour, mais selon une dimension nouvelle pour nous, la dimension proprement divine où nous introduit la foi.

Et tout au long des Écritures, le heurt des mots et des actions, des affirmations et des négations, l'union paradoxale des extrêmes, nous contraint à nous élever au-dessus des sentiments purement humains pour comprendre Dieu. Le Christ reproche aux Pharisiens de transgresser par leurs coutumes le commandement divin d'honorer son père et sa mère; mais lui-même déclare que quiconque ne hait pas son père, sa mère et toute sa famille, ne peut être son disciple. Il nous promet la vie; il se proclame la vie même qui était avant Abraham; et il échoue misérablement sur une croix, abandonné de tous. A la Cène il promet la joie à ses disciples, et le soir même la tristesse la plus désespérée fond sur eux. Mais il l'avait dit; sa joie n'est pas celle que le monde donne. C'est une autre joie, divine.

Quant à saint Paul, sa morale est dominée par l'idée de notre assimilation, de notre conformation, au Christ mort et ressuscité. Nous devons mourir avec le Christ pour ressusciter avec lui, tuer le vieil homme en nous pour faire naître l'homme nouveau. Mais qu'est cet homme nouveau, ce chrétien ressuscité? Ce n'est pas un homme animé de sentiments ni de vertus purement humaines, même les plus hautes. Nous devons mourir d'abord à nos sentiments propres. Il ne faut pas se payer de mots, mais pénétrer jusqu'aux réalités qu'ils signifient, et elles sont à tout le moins déroutantes pour nos intelligences bornées et nos cœurs trop étroits. Mourir avec le Christ dans la foi, réellement, signifie qu'il nous faut passer par l'angoisse et l'impression de tout perdre, plaisirs, famille, amis, patrie, force et puissance, amour et joie, et jusqu'à notre âme même, au

point que le christianisme nous apparaîtra comme une mort pure et simple, sous les dehors d'un suicide. Mais l'homme qui renaît de cette mort est bien un homme nouveau, tout autre en un sens que l'homme vivant selon le monde, et cependant semblable à lui en ce qu'il est l'achèvement divin de ce que nous sommes; comme le corps glorieux du Christ était semblable et cependant tout autre que son corps mortel, car il ne peut plus mourir. A leur tour les mots qui expriment notre vie et notre action vont prendre un sens et une acception nouvelle que pourront seuls bien comprendre les croyants auxquels leur foi aura donné le sens de la dimension divine. Dans cette vue, il n'est pas étonnant que l'Évangile de Paul soit apparu comme un scandale aux Juifs, une folie pour les Grecs, c'est-à-dire pour le monde. Nous ne pourrons jamais évacuer le caractère bouleversant de la morale chrétienne qu'introduit en elle l'intervention de Dieu dans la vie des hommes.

Finalité surnaturelle.

Et, après tout, réclamer qu'au départ de la théologie morale on distingue clairement et mette en relief cette dimension nouvelle, surnaturelle, où nous introduit la foi, correspond bien, quoi que l'on puisse croire, avec la façon de procéder de saint Thomas qui, commençant sa *Secunda Pars* par le traité de la fin ultime, y conclut que la béatitude de l'homme consiste dans la possession d'un bien supérieur, transcendant à tout ce qu'il imagine et peut atteindre par lui-même, en un mot, surnaturel. Or la fin ultime commande, pénètre tout notre agir, donne leur sens moral à toutes nos actions. Ainsi cette finalité, cette dimension nouvelle qu'introduit dans l'homme le christianisme et sa foi va donner sa signification spécifique à notre théologie morale et l'imprégner tout entière. Nous devrons tout faire selon la foi, selon le sens de Dieu que nous accorde la foi.

Oser prendre l'initiative.

Tel sera le critère et le centre de référence de toute morale vraiment chrétienne, l'ordre au Dieu de la Révélation dans la foi. Dans cet esprit, il ne suffit pas que le moraliste chrétien insère tels quels dans sa morale les matériaux que lui fournit la pensée ou la science moderne ; on ne peut se contenter de les élaguer des thèses et des opinions incompatibles avec la foi chrétienne. C'est trop se maintenir à la remorque du monde. Le moraliste chrétien doit oser prendre l'initiative. Lui seul perçoit par sa foi le sens profond des choses humaines, leur sens divin ; lui seul peut imprimer ou indiquer aux actions humaines le mouvement qui les achèvera. Ainsi saint Thomas ne s'est pas contenté de commenter matériellement l'Ethique d'Aristote. Il a puisé en elle comme dans une carrière les matériaux utiles pour édifier une morale proprement chrétienne et qui fût en même temps digne de l'intelligence humaine. Le moraliste n'a pas trop à craindre la raison humaine ; elle aussi est fille de Dieu et son œuvre. Qu'il se méfie plutôt de l'étroitesse de ses propres vues. Il ne faut cependant pas se bercer d'illusions ; la tâche n'est pas facile. C'est que notre Dieu n'est pas une réalité de tout repos ; il ne se laisse pas tenir et manier comme une proposition ou un principe élaboré par notre esprit. Il restera toujours pour nous ici-bas le Dieu mystérieux, aux initiatives inattendues. Ses voies ne sont pas celles des hommes.

Revivifier la signification des mots.

La première tâche du moraliste aujourd'hui devra donc être une redécouverte des réalités chrétiennes, du sens chrétien à infuser à la réalité humaine ; cela entraîne une révision, une manière de résurrection de la signification des mots qui expriment notre pensée sur l'action humaine. Que signifient pour nous aujourd'hui, qu'évoquent en nous ces mots trop usés : charité, vertu,

justice, pureté, tempérance, etc. ? Des notions souvent gauchies, ayant perdu presque toute leur vigueur originelle, desséchées, abstraites et sans vie, dont tout le pouvoir d'évocation s'est dissipé ; des idées faites presque toujours sur le patron de réalités toutes humaines, qui n'ont pas plus de sens pour nous et souvent moins qu'elles n'en obtiennent dans le langage courant. Qu'y a-t-il de moins aimable que d'aimer quelqu'un « pour l'amour de Dieu » ? La charité a été rabaissée à devenir le synonyme du don de l'aumône. Son nom évoque pour nous la suffisance du riche qui, par un don qui ne lui coûte rien, profite du pauvre pour rehausser son estime personnelle, et la misère de l'homme qui accepte avec l'aumône l'humiliation d'être un parasite du riche. La charité est devenue elle-même comme un parasite de la justice, une suppléante quand celle-ci défaille, bonne tout au plus à pallier les faiblesses d'un ordre social mal agencé, quand elle ne sert pas de masque à une injustice profonde. Sans doute la charité chrétienne est-elle encore vivace et on en peut citer de magnifiques exemples, mais elle a perdu sa place de reine des vertus.

Et ce pauvre nom de « vertu », si défiguré à nos yeux, que lui reste-t-il sinon le pouvoir équivoque d'éveiller en nous comme en sourdine l'appel discret des démons qui peuplent le royaume de celle qu'on appelle la « belle vertu » ; vertu ployant sous l'ennui profond qui accable ceux qu'on empêche de savourer les plaisirs et les joies de la vie, honteuse sous les moqueries qui la traitent de naïve et d'hypocrite, au point qu'elle est bien près de se croire vraiment telle. Autrefois cependant vertu signifiait force et son éclat faisait fuir les démons.

Chasteté, pureté, innocence. On en parle surtout à cause des succès et du triomphe de leurs adversaires, qui les emploient, comme des vaincues asservies, à rehausser leurs attraits par le jeu subtil des contrastes. Combien de romans ne présentent une femme chaste, une fille pure, que comme un objet de conquête difficile

où renouveler l'agrément du désir ? Notre littérature ne croit pas à la vertu. Elle ne lui porte aucun intérêt. Elle la croit sans histoire.

Justice, descendue au niveau de comptes de commerçants, où Dieu n'intervient guère que pour ratifier nos accords et signer une comptabilité souvent truquée. Les marchands ont envahi jusqu'à l'intérieur du temple et nous marchandons même avec Dieu.

La foi aussi est tombée de son piédestal. De reine elle est devenue mendiante et c'est à peine si la raison lui jette encore un regard dédaigneux et protecteur. Elle a perdu sa fierté d'antan et s'est obscurci le visage radieux que le Seigneur lui avait donné. Si parfois elle s'insurge contre les prétentions d'une raison orgueilleuse, elle paraît si gauche que vraiment on lui croirait mauvaise conscience. Il lui arrive de crier fort, trop fort, comme ceux qui souffrent d'un complexe d'infériorité et qui s'efforcent en vain d'arracher de leur cœur la timidité qui les ronge.

Ce sont là des caricatures sans doute ; mais elles hantent notre subconscient et déforment notre mentalité.

On le voit, la besogne ne manque pas aux moralistes chrétiens. Il faut rendre à toutes ces vertus, à toute la morale, à son vocabulaire, leur vigueur native et leur force conquérante. Œuvre surhumaine certes ; mais au Seigneur en appartient l'initiative. A nous de répondre à son appel et de travailler dans cette vigne avec toute l'intelligence et les dons qu'il nous a accordés.

Saint Thomas comme modèle.

Au cours de ce travail de rénovation de la théologie morale, nous nous apercevrons souvent que nos pères avaient déjà dit ces choses que nous découvrirons, qu'ils se les étaient exprimées parfois mieux que nous ne le pourrons jamais faire. Nous retrouverons alors le sens véritable des textes anciens que nous n'avions d'abord

pu comprendre parce que leur langage et leur tour de pensée n'étaient plus les nôtres, appartenant à une civilisation morte pour nous. Mais ayant appris ce que l'on peut appeler la commune mesure de toute pensée chrétienne, sa dimension surnaturelle, nous serons à nouveau capables d'entendre le sens authentique de tous les textes chrétiens et de recouvrir les mots d'autrefois de la signification vivante qu'ils avaient pour leurs auteurs.

Dans cette vue, il nous semble que le modèle le plus autorisé dont puisse s'inspirer la théologie morale aujourd'hui soit encore saint Thomas, dans sa Somme théologique[9]. La puissante structure de cette œuvre, la pénétration étonnante de ses analyses, la pureté merveilleuse des lignes qu'elle dessine, la solidité inébranlable de ses assises, l'apparentent beaucoup plus à l'esprit moderne et à ses exigences que la théologie morale des siècles derniers qu'une vue trop courte a souvent cantonnée en des problèmes de détails minutieux au détriment des thèses maîtresses garantissant sa solidité à l'ensemble de la théologie. Mais ici encore il ne suffira pas de répéter les mots de la Somme, d'en gloser les textes. Les mots ne peuvent nous transmettre seuls la réalité vivante qu'ils signifient, d'autant moins que la langue et la tournure d'esprit de la scolastique médiévale se situent psychologiquement aux antipodes de notre façon actuelle de penser. Les textes thomistes ne nous parleront et nous ne les comprendrons bien que si nous avons retrouvé personnellement dans la foi le Dieu qui inspira saint Thomas et que personne ne découvrira jamais à notre place, pour nous.

La Sarte-Huy (Belgique).

Servais Pinckaers, o. p.

9. Nous ne pouvons évidemment négliger de mentionner à propos de la morale de saint Thomas le t. III de l'*Initiation théologique*, Paris, 1953, qui en donne un exposé complet tout en la mettant en relation avec les principaux problèmes modernes et avec les sources scripturaires.

KATHOLIKENTAG A COLOGNE

A l'approche du 77e *Katholikentag* allemand, nombre de bons catholiques n'étaient pas sans appréhension et sans doute. N'était-on pas en train d'organiser dans la « Rome allemande » tout simplement un *Katholikentag* au superlatif? Un *Katholikentag* qui compterait un nombre de participants supérieur à celui de toutes les manifestations ecclésiales allemandes du passé. Un *Katholikentag* marqué par des événements religieux aussi extraordinaires et spectaculaires que l'inauguration de la cathédrale restaurée, la procession eucharistique navale sur le Rhin, la consécration d'un grand nombre d'églises, de monastères et d'autels. Et enfin, en marge de ce *Katholikentag*, un programme de manifestations culturelles si large et si parfait, dans les théâtres, les salles de concert, les cinémas, les musées et les palais d'exposition, qu'il semblait y avoir danger que les distractions détournassent de l'essentiel. « L'Église, signe de Dieu parmi les peuples », disait la devise sous laquelle on avait voulu placer le *Katholikentag* de Cologne. Quel signe voulait-on ériger, quelle Église allait-on manifester? L'Église consciente d'elle-même, puissante, invincible, triomphante, et elle seule? En ce cas, on aurait manqué au thème de ce *Katholikentag* et au sens même des *Katholikentage* qui ne veulent pas seulement être des démonstrations publiques d'un catholicisme conscient de soi-même, mais aussi des occasions de sérieuse réflexion sur soi-même. S'il en avait été ainsi, les appréhensions et les doutes eussent été justifiés.

Quiconque connaît un peu l'histoire et la tradition des *Katholikentage* allemands (qui ont d'ailleurs été conçus à Cologne, en 1848, lors de l'inauguration solennelle de la nef de la cathédrale), sait qu'ils ne sauraient être dissociés du développement du mouvement et des activités des laïcs dans le catholicisme allemand. Ces « assemblées générales des catholiques allemands » furent toujours, non seulement des journées de prière et de témoignage communs, mais encore des rencontres de travail et de discussion. C'est là que les personnalités dirigeantes des groupes et associations catholiques trouvaient l'occasion d'entretiens et d'échanges d'expériences avec leurs évêques et leurs prêtres ; c'est là qu'ils traitaient des problèmes ecclésiastiques, culturels, sociaux, politiques du jour ; c'est là qu'ils prenaient position ; c'est là qu'ils traçaient leurs programmes d'action. Il en fut de même, lorsque, après l'interruption de l'ère nazie, se réunit en 1948 à Mayence le premier *Katholikentag* de l'après-guerre : le besoin d'établir un vaste inventaire et d'envisager un plan d'action s'était plutôt accru. En principe, cela ne changea pas non plus, lors de la constitution du « Comité central des catholiques allemands » chargé d'informer, de coordonner et, si possible, d'inspirer toute l'activité catholique publique. Cependant les *Katholikentage* de Berlin (1952) et de Fulda (1954) manifestèrent un fait nouveau : le nombre des participants aux commissions de travail augmenta de plus en plus et atteignit une dimension telle (à Berlin, on compta entre 2.000 et 4.000 participants par commission) qu'une délibération objective et concrète devint à peu près impossible. C'est pourquoi on se décida pour une autre forme de travail qui vient d'être mise en pratique pour la première fois à Cologne. On disjoignit la session des treize cercles de travail spécialisés[1] du

1. Ces cercles traitèrent des thèmes suivants : Mariage et famille, École et éducation, Travail social, l'Église au village, Œuvres

Katholikentag proprement dit et de son thème : on se réunit deux jours avant le début des manifestations publiques, on limita le nombre des participants qui furent invités nommément, on exclut la presse des séances, et on ne voulut, lors des délibérations, prendre en considération que les exigences pratiques du travail ecclésial et public. On envisage même une disjonction encore plus radicale de cette session spécialisée d'avec le *Katholikentag* proprement dit : à l'avenir la session de travail pourra avoir lieu à un autre moment que le *Katholikentag*, qui pourra être l'occasion de porter les résultats des travaux à la connaissance du grand public.

Il va de soi qu'on a trouvé à redire à cette méthode nouvelle. Ne devrait-on pas plutôt s'en réjouir — même du côté des non-catholiques réfléchis ? Cette méthode constitue probablement la seule tentative praticable pour sauvegarder et intensifier le rôle actif des laïcs et leur participation aux décisions dans la vie du catholicisme allemand, dès lors que les *Katholikentage* attirent des foules jadis inconnues. On ne saurait toutefois considérer comme définitive la « forme de Cologne » de la session de travail. Les divers cercles de travail étaient toujours trop grands et leur composition n'était pas toujours heureuse ; les rapports introductifs furent souvent encore trop généraux et trop longs, les discussions trop peu objectives et concrètes ; et, surtout, une journée et demie est nettement insuffisante pour un travail fécond d'où doivent résulter des conclusions et des décisions. Ne pourrait-on à l'avenir réunir les cercles de travail (qui n'ont pas à siéger nécessairement tous en même temps) pendant trois jours « en clôture », par exemple dans un monastère ou au moins dans une ville de moindre importance ; ne pourrait-on restreindre et

sociales, Presse, Radiodiffusion et télévision, Film, Travail politique, Travail international, Diaspora, Missions étrangères, Foi et langue maternelle.

encore spécialiser les thèmes soumis à la délibération et le cercle des participants, limiter les exposés introductifs à dégager les points à débattre et laisser le champ aussi libre que possible à la discussion, à l'échange d'information. Il y eut à Cologne treize cercles de travail, comprenant en tout 1.200 prêtres et laïcs. Peut-être vaudrait-il mieux convoquer, suivant le cas et selon les exigences du moment, des participants moins nombreux, mais plus homogènes, en vue de débattre d'une question spéciale, mais urgente, de réunir par exemple les cercles de travail « Mariage et famille », « Travail social » et « Travail politique » (c'est-à-dire environ 150 personnes) pour un débat sur la législation familiale dans la perspective catholique et de leur fournir ainsi l'occasion d'accorder leurs réflexions et expériences. Encore une fois : nous pensons que le départ essentiel d'un travail fécond vient d'être réalisé; on ne manquera pas de découvrir la meilleure forme définitive.

Cette session du petit nombre, de l' « élite » — c'est ainsi que plusieurs journaux apostrophèrent les participants aux séances de travail à l'Université de Cologne — cette session des mille précéda le *Katholikentag* proprement dit, le *Katholikentag* des centaines de mille : à la grande manifestation finale ils furent 800.000. C'est là que se posa le véritable « problème » : ce serait faire erreur et rester à la surface que de croire qu'on pourrait le dominer simplement par l'organisation. Les *Katholikentage*, comme les *Kirchentage* protestants, ne sont pas assimilables aux défilés ou aux *Reichsparteitage* hitlériens. L'Église comme communauté est fondamentalement autre chose qu'une masse. Encore faut-il qu'elle réalise effectivement la transformation de « masses » en communauté. Toutefois, un culte purement esthétique des personnalités enfermerait sans espoir l'Église, au milieu du XX^{e} siècle, dans la stérilité du ghetto; la conscience de sa vocation missionnaire le lui interdit. Mgr Robert Grosche, qui joua un rôle décisif

dans la préparation de ce *Katholikentag*, se déclara, en ce sens, sans réserve pour la mission de l'Église aux « masses ». Nous avons sans doute encore bien des choses à apprendre dans l'ordre de l'organisation, il se peut même qu'à partir d'une certaine dimension quantitative et dans l'état présent des moyens techniques la limite soit atteinte de ce qui est réalisable dans le domaine intellectuel et spirituel. Mais ce qui est décisif, ce n'est en fin de compte ni la solution tout à fait satisfaisante du problème du logement et des transports, et encore moins la parfaite mise en scène conforme aux exigences de la radio et de la télévision, ni même si à la manifestation finale les participants ont éprouvé quelque chose comme une « expérience » de la communauté : ce qui seul est décisif c'est de savoir s'ils y sont restés capables de prier, de se recueillir et de méditer. Tout ce que même les observateurs les plus critiques ont pu voir dans les églises de Cologne, et surtout à toute heure du jour et la moitié de la nuit à la cathédrale, constitue une réponse univoque à toutes les appréhensions : les gens accourus à Cologne *ont* prié, se *sont*, individuellement parmi des dizaines et centaines de milliers, recueillis et *ont* médité. Je n'oublierai pas l'aspect que présenta un des halls les plus importants de la foire de Cologne pendant la conférence du P. Hugo Rahner. C'est là qu'était assise la « masse » tant raillée, approximativement 6. à 7.000 personnes, sur de longs bancs de bois et des chaises pliantes, en partie sur des sacs de paille dans un hall voisin, et qu'elle écoutait l'éminent professeur de théologie. Je l'avoue : rarement j'ai vu des visages aussi recueillis à un sermon dominical, et les applaudissements répondaient avec une telle promptitude à des passages essentiels et souvent incommodes qu'on ne pouvait se tromper.

C'est dans cette conférence et dans les autres grandes conférences dans les halls de la foire que le *Katholikentag* de Cologne réussit peut-être sa réalisation la

plus étonnante et la plus convaincante, aussi bien quant au fond que quant à la forme. Les thèmes évoquèrent l'image *totale* de l'Église : « L'Église, signe de Dieu dans le monde — l'Église, signe de contradiction — l'Église, force de Dieu dans notre faiblesse. » On peut assurément y ajouter la méditation du soir, « la lumière luit dans les ténèbres », du poète Werner Bergengruen, devant des dizaines de milliers réunis sur les places au bord du Rhin avec, comme toile de fond, la cathédrale illuminée. Les orateurs, théologiens et laïcs dont beaucoup parlaient un langage nouveau et moderne, ne cachaient pas les misères humaines de l'Église, la défaillance et la mesquinerie des chrétiens, l'imperfection et le caractère provisoire du *signe*. La totalité de l'Église se manifesta dans ces discours : une consolation surtout pour les fidèles de la Diaspora de l'Allemagne centrale (environ 30.000 personnes étaient venues de la « République démocratique ») et un avertissement pour ceux qui sont moins menacés mais trop sûrs d'eux-mêmes. On peut considérer le style de ces conférences de savants et d'experts comme un modèle de prédication adaptée à notre temps. Il ne faudrait pas oublier que c'est ainsi que l'on peut parler aux « masses »! Il apparut que la théologie a une chance d'être écoutée, voire qu'on l'*attend* de l'Église.

Un niveau remarquable fut aussi atteint dans les conversations en cercles plus restreints qui eurent lieu dans les divers centres de rencontres et dans les maisons amies. J'ai vu moi-même comment au Bureau International de Liaison et Documentation environ cinquante à soixante prêtres et laïcs d'Allemagne et de France se sont entretenus trois après-midi successifs de la situation de l'Église dans leurs deux pays, des problèmes de l'apostolat de masse, des rapports de la théologie et de l'action, des formes d'une nouvelle ascèse pour laïcs. Ce n'est là qu'un exemple ; des expériences du même ordre ont été réalisées dans d'autres maisons à

Cologne. De petits groupes discutèrent des problèmes de la coexistence entre l'Est et l'Ouest, du matérialisme dialectique, de préoccupations sociales pratiques, de questions concernant la famille, l'éducation, la vie professionnelle. N'est-ce pas la preuve que les participants d'un *Katholikentag* ne veulent pas simplement prier, chanter ni écouter ensemble, mais aussi *dialoguer*? Peut-être tirera-t-on de cela une leçon pour l'avenir et augmentera-t-on considérablement le nombre de telles communautés de travail centrées autour d'un thème. On ne pourrait guère écarter plus efficacement le danger, que les *Katholikentage* se réduisent à n'être que des « phénomènes de masse ».

Paul Botta.

Le dessin du cerf qui orne la dernière page de couverture de la Revue est la reproduction d'une sculpture linéaire découverte lors de fouilles archéologiques pratiquées à l'abbaye bénédictine de Ligugé. Elle date de la fin du IV^e^ siècle. Le R. P. Dom Coquet, qui en a relevé le dessin, nous a permis de le reproduire, qu'il veuille bien trouver ici nos remerciements. (N.D.L.D.)

LA SEMAINE SOCIALE DE MARSEILLE

L'adaptation à des conditions nouvelles est toujours pour une institution qui possède un long passé, un moment délicat à franchir. Il n'est pas aventuré de dire que les Semaines Sociales viennent de connaître ce moment et qu'elles l'ont vécu avec bonheur. La quarante-troisième session tenue à Marseille en juillet dernier a connu un incontestable succès qui, à la fois, consacre leur rajeunissement, confirme leur importance et affirme leur originalité.

On signalait parfois, non sans exagération et malice, le caractère trop uniforme de l'auditoire des Semaines Sociales, où l'on aurait aimé voir se mélanger les générations et se côtoyer des personnes aux responsabilités plus diverses. Or, cette année, la participation des jeunes a été fort appréciable, et l'assistance ne constituait pas ce que l'on a tendance à appeler, avec une nuance péjorative, un public d'œuvres. Aux côtés des dirigeants laïcs et des aumôniers qui constituent une fraction aussi traditionnelle qu'indispensable des semainiers, on remarquait un nombre important de participants venus chercher des éléments de réponse à leurs problèmes propres. La session de Marseille a été, comme par le passé, une rencontre de dirigeants, mais elle a été aussi une ouverture vers les individualités. C'est en ce sens qu'elle a marqué un renouvellement incontestable du public des Semaines Sociales.

Ce renouveau concerne également les méthodes. L'enseignement magistral est trop souvent passif ; on a

réussi à faire participer l'auditoire en le sollicitant par des « carrefours » dont le sujet était centré sur les aspects pratiques des problèmes dont les données générales étaient apportées par les cours. D'autres carrefours, plus larges encore, ont permis aux auditeurs de dialoguer avec les professeurs, complétant ainsi le caractère inévitablement rapide et incomplet de la leçon magistrale. Grâce à cet assouplissement, le spécialiste, le technicien, le jeune militant, le syndicaliste, l'exploitant rural, le chef d'entreprise, ont pu joindre à l'enseignement professoral les leçons du fait vécu et de l'expérience. Le grand succès remporté par ces divers carrefours, a montré les heureux résultats de cette méthode active, qui a su éviter les inconvénients du congrès où chacun veut placer sa tirade. Il y a là une indication précieuse pour l'avenir à condition que l'on sache éviter les dangers que peut comporter l'excès de la discussion.

Car on ne saurait oublier que la mission des Semaines Sociales est d'enseigner ; à Marseille elles ont confirmé l'importance de ce rôle. Cela fut fait non seulement par le rajeunissement des méthodes, qui vient d'être signalé, mais encore par le choix du sujet et la manière dont il fut traité. En abordant « les exigences humaines de l'expansion économique », on était amené à conduire l'exploration dans trois directions : technique, morale, théologique. C'est un des mérites de cette session d'avoir su associer les enseignements de la science économique et les impératifs de la morale sociale. Les questions de pure science et les options de politique économique n'ont jamais été abordées avec ce détachement que l'on constate trop souvent chez les spécialistes. Les cours ont été, du point de vue technique, de haute qualité sans que soient oubliés les aspects humains et sociaux des problèmes soulevés. Par le choix de la ligne fondamentale des exposés, il a été montré que l'expansion n'avait pas seulement pour effet de développer le bien-être, mais qu'elle constituait une occasion privilégiée de

résoudre certains aspects fondamentaux des problèmes posés par la vie des hommes en société. L'idée-force mise en lumière est que l'expansion repose les données de la question sociale et permet d'y apporter des solutions neuves. En effet, l'inventaire des charges, des risques, des coûts et des disparités de l'expansion, pose la nécessité d'une orientation afin que les avantages matériels ne soient pas les seuls poursuivis.

Si la politique économique peut se développer dans ces domaines privilégiés que sont l'investissement, la production, les salaires, être appliquée à différents secteurs : industriel, commercial, agricole et s'étendre à l'outre-mer et aux relations internationales, elle doit fatalement être incluse dans la sphère plus générale d'une politique au plein sens du terme, orientée vers le progrès moral et humain de la communauté. Et aussi vers son progrès spirituel! C'est ici, que certains ont souligné une faiblesse de l'enseignement donné à Marseille, lequel aurait péché par insuffisance théologique. Cela n'est pas sûr, et en tout cas bien poser les questions aide déjà à les résoudre.

Ainsi s'affirme, après l'importance du rôle joué par les Semaines Sociales, leur originalité propre. On a dit parfois qu'elles vulgarisaient un enseignement social; il paraît beaucoup plus exact de dire qu'elles créent une doctrine sociale, par la synthèse permanente de l'apport des hommes de pensée et des hommes d'action : les enseignements de la recherche technique et de l'action sociale et politique trouvent leur catalyseur dans les exigences de la foi. Pareille synthèse ne se réalise pas en un instant; elle est le fruit d'un mouvement permanent. Dans ce mouvement, certaines démarches sont forcément provisoires et préparent pour l'avenir des pas mieux assurés. Il est nécessaire de donner à chaque avance son caractère propre et l'enseignement ne peut diffuser que ce qui apparaît suffisamment certain à la suite d'une recherche confirmée. En ce sens les Semaines

Sociales représentent une institution probablement unique.

Elles viennent de réaliser cette année un incontestable renouvellement ; celui-ci leur pose une exigence : tenir dans les prochaines années les promesses qu'il apporte.

MICHEL AUTHIE.

LIVRES

Civilisations en marche

Tel est le titre du nouvel ouvrage que vient de publier, chez Grasset, Sœur Marie-André du Sacré-Cœur, docteur en droit, membre du Conseil supérieur des Affaires sociales d'Outre-mer et du Conseil supérieur des recherches sociologiques outre-mer. Sœur Marie-André n'est pas une inconnue pour les lecteurs de *La Vie Intellectuelle*. Outre sa thèse sur l'*Abandon de famille*, elle a publié un ouvrage remarqué sur la *Femme noire en Afrique occidentale* (Payot, 1939) qui a été, en son temps, présenté dans cette Revue, puis, en 1948, *Sous le ciel d'Afrique*, histoire de la Congrégation des Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (Sœurs blanches) à laquelle elle appartient, et, enfin, en 1953, la *Condition humaine en Afrique noire*. Vraie spécialiste des questions africaines, Sœur Marie-André les étudie en sociologue et en missionnaire.

Dans son nouvel ouvrage, l'auteur prend comme sujet d'étude l'Uganda, le Ruanda-Urundi et le Congo belge, où elle a eu récemment l'occasion de séjourner. Elle y a retrouvé la plupart des institutions classiques déjà décrites dans le livre sur la condition humaine en Afrique noire. Elle y a ren-

contré aussi des royaumes d'antiquité vénérable, des populations intelligentes et des civilisations très policées. Ces civilisations évoluent, d'ailleurs, et cela pose tout un problème; « la jeunesse, avide de s'instruire, veut profiter au maximum du progrès technique mis à sa disposition. Mais se contentera-t-elle de cette seule évolution matérielle, qui risque d'étouffer en elle tout sentiment religieux, tout désir d'élévation morale, lesquels firent pourtant la grandeur de l'ancienne Afrique comme ils ont fait celle de l'Europe civilisée? Ou bien, renouvelant son désir de perfectionnement moral et social, la jeunesse africaine pourra-t-elle réaliser pleinement son idéal humain et familial? » Sœur Marie-André a noté, au fil des jours, la vie africaine, telle qu'elle lui est apparue, avec son amalgame d'anciennes et de nouvelles coutumes. « Je n'ai certes pas la prétention, dit-elle, après un séjour de quelques mois, de connaître ces régions, quelquefois aussi différentes entre elles que l'Italie l'est de l'Angleterre ou la Belgique du midi de la France. Ces pages auront simplement valeur de témoignage, relatant ce que j'ai vu et entendu, surtout chez les Africains, qui me parlèrent en toute confiance, car les religieuses, nos devancières, sont arrivées au Tanganyika en 1894, au Congo en 1894, en Uganda en 1899. »

Le livre de Sœur Marie-André est tout naturellement divisé en trois parties, correspondant aux trois pays qu'elle a pris pour thèmes de son étude. S'il s'agit de l'Uganda, par exemple, après quelques pages où, en un raccourci très vivant, elle nous donne le tableau physique, ethnique et historique de cette région, elle décrit l'évolution parcourue, sous le régime de contrôle anglais. Économiquement, l'Uganda est devenu le premier producteur de café du Commonwealth, le coton étant d'ailleurs plus important encore comme source de revenus des autochtones; tout compte fait, le niveau de vie des populations s'est sensiblement élevé, mais c'est plus encore à l'étude des transformations familiales que Sœur Marie-André s'attache. C'est, nous l'avons dit, le terrain où il lui plaît le plus, intellectuellement, de se mouvoir et où elle a acquis une particulière compétence; aussi les problèmes de la condition de la femme, du mariage, de la dot sont-ils ici soigneusement examinés. Tout n'est pas heureux, tant s'en faut, dans l'évolution sociale suivie, l'auteur s'inquiète à

juste titre des dangers que peuvent faire courir l'industrialisation du pays, l'immigration asiatique, les fausses mystiques. Mais il y a lieu de se réjouir des progrès de l'instruction réalisés dans tous les ordres de l'enseignement, comme aussi des perfectionnements apportés au logement et au vêtement et, bien plus encore, de ceux qu'accomplit du point de vue spirituel une élite chrétienne.

« Différentes de celles de l'Uganda, les institutions juridiques et sociales du Ruanda et de l'Urundi ont perpétué jusqu'à nos jours les antiques civilisations pastorales dont nous ne connaissons pas encore toutes les valeurs culturelles. » Des réformes récentes ont dû d'ailleurs être apportées aux anciens contrats d'élevage, pour améliorer la qualité du troupeau. Nous trouvons dans *Civilisations en marche* des notations à la fois brèves et éclairantes sur ces pays de l'Afrique centrale confiés depuis la guerre de 1914 à la tutelle belge, sur les coutumes sociales et leur évolution, sur la mise en valeur et les progrès réalisés. L'auteur se réfère volontiers aux travaux d'un prêtre de ces régions, l'abbé Alexis Kagamé, qui révèlent les valeurs de l'ancienne civilisation hamite et dénotent par eux-mêmes les talents que recèlent ces peuples.

Nous insisterons davantage sur l'étude de l'immense territoire que constitue le Congo belge, avec ses 2.300.000 kilomètres carrés de superficie et ses douze millions d'habitants. C'est d'ailleurs à ce pays que la plus grande partie du livre de Sœur Marie-André est consacré. Non seulement le Congo belge possède de grandes richesses minières, cuivre, étain, or, diamant, uranium, cobalt, exploitées suivant les techniques les plus modernes; non seulement les voies de communication par eau, par route, par fer, y sont développées, favorisant la pénétration partout; non seulement les cultures et l'alimentation sont en progrès; mais encore et surtout le développement économique est accompagné du développement social. L'effort social a eu souvent à son origine l'action des sociétés industrielles, agricoles et commerciales, qui ont depuis longtemps créé des dispensaires, des écoles et des Foyers sociaux, distribué des allocations familiales, des pensions de retraite et d'invalidité. Le réseau d'hôpitaux et de centres d'assistance médicale est d'une grande densité. Grâce au gouvernement, aux missions et aux sociétés, le taux de fréquentation scolaire est le plus élevé de l'Afrique noire.

C'est dans ce contexte que l'organisation familiale elle-même en est venue à se transformer. Alors que, dans la coutume ancestrale, le clan constituait la cellule juridique, politique et sociale de base; alors que le système traditionnel de la dot payée à la famille de la femme (bien que les taux n'atteignent pas le niveau auquel ils arrivent au Cameroun par exemple) provoque bien des abus; de véritables combats sont engagés pour donner au foyer plus d'indépendance, pour refréner les tendances à l'augmentation du taux des dots, voire même pour supprimer celles-ci. On ne résume pas en quelques lignes les positions prises et les prétentions opposées; il faut lire à ce sujet les pages très pertinentes que Sœur Marie-André consacre à la question, plus épineuse qu'il ne paraît superficiellement. Les mariages sans dot commencent à se répandre dans les éléments les plus évolués de la population. L'ouvrage relate également, textes à l'appui, toutes les mesures gouvernementales prises pour favoriser le mariage monogame.

Sœur Marie-André termine son livre en abordant les questions si délicates et si déterminantes à la fois des rapports humains entre Européens et autochtones, — de l'éducation progressive des responsabilités chez les Noirs, — de la formation des élites féminines en vue du mariage principalement, mais aussi parfois de la profession et de l'action sociale; tout ceci contribuant à l'apparition d'une Afrique nouvelle, dont la civilisation refondue par le Christianisme ne soit pas un décalque de la civilisation européenne. Est-il besoin de souligner, dans les bouleversements et les agitations que nous connaissons, l'intérêt que présente le livre analysé, à la fois pour les pays mêmes étudiés par l'auteur et pour les autres pays d'Afrique ?

André Garrigou-Lagrange.

Reinhold Niebuhr

La collection américaine *Living Theology* (Théologie Vivante) qui consacra, il y a deux ans, son premier volume à Paul Tillich, vient de publier un *Reinhold Niebuhr*[1] et annonce pour les volumes suivants *La théologie de Henry N. Wieman, La théologie d'Émile Brunner* et *La théologie de Karl Barth.* Cette collection vise à développer et clarifier le phénomène caractéristique de notre époque : la renaissance, en dehors des milieux strictement théologiques, d'un intérêt intellectuel pour la pensée religieuse. Les directeurs de la collection disent se situer dans cette « zone intermédiaire » entre philosophie et religion où le sujet est religieux et théologique, le point de vue et la méthode philosophiques. Ils entendent théologie soit au sens strict de la théologie dogmatique fondée sur la Bible soit au sens large de la théologie libérale qui se fonde sur l'expérience humaine et ne se distingue pas toujours clairement de la philosophie de la religion.

Le livre consacré à R. Niebuhr se compose d'une « autobiographie intellectuelle », de vingt essais d'interprétation et de critique rédigés par les spécialistes les plus renommés au point de vue religieux, social et politique, d'une réponse de R. Niebuhr aux objections qui lui sont proposées et enfin d'une bibliographie d'autant plus précieuse que, provisoirement, la plus complète.

L'autobiographie est caractéristique et de l'homme et de l'œuvre : elle s'intitule « intellectuelle » mais ne cite que deux noms de professeurs de jeunesse et celui de saint Augustin auquel l'auteur doit beaucoup, bien qu'il ne l'ait que tardivement connu; en revanche elle rappelle à nouveau, comme décisive pour l'évolution politique et théologique ultérieure, l'expérience sociale que fit à Detroit de 1915 à 1928

1. Reinhold Niebuhr, *His Religious, Social, and Political Thought,* The Library of Living Theology, Edited by Charles W. Kegley and Robert W. Bretall. Macmillan, New York, 1956.

le jeune pasteur tout imbu de libéralisme théologique protestant. L'étude d'Arthur Schlesinger précise avec talent l'influence — mais aussi les limites — sur le théologien américain du mouvement dit « Évangile social » (*Social Gospel*) et du pragmatisme de Dewey; influences dont il se dégagea définitivement dès 1932 pour donner d'un même mouvement une impulsion nouvelle au « radicalisme social » et à l' « orthodoxie religieuse ».

Instigateur aux États-Unis de la théologie « réaliste » ou néo-orthodoxe, R. Niebuhr se refuse à être qualifié de « théologien » au sens où l'entendent les « continentaux », c'est-à-dire, selon lui, ces théologiens qui poursuivent une spéculation théologique pour elle-même. Dans ce livre qui lui est consacré, dans ses réponses aux objections, R. Niebuhr apparaît admirablement conscient et de ses lacunes et de sa force : dès 1932 et, en toute clarté, en 1941-1943 dans *The Nature and Destiny of Man,* il jugea que, pour participer lucidement à l'histoire en cours, un détour par la théologie est nécessaire; de là le déséquilibre entre sa théologie du péché et du Christ Expiateur — essentiel de sa construction — et la Rédemption, à laquelle il se propose de consacrer les années de travail qui peuvent lui rester. De là aussi l'insuffisance, l'ambiguïté de sa conception des symboles bibliques. Mais dans sa controverse avec Paul Tillich — qui reprend et précise les objections qu'il lui adressait dans le volume précédent de cette collection — on le voit, bien que théologien d'occasion, en vue de l'action morale et sociale, situer exactement la question qui oppose théologie à philosophie : en quoi et pourquoi une théologie qui se veut biblique est-elle irréductible à toute spéculation ontologique ?

Ce volume de théologie protestante nous intéresse à bien des titres ; il atteste la vitalité de la pensée protestante aux États-Unis; par la diversité des analyses sur R. Niebuhr, il nous renseigne non seulement sur la personnalité de celui-ci, mais sur les penseurs et les milieux qu'il atteint; par le jeu des objections et des réponses, il rencontre enfin à plusieurs reprises les questions que de nombreux catholiques se posent aujourd'hui, souvent avec un sens moins aigu des problèmes intellectuels et sociaux de leur époque.

GEORGETTE BÉRAULT.

Travail et politique

Perspectives sur l'Économie française

I. — Perspectives pour 1965

Le Commissariat général au Plan prépare actuellement le troisième Plan de Modernisation et d'Équipement, qui doit couvrir les cinq années 1957-1961. Comme dans le cas des deux plans précédents, l'essentiel du travail est confié à des Commissions de Modernisation qui, rassemblant autour d'une table des représentants de l'industrie et de l'administration, définissent des objectifs détaillés pour chaque secteur de l'économie. Ces objectifs, qui ne sont pas nécessairement compatibles entre eux, sont ensuite harmonisés par les services permanents du Commissariat.

L'élément original dans la préparation du troisième plan est qu'avant de réunir les Commissions de Modernisation, le Commissariat au Plan a fait appel à la collaboration des principaux organismes de recherche éco-

nomique publics ou semi-publics[1] pour établir des perspectives à long terme sur l'évolution de l'économie française[2]. Leur but, selon les termes mêmes du rapport qui les présente, est « de préciser les problèmes posés au cours des dix prochaines années et de mieux définir les objectifs du plan, qui, bien que limité à cinq ans, doit pourtant tenir compte des tendances sur une période plus longue ».

Ces perspectives, que nous allons résumer, donnent une image cohérente, pour deux taux possibles de progrès économique, de la production des principaux secteurs de l'économie : agriculture, industrie, commerce, transports, administrations publiques, et des utilisations de cette production : exportations, équipements productifs et sociaux, consommation des particuliers, dépenses des administrations.

L'établissement de perspectives générales à long terme pour fournir un cadre à des décisions de politique économique représente, au moins en France, une innovation qui se justifie par la nécessité, la possibilité et la mode.

Nous avons dit quelques mots de la nécessité dans une note antérieure[3] : à partir de 1965 arriveront à l'âge de travailler les classes nombreuses nées depuis la guerre. Il en résultera une modification brutale dans l'évolution de la population active, comme le montre le

1. Service des Études économiques et financières du Ministère des Finances, Institut national de la Statistique et des Études économiques, Institut national d'Études démographiques, Centre de Recherches et de Documentation sur la Consommation.

2. « Perspectives de l'Économie française en 1965. » Commissariat général au Plan, 1956. Reproduit dans *Problèmes économiques*, nos 444 et 445, 3 et 10 juillet 1956 (Documentation française).

3. « L'économie française de 1949 à 1965 », *La Vie Intellectuelle*, mars 1956, pp. 90-93.

tableau ci-dessous, établi en supposant qu'il n'y aura d'une année sur l'autre aucune immigration nette de main-d'œuvre étrangère :

POPULATION ACTIVE AU 1er JANVIER : 1956-1970 (*milliers*)

	1956	*1961*	*1964*	*1965*	*1970*
Hommes	12.893	12.766	12.789	12.932	13.460
Femmes	6.615	6.430	6.484	6.571	6.831
Total	19.508	19.196	19.253	19.503	20.291

Source : J. Fourastié, ap. Population, janvier-mars 1956, pp. 27-28. Hypothèse C.

Cette révolution démographique est la grande chance de l'économie française si nous savons la saisir. Mais elle pose des problèmes importants d'équipement industriel et social, de formation professionnelle, d'orientation de la main-d'œuvre et d'aménagement du territoire auxquels il faudra nous attaquer bien avant 1965. En même temps, nous devrons éviter de prendre du retard sur l'étranger dans l'utilisation de tout un ensemble de techniques nouvelles dont l'automatisation et l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire ne sont que les deux exemples les plus spectaculaires. Et jusqu'en 1964 au moins, nous souffrirons en permanence d'une pénurie grave de main-d'œuvre, surtout de main-d'œuvre qualifiée. Ces problèmes sont infiniment plus complexes et exigent une analyse économique beaucoup plus subtile que le rétablissement rapide de la production des secteurs de base auquel s'attaquait le premier plan en 1945-1946[4].

La possibilité d'ébaucher au moins cette analyse économique est elle-même une nouveauté. L'établissement

4. Ce qui ne signifie pas qu'une analyse économique plus subtile du problème n'aurait pas été souhaitable en 1946.

des perspectives pour 1965 a exigé la collaboration directe ou indirecte d'une bonne cinquantaine de spécialistes. On aurait eu du mal à en trouver une dizaine en 1946, quand il existait peu d'économistes qualifiés en France, surtout dans les administrations publiques. Les aurait-on trouvés que les outils leur auraient manqué : la comptabilité nationale française était alors à peine une intention, et l'information statistique de base était encore plus pauvre qu'actuellement.

La mode, enfin, joue même en économie. Dans l'entre-deux-guerres, elle était largement aux études à court terme sur les fluctuations économiques, sur l'équilibre monétaire et sur la conjoncture. La situation le justifiait dans une certaine mesure. Depuis sept ou huit ans les travaux sur la croissance et le progrès économique, et sur les facteurs réels qui la conditionnent : productivité, structure de la main-d'œuvre, accumulation du capital, gagnent en importance. Il en résulte une tendance, salutaire si elle ne devient pas trop unilatérale, à adopter une optique à long terme, à étudier les grands traits de tendances séculaires plutôt que les conditions d'un équilibre momentané. On trouve d'ailleurs dans cette mode l'occasion d'un retour aux sources. De même qu'on pouvait évoquer les physiocrates à l'occasion des travaux sur la comptabilité nationale, l'étude des conditions du progrès économique nous ramène à la préoccupation essentielle des grands classiques anglais, de Malthus à Stuart Mill.

II. — Bilan des ressources et des utilisations

L'essentiel de la méthode utilisée pour établir les perspectives est de rassembler les éléments d'un bilan

des ressources disponibles en 1965 et des utilisations qui en seront faites. A l'actif de ce bilan figurent les importations et la valeur de la production finale[5] des différents secteurs de l'économie : agriculture, industrie, transports, commerce, etc. Au passif, les utilisations du produit national : exportations, équipements productifs, investissements sociaux, consommation des particuliers, achats courants de biens et de services par les administrations publiques. L'utilisation de ce cadre comptable permet de vérifier la cohérence entre l'estimation de la production et des utilisations des grands groupes de produits.

La détermination de la production nationale se fait en deux étapes. Dans la première, on étudie l'évolution probable de la main-d'œuvre employée dans les principaux secteurs de l'économie : agriculture, industrie, commerce, transports et services[6], administrations publiques. Ensuite, on étudie comment évoluera le produit de cette main-d'œuvre si l'on admet un certain nombre d'hypothèses sur l'évolution de la productivité. Si la main-d'œuvre employée dans un secteur augmente, par exemple de 15 % de 1954 à 1965, et si la productivité

5. On sait que la production finale est la production de biens utilisables directement pour satisfaire aux besoins des consommateurs, des entreprises et de l'État : biens de consommation, machines et autres biens d'équipement, services, etc... Elle s'oppose à la production intermédiaire, destinée à subir des transformations ultérieures : matières premières, demi-produits, etc. Si l'on prend, par exemple, l'industrie automobile, les voitures particulières et les camions sont des biens finals, respectivement des biens de consommation et d'équipement, alors que les tôles, le charbon, les glaces, les carburateurs, etc., fournis par d'autres entreprises au fabricant d'automobiles, sont des bien intermédiaires.

6. Banques, assurances, services médicaux, enseignement privé, etc.

de cette main-d'œuvre augmente en moyenne de 4 % par an, ce qui représente 55 % en 11 ans, la production de ce secteur sera, en 1965, à l'indice $115 \times 155 = 177$ par rapport à 1954[7].

Pour déterminer les effectifs de la main-d'œuvre, on commence par admettre que le plein emploi sera maintenu, et que toutes les mesures nécessaires seront donc prises. Cette hypothèse est légitime, et ne risquerait d'être infirmée que dans le cas d'une forte dépression mondiale dont les effets se transmettraient à notre pays. Le véritable danger pour la France résulte au contraire de la pénurie de main-d'œuvre. Dans ces conditions, le nombre des travailleurs employés correspond à très peu près (un léger chômage frictionnel d'environ 300.000 personnes est inéliminable) à la population active présente sur le territoire national. La détermination de cette population active est assez facile, puisque tous les Français qui seront en âge de travailler en 1965 sont déjà nés. Les principaux facteurs à étudier sont l'immigration, qui est étroitement contrôlée par les pouvoirs publics, le taux d'activité des femmes, dont on a pu observer qu'il augmentait avec le niveau de vie, et la durée de la scolarité. Sur ce dernier point, on a admis que l'allongement de deux ans de la scolarité obligatoire, prévu par l'actuel projet de réforme de l'enseignement, entrerait en vigueur avant 1965.

Le problème le plus difficile est de déterminer comment la population active se répartira entre les grands secteurs de l'économie. En lisant le rapport, on remarque sur ce point un manque de symétrie particulièrement significatif dans les méthodes adoptées. L'idée de base,

7. Ce qui correspond au cas de l'industrie dans une des deux hypothèses adoptées dans le rapport.

implicite, mais admise par tout le monde, est que la pénurie de main-d'œuvre touchera surtout l'industrie. Mais en même temps, l'activité du commerce augmentera, puisqu'il lui faudra vendre environ moitié plus de biens de consommation, et les effectifs des administrations publiques devront croître pour permettre le développement des services hospitaliers, et surtout des services d'enseignement, de formation professionnelle et de recherche. La méthode utilisée pour déterminer les effectifs du commerce et du secteur public est, à partir d'hypothèses sur l'accroissement de la productivité, de les fixer au minimum leur permettant de remplir leur tâche : « compte tenu de la situation actuelle, on a estimé qu'une augmentation d'environ 7 % des effectifs (du commerce) devrait être suffisante pour répondre à l'augmentation du volume des biens commercialisés »[8]. Bien que les perspectives 1965 ne soient pas un plan, l'optique adoptée est nettement volontariste, et à juste titre : l'évolution de l'économie dépend largement d'un ensemble de décisions des pouvoirs publics. Lorsqu'un organisme public effectue des prévisions, il doit donc non seulement tenir compte de ce fait, mais introduire dans ses prévisions les décisions qui lui semblent les plus favorables.

On se trouve par contre dans un autre monde quand on étudie le problème peut-être le plus important de l'économie française : la répartition de la main-d'œuvre entre l'agriculture et l'industrie. L'évolution de la main-d'œuvre agricole est uniquement déterminée à partir de lois historiques et démographiques. Son niveau apparaît comme une variable extérieure au système, qui évolue sous l'action de divers facteurs sociologiques ou écono-

8. *Problèmes économiques*, n° 444, p. 7.

miques, mais que le Plan — c'est-à-dire l'État — ne croit pas pouvoir ou ne croit pas devoir influencer[9]. Cette position n'est pas illégitime : il est certainement plus facile d'influencer en moyenne période les mouvements de main-d'œuvre entre différentes industries qu'entre l'agriculture et l'industrie. Mais elle entraîne, comme nous le verrons, des conséquences tellement importantes qu'il aurait été utile de les mettre plus fortement en lumière.

La répartition de la population active étant ainsi déterminée, on peut estimer la production en faisant des hypothèses sur l'évolution de la productivité de la main-d'œuvre dans chaque secteur. Ces hypothèses sont déterminées à partir de l'étude de l'évolution de la productivité en France et dans les autres grands pays industriels sur une période assez longue. Il ne s'agit, il faut l'avouer, que d'un pis aller. L'évolution de la productivité dans une industrie dépend avant tout de l'évolution de la technique et de la façon dont cette technique est mise en œuvre, c'est-à-dire de l'importance de l'effort d'investissements. L'introduction de valeurs globales ne peut pas remplacer l'étude détaillée des possibilités de progrès techniques, des besoins d'équipement et des réserves de capacité excédentaire dans les diverses industries, ni de l'influence que peut avoir le progrès de certaines branches-clés sur les possibilités d'expansion dans d'autres branches qui en dépendent.

9. La diminution prévue de la population active de l'agriculture, 100.000 personnes par an, peut sembler trop forte pour être spontanée. C'est cependant celle qu'indiquent les études les plus objectives, basées sur la considération des taux de migration actuels et de la pyramide des âges dans l'agriculture. Cf. M. Febvay, « La population agricole française », *Études et Conjoncture*, août 1956.

Malheureusement, l'information statistique française est trop pauvre pour qu'on ait pu songer à réaliser un programme aussi ambitieux. Aussi les auteurs du rapport ont-ils légitimement tourné la difficulté en adoptant deux hypothèses différentes d'accroissement de la productivité et en assurant la cohérence d'ensemble du modèle pour chaque jeu de valeurs.

Les résultats sont donnés dans le tableau ci-dessous, les chiffres relatifs à 1965 étant donnés en pourcentage des chiffres de 1954.

	1954		Accroissements annuels moyens de productivité		1965 (1954 = 100)		
	Population active (milliers)	Contribution au produit national (milliards de francs)	Hypothèse faible	Hypothèse forte	Population active	Contribution au produit national	
						Hypothèse 1	Hypothèse 2
Agriculture	5.200	2.030	3,5 %	4 %	81	118	125
Industrie	6.670	6.760	3	4	115	159	177
Transports et services	2.220	2.120	2,7	3,7	114	152	170
Commerce	2.730	2.590	2,4	3,2	107	139	151
Administrations et services domestiques	2.050	1.670	3	3,8	105	145	159
Total	18.870	15.170	3,4	4,2	103	148	163

La deuxième partie de l'étude analyse la façon dont le produit national sera utilisé. Nous ne pouvons la résumer ici : nous en indiquerons seulement la ligne générale. Pour pouvoir produire 50 ou 60 % de plus que maintenant, il faut importer plus de produits de l'étranger, surtout de matières premières et il faut donc augmenter nos exportations au moins d'autant. Il faut ensuite consacrer proportionnellement plus de ressources à la formation de capital : équipements productifs, éco-

les, logements, stocks, etc. Le niveau des dépenses publiques est lui-même étroitement lié aux nouvelles tâches de l'État (surtout ses tâches d'enseignement). Ce qui reste correspond à la consommation des particuliers, qui augmentera de 47 % dans l'hypothèse faible et de 60 % dans l'hypothèse forte. Compte tenu de l'augmentation de la population, cela correspond à des augmentations moyennes du niveau de vie de 2,9 et 3,8 % par an respectivement.

Or, on connaît assez bien les lois qui régissent la consommation. On peut donc la répartir avec assez de précision entre les grands groupes de produits. C'est ainsi que dans l'hypothèse forte, la consommation totale augmentant de 60 %, les consommations alimentaires augmenteront d'un peu moins de 40 %[10], les dépenses d'habillement de 60 à 65 %, les achats d'équipement ménager et les dépenses de transport individuel de plus de 200 %, etc.

On peut analyser de la même façon les exportations, la formation du capital, les dépenses publiques. Ainsi, l'étude des utilisations du produit national permet non seulement de vérifier la cohérence par grands secteurs entre la production et la demande, mais de pousser plus dans le détail l'analyse de la structure de la production. C'est là le mérite essentiel d'un modèle comme celui que nous venons d'étudier. Même si certaines des hypothèses introduites sont fragiles, l'étude du bilan production-utilisations pour 1965 permet de montrer que certains

10. La valeur à la ferme des produits alimentaires correspondants augmentera beaucoup moins. En effet, nous mangerons des produits plus transformés (conserves, biscottes au lieu de pain, généralisation du beurre pasteurisé et du lait en bouteilles, etc...) et la part de l'emballage, des industries alimentaires et du commerce augmentera.

objectifs sont incompatibles, que le progrès de l'économie pose un certain nombre de conditions et impose des contraintes. Il dépend notamment de la solution d'un certain nombre de problèmes fondamentaux, dont nous allons dire quelques mots.

III. — Problèmes et exigences

Une des lacunes des perspectives 1965 est de n'étudier que la situation à cette date, sans se demander comment on y parviendra. Or, sur un point au moins, la considération des étapes intermédiaires est indispensable : le progrès économique postulé dépendra de l'ensemble des équipements productifs qui seront mis en service d'ici 1965, et pas des investissements réalisés dans cette dernière année.

Nous avons eu la chance de 1952 à 1955, de bénéficier de réserves importantes de capacité de production dans la plupart des industries. Le produit national a pu ainsi s'accroître sans qu'on ait besoin de faire un lourd effort d'équipement. On ne peut espérer que cette situation se prolongera et les investissements doivent augmenter dès maintenant.

De même, la formation professionnelle de la main-d'œuvre qui se dirigera vers l'industrie devra être commencée avant 1965, et les équipements sociaux nécessaires : écoles, laboratoires, etc., construits encore plus tôt.

En même temps, nous devrons exporter plus. D'une part, nous devrons équilibrer nos échanges commerciaux avec l'étranger. Mais d'autre part, nous devrons augmenter nos efforts d'équipement des territoires de

l'Union Française, si nous voulons que notre présence continue à y être moralement justifiable : la justice sociale n'est pas une denrée d'usage seulement interne, et la redistribution des ressources ne doit pas se limiter au territoire national.

Une conséquence capitale, bien que non exprimée, des choix et des partis qu'impliquent les perspectives du Commissariat au Plan, est que nous sommes condamnés à l'austérité pour une longue période. Ceci vise d'abord les consommateurs. Le niveau de vie a augmenté très rapidement de 1953 à 1955. D'après les Comptes de la Nation, les revenus individuels des exploitants agricoles ont augmenté de 14 %, ceux des entrepreneurs individuels de l'industrie et du commerce de 12 % et ceux des salariés de plus de 16 % de 1953 à 1955. On est très loin de l'augmentation mesurée de 3 à 3,5 % par an que prévoient les perspectives, et on doit se préparer à plus de modération.

Mais l'austérité vise aussi les entreprises. Dans la mesure où l'épargne sera rare, il faudra veiller à la diriger vers les utilisations les plus urgentes. La recherche d'une structure optimale des équipements sera un facteur de progrès aussi important que leur niveau absolu.

Un second groupe de problèmes est posé par l'agriculture. Malgré la baisse de la population active agricole, nous ne pourrons écouler notre production agricole que si nous développons nos exportations de produits alimentaires. Ceci exige une modification importante de l'orientation des productions agricoles et une amélioration des techniques, dont tient compte le taux d'accroissement de la productivité de l'agriculture retenu dans les perspectives. Mais ces transformations seront d'autant plus difficiles à réaliser que la diminution de la main-d'œuvre

agricole entraînera son vieillissement, puisque les hommes quittent en général la terre avant trente-cinq ou quarante ans [11].

Cette situation entraîne un double risque : celui d'un accroissement plus lent du niveau de vie dans l'agriculture que dans le reste de l'économie et celui d'un accroissement de la disparité entre les revenus par tête dans les grandes exploitations agricoles du Nord de la Loire et les petites du Sud. Ces deux éventualités auraient de fâcheuses conséquences politiques et sociales.

Enfin, la structure de la main-d'œuvre de l'industrie devra se transformer pour s'adapter aux modifications de la demande des différents produits et à l'incidence des nouvelles techniques de production. Le rapport du Commissariat au Plan insiste à ce sujet sur l'importance de l'industrialisation des régions dites « sous-développées » et de l'aménagement du territoire pour faciliter cette adaptation. Mais il faut aussi insister sur l'insuffisance de ce moyen. La France est réputée pour le manque de mobilité de sa main-d'œuvre, et il conviendra de prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre la population industrielle plus mobile, aussi bien entre différentes industries qu'entre différentes régions. L'amélioration des services de placement de la main-d'œuvre et le développement de la formation professionnelle des adultes y contribueront, sans y suffire. La crise du logement est en effet un frein à la mobilité géographique, et le développement de la construction correspond donc autant à une nécessité économique que sociale.

En même temps, un effort considérable d'enseignement devra être fait. Il entraînera de lourdes dépenses

11. Cf. M. Febvay, *op. cit.*

d'équipement. Non seulement, il faudra donner une formation professionnelle convenable aux jeunes ruraux appelés à quitter la terre et qui rejoignent trop souvent l'industrie sans qualification utilisable, mais à l'intérieur même de l'industrie, il nous faudra plus d'ouvriers qualifiés, et surtout considérablement plus de cadres techniques, d'ingénieurs et de chercheurs. Une estimation modérée des besoins conduit à prévoir qu'une augmentation de 140 % du personnel enseignant du second degré et du technique et de 40 % du personnel de l'enseignement supérieur seront indispensables.

En résumé, on voit que ces perspectives qui semblent modérées et timides, et qui le sont en un sens, sont en fait aussi très optimistes. Elles postulent la solution rapide de problèmes redoutables et elles supposent en outre que nous aurons de la chance.

Il ne faut pas s'étonner de cette situation. Nous sommes comme un père de famille nombreuse qui se rend compte que ses enfants lui coûtent cher au moment de les établir. Saurons-nous seulement accepter les adaptations nécessaires, ou devrons-nous donner raison à ceux qui croient que notre pays ne sait renouveler ses structures économiques et politiques qu'à l'occasion des guerres ou des révolutions ?

GEORGES ROTTIER.

Djibouti, terre nécessaire et menacée

I. — Une escale nécessaire a l'Union Française

Les Français ont au XIX^e^ siècle rassemblé plutôt que conquis le plus grand Empire colonial du monde sans le faire exprès. C'est sans beaucoup plus le faire exprès qu'ils en conservent la majeure partie au XX^e^. La Côte française des Somalis n'a pas de sens par soi-même. Elle signifie la présence française aux confins du Moyen-Orient et du « Réduit Africain » : un des points stratégiques les plus importants du monde. Encore plus, Djibouti est un relais français nécessaire sur la route de Madagascar. J'oserais presque écrire : une pointe avancée de la Grande Ile vers la métropole. Grâce à cet aéroport, dont on allonge la piste en ce moment même, nous ne sommes, en cas de crise, tributaires d'aucun aérodrome étranger. Quant au port lui-même, on peut s'inquiéter qu'on ait toléré que, au mépris du droit international, les Égyptiens aient déclaré fermer le canal de Suez aux navires israéliens. On a laissé se créer un précédent redoutable. En cas de difficulté, nous aurons plus de mal à obtenir que soit respectée la Convention

de Constantinople de 1888. Malgré tout, Djibouti demeure sur la route de Madagascar une escale que les Britanniques ne contrôlent pas. Autant dire, ce qu'à Dieu ne plaise, que si jamais de nouvelles difficultés devaient surgir dans la Grande Ile, ce port nous est indispensable. Point n'est besoin d'épiloguer...

menacée

Double escale nécessaire, mais quand même petite ville illusoire : un port et un aérodrome sans arrière-pays français. Une servitude économique pèse sur la Côte française des Somalis. Port aussi isolé qu'une île artificielle dans l'Atlantique, elle ne peut vivre que de services ou de transit. Une servitude politique pèse aussi : comment ce bel instrument n'exciterait-il pas la convoitise de ses voisins ?

Et au delà de ces voisins l'ombre de l'Inde s'étend jusqu'ici à travers cet océan si fâcheusement nommé qu'un jour à Delhi on dira : *mare nostrum*. L'Inde et la menace que son impérialisme fait peser sur l'Afrique me hantent ici. Comment, à cet extrême promontoire ne pas évoquer sa volonté colonialiste ? Surtout qu'ici, tout me la rappelle. Le style pseudo-mauresque de la place Ménélik évoque certains quartiers de Bombay. Le soir, quand les échoppes du vieux Djibouti allument leurs lampes à carbure, j'évoque l'Inde jusqu'à la méprise. Tout y concourt, non seulement la présence d'Indiens, mais l'allure même des Somalis issas. Très noirs, mais sans aucun trait négroïde, ils évoquent les dravidiens du Dekkan. Sans doute sont-ils encore plus beaux. Les jeunes hommes, ici, ont la splendeur d'éphèbes grecs qui seraient taillés dans de l'ébène. Les femmes entourent de voiles éclatants de merveilleux visages de bronze.

Le marché de Djibouti en est une fête des yeux. Tout s'y ennoblit, les humbles citrons vernissés, les légumes et même la viande aux relents fades. Cette viande, on l'apporte par charrettes à bras, tous gigots pointés vers le ciel. Les moignons roses oscillent aux cahots. C'est écœurant, mais si beaux sont les gamins qui tirent ces charges sanguinolentes qu'ils en rachètent le spectacle.

II. — Une sous-préfecture internationale

Une sous-préfecture, Djibouti, avec ses deux mille cinq cents européens et assimilés, et les quelques vingt mille nomades déracinés qui se sont agglutinés autour d'elle. Oui, agglutinés : le fangeux bidonville où ils s'entassent la presse contre la mer. Construit sur des terrains bas que la haute marée envahit, il pose un grave problème à notre admistration. Sa misère étreint le cœur. Des mares stagnent, verdâtres, où barbotent moutons et chèvres. Tôles aplaties, branchages, papiers et journaux, tout concourt à des bâtisses minables et farouches derrière leurs hautes palissades. Parfois un fantaisiste a surmonté son gourbi d'un étage branlant.

Un feu couve dans ces masures, si pareilles, hélas! à tous les bidonvilles du monde. Ici, la population me semble en éprouver une humiliation. Quelques phrases surprises au passage me l'indiquent. Une fierté primitive est blessée de présenter un spectacle de misère.

Sans doute a-t-on construit en rideau une série de maisons « en dur ». La métropole vient d'assurer un prêt de cent millions. Qu'avec cette somme on ne construise pas des maisons modèles et des cases d'exposition

pour quelques-uns. On n'y serait que trop porté. Ce ne sont pas des maisons de quatre ou cinq cent mille francs pour quelques privilégiés qu'on doit édifier, mais de petites maisons simples et solides telles qu'à Madagascar certaines sociétés en ont bâti pour soixante mille francs.

Une grave question sociale.

J'en parle à l'aise, me dira-t-on à Djibouti. J'oublie que ce port ne vit que de services et que les bas prix sont pour lui une nécessité : ne grevons pas son budget de charges sociales. J'oublie que les impôts sont très lourds, puisque pour une population « active » d'à peine quatorze mille habitants, le budget du territoire dépasse huit cent millions. Déjà l'hôpital pèse lourd à des contribuables peu nombreux. Il n'est pourtant pas spectaculaire, cet hôpital si bien situé sur la mer. Non, tout cela je ne l'oublie pas, et c'est pourquoi je parlerai moins le langage de l'humanité que celui de la raison. Ce pays cerné de partout par l'étranger, soumis à sa constante pression ne peut s'offrir une crise sociale. Le mécontentement populaire que j'ai senti, peut avoir ici des répercussions plus lourdes qu'ailleurs. On doit trouver de nouvelles ressources pour Djibouti : qu'on ne les cherche pas en comprimant les charges sociales.

Une sous-préfecture, Djibouti ? Sans doute, mais une sous-préfecture dont tous les problèmes sont à l'échelle internationale, et nous venons de le voir, même pour les charges sociales de son budget. Djibouti a pour valeur sa position stratégique aux confins du Moyen-Orient et du « Réduit africain ». Cette valeur tient donc à une certain contexte international dont dépend aussi sa vie.

Ce port n'a pas d'arrière-pays. On ne peut appeler arrière-pays les basaltes qui l'entourent. Un désert couleur de bitume encercle la ville, les terres les plus désolées du monde. A peine de ces pierrailles lèvent quelques épineux ou quelques euphorbes. Des hommes qui leur sont pareils, secs, tordus, noueux, poussent des troupeaux de chèvres ou de petites chamelles hargneuses. Que les mots d'oasis ou de palmeraies ne vous trompent pas. La chevauchée cahoteuse ne vous mènera que vers quelques palmiers doum, qui se tordent eux aussi sur le ciel, en symbole de soif et de faim.

Vous atteindrez à la nuit des lacs illusoires qu'on nomme ici des « Bara ». Ce sont de longues plaines d'argile, planes comme des miroirs. Pas un jonc, ni un épineux, seuls rompent parfois leur rectitude obsédante des rochers errants et leur sillage. Des orgues de basalte ferment cet horizon de mort où, seule vie de ces mornes plaines fuient — en bonds légers comme un vol — des antilopes.

L'arrière-pays est étranger.

L'arrière-pays, il est au delà. Ce sont les gras plateaux d'Éthiopie, c'est le Harrar. Djibouti en est le débouché naturel ; mais souverain désormais d'une côte, le Roi des rois a son port : Assaf. Un port assez minable. Pas de hangar et des quais croulants, mais un trafic qui va croissant. 1952 : 45.000 tonnes ; 1953 : 60.000 tonnes ; 1954 : 140.000 tonnes. Pendant ce temps Djibouti, qui avait déchargé 250.000 tonnes en 1952 et 280.000 en 1953, voyait son propre trafic tomber à 210.000 tonnes. Le mal n'est que trop visible...

Beaucoup d'hommes d'affaires se découragent à Djibouti. Ils ont peiné, ils ont monté leur commerce à

grand effort, et sentent désormais cette menace. L'attribution de l'Érythrée à l'Éthiopie a été un résulat fâcheux pour nous de la dévolution des colonies italiennes (hélas, non le seul!). Ajoutez aussi de vieilles haines d'hommes entre les prépondérants économiques de ces régions. Elles ont joué un rôle déterminant dans le développement d'Assaf.

Djibouti, qui a vécu de ravitailler l'Éthiopie et d'en recevoir l'exportation par un chemin de fer audacieux, voit son monopole jour après jour menacé. Le chemin de fer, qui a tant contribué à la vie du port est en déficit. On parle (je n'ai pu vérifier ce chiffre) de deux cent cinquante millions pour l'années 1954. A la terrasse du « palmier en zinc », on peut échanger des propos inquiets.

III. — Nécessaires audaces

Dans la vie quand même monotone de Djibouti, le coucher du soleil est un événement. On en discute. On le commente. Je sais un négociant qui a orienté sa terrasse pour mieux le voir. Sublimes couchers de soleil sur la mer Rouge. Les montagnes ont la pourpre épaisse du moût de raisin. Elles saignent sous un ciel de cuivre et d'or que bat le marteau de forge des nuages, les grands nuages noirs qui n'amèneront pas la pluie.

Devant ces fastes quotidiens on évoque pour moi les remèdes possibles au malaise économique de Djibouti. Certains, irrités de la concurrence d'Assaf, et conscients en même temps de la supériorité portuaire de Djibouti, envisageraient la création d'une route qui venant rejoindre la route Addis-Assaf en dévierait le trafic vers Dji-

bouti. Des crédits (560 millions) ont même été accordés par le Fides[1] pour une telle route. On ne peut trop estimer son intérêt si l'Éthiopie consentait à sa création et, par la suite, à son fonctionnement normal. On devra toutefois prendre de très graves précautions pour qu'un tel projet n'inquiète pas Addis-Abeba, où, et c'est normal, on tient à avoir un port à soi.

En fait cette question de la route, comme l'avenir assez sombre du chemin de fer franco-éthiopien (ce chemin de fer qu'il faut sauver) est subordonnée à la façon dont on saura intéresser l'Éthiopie à Djibouti. Ou notre port prendra un visage tel que l'Empereur d'Éthiopie, qui est un des plus fins politiques de notre temps, comprendra qu'il lui apporte un service irremplaçable, ou nous allons vers de graves difficultés. C'est dire qu'on ne résoudra le problème de Djibouti qu'en se plaçant très haut. Il ne s'agit pas simplement de tracer une route, même si par la suite sa création peut s'avérer bénéfique. Il ne s'agit pas simplement non plus, de réorganiser le chemin de fer franco-éthiopien, même, si comme on le dit beaucoup ici, son administration devait être réformée et surtout ramenée sur place. Toutes ces questions sont à étudier, mais elles sont subordonnées à un problème majeur : Djibouti est un port sans hinterland autre que stratégique, et nous devons coûte que coûte trouver un hinterland économique.

Une formule internationale.

Je ne proposerai pas une formule : mon séjour fut trop bref pour que je m'y risque. Je remarque seulement

1. Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social des territoires d'outre-mer.

que l'Éthiopie est là, riche d'un avenir économique tel que Djibouti et Assaf peuvent coexister à son service. Sur l'autre rive de la mer Rouge, le Yemen est lui aussi un pays de grand avenir économique. Or, il n'a pas intérêt, sur le plan économique, à rester tributaire du seul port d'Aden. Lui aussi pourrait être intéressé directement à Djibouti. D'autres régions, fussent-elles françaises, devraient être associées dans cette combinaison : je pense à Madagascar. Même le Portugal, pour ses liaisons avec le Mozambique, peut souhaiter ne pas dépendre uniquement d'escales britanniques. Dans le cadre intangible d'une souveraineté française au maintien duquel d'autres même que nous auraient intérêt, diverses puissances pourraient participer à la gestion d'un véritable port franc.

Ce port de Djibouti est à sa façon un chef-d'œuvre. Accessible aux navires de gros tonnage, il bénéficie d'une organisation si judicieuse qu'en quelques heures ceux-ci peuvent être ravitaillés. Je craindrais de faire sourire en disant que ce port est un bar automatique pour navires ; qu'est-il donc d'autre, pourtant, avec ses installations à quai, l'heureuse répartition de ses hangars, ses réserves à mazout ? Son plan est si clair, que, vu de sa Direction dont le bâtiment le surplombe, il est vraiment beau.

Parfaire le port.

Mais pour être fort vis-à-vis de voisins parfois abusifs, Djibouti doit posséder d'autres services que le transit avec eux. Né du charbon, il est devenu une importante station de mazoutage. Sa situation invite à développer les services qu'il peut rendre. D'ores et déjà, si ma mémoire est exacte, ces services entrent pour quel-

que cent millions dans les recettes budgétaires de la Côte française des Somalis. Mieux vaudrait développer ces ressources que comprimer — avec danger — les dépenses sociales. Aussi, parmi les projets dont on m'entretenait là-bas pendant les admirables couchers de soleil, me paraît à retenir la création d'une cale de radoub. On construirait une grande cale pour radouber spécialement les pétroliers qui vont chercher des hydrocarbures dans l'océan Indien et les déchargent en Méditerranée ou dans les ports de l'Atlantique.

Je n'indiquerai pas ici les chiffres qui m'ont été soumis. Ils permettraient de prévoir un bénéfice annuel économique de deux cent cinquante millions. Le projet est d'un intérêt tel qu'on voudrait le voir étudier en grande urgence, sinon d'autres l'entreprendront ailleurs. Et au manque à gagner direct s'ajoutera la perte d'une partie du trafic actuel par ce même phénomène de boule de neige. Sous réserve d'un examen des chiffres, repousser un tel projet serait prendre une lourde responsabilité.

Surtout que si une menace politique pèse sur la Côte française des Somalis, elle tient en partie au fait qu'on n'est pas convaincu que nous voulons nous y maintenir. Nous faisons figure de l'homme malade dont on attend la succession avec une impatience plus ou moins mal dissimulée. Si nous lançons une entreprise de cette envergure notre volonté sera claire. Bien des doutes se dissiperont, bien des courages renaîtront : j'y reviendrai.

Créer un nouveau Tanger.

Reste encore un moyen de faire vivre Djibouti : que cette ville devienne la place financière internationale que

suppose son régime monétaire. On a doté la Côte française des Somalis d'une monnaie spéciale, gagée à cent pour cent par des dollars. Donc monnaie forte et monnaie stable. Comme le territoire ne perçoit pas de droits de douane et que — en théorie — les impôts sont faibles, Djibouti pourrait devenir une sorte de Tanger. Ce serait pour ce pays une double source de profit. Profit financier d'abord, mais aussi trafic accru pour le port, le négoce entraînant les transbordements. Reste à savoir si on a essayé de tirer d'une situation monétaire si particulière les profits qu'elle permettrait de provoquer. On peut en douter en voyant les faibles résultats acquis depuis quatre ans.

Djibouti fut une terre de pionniers. Les pionniers sont maintenant très vieux. Ils vivent sur des richesses durement acquises. Ils regardent vers le passé et ne pensent pas beaucoup à la survie. Ainsi s'explique qu'on dit si peu exploité ce qui est quand même une richesse; le dollar. Djibouti pouvait devenir une place financière. Encore une fois qu'a-t-on fait pour qu'elle joue ce rôle?

Djibouti ne sera jamais un centre de tourisme, j'en conviens. La beauté de ce pays est trop austère. Les milliardaires ne mènent pas leur ennui aux paysages d'avant la Bible. On doit bâtir un hôtel. On a raison, si le projet n'en est pas ambitieux. Plutôt, puisqu'ici on s'arrête plusieurs heures, devrait-on inciter les voyageurs à en user pour des excursions. Ils laisseraient un peu d'argent : rien n'est à négliger qui permettra que ce pays vive.

Les moyens pauvres contribuent à rendre riches les pays. J'ai peur que jusqu'à présent on les ait trop négligés. Ainsi ai-je lu dans un document de la présidence du gouvernement, que les indigènes somalis ou Danakil

n'ayant jamais eu d'artisans, l'artisanat autochtone ne peut se développer. Je n'en suis pas convaincu, au contraire. A la Mission comme à l'école laïque, les petites filles exécutent d'admirables travaux de broderie qui démontrent tout le dévouement de leurs monitrices, mais aussi leurs dispositions naturelles. Pourquoi ne pas organiser des ateliers ? Pourquoi ces nappes et ces coussins, ne pas les vendre à l'aérodrome et dans le port ? Certes, quelques broderies ne feront pas vivre Djibouti : ne négligeons pourtant aucune ressource.

Mais là encore, comme pour tirer parti du franc-dollar on se heurte à un obstacle : le découragement. Djibouti ne sortira de sa léthargie que si la métropole manifeste de façon spectaculaire l'intérêt qu'elle lui porte. Et nous avons déjà dit que c'était là une des raisons pour lesquelles nous estimons nécessaire qu'on y construise une cale de radoub. Métropolitain posé quelques jours sur cette côte, j'ai senti jusqu'à l'obsession ce devoir de rendre espoir à Djibouti.

L'échéance de 1960.

Il le faut d'autant plus que les échéances politiques très graves se préparent. En 1960, la Somalie italienne se prononcera sur son propre sort. Inutile de dire qu'elle décrétera son indépendance. L'action de l'O.N.U. y contribuera. Surtout l'Angleterre, quand elle l'occupait, a tout mis en place pour assurer cette indépendance, fondant de toutes pièces un parti politique pour la réclamer. A ce moment, la Grande-Bretagne proclamera elle-même l'indépendance de la Somalie Britannique et la fera fusionner avec la Somalie Italienne. Deux faits nous permettent de le prophétiser sans crainte d'erreur : en premier lieu l'inertie totale des autorités anglaises dans

ce territoire, l'absence de tout investissement économique et social ; ensuite la façon dont à Londres on présente comme une charge inutile les quelques cinq cent millions que le Somaliland coûte annuellement à la métropole.

Inertie... économie... en réalité un plan longuement mûri. Albion pousse ici un des pions dans la partie qu'elle a engagée avec des fortunes diverses pour se constituer un Empire de remplacement après la perte ds Indes. Elle veut se créer un immense dominion islamique, depuis l'Atlantique jusqu'au Pakistan. Ainsi a-t-elle provoqué la naissance de la Ligue Arabe comme de quelques-uns de ses succédanés. Asseoir cette ligue jusqu'en Afrique orientale, prendre ainsi à revers le Yemen avec qui elle est en fort mauvais termes, surveiller en même temps une Éthiopie où le sac de l'Érythrée (un des plus effarants brigandages de notre temps) a provoqué de solides rancunes : la création d'une « Grande Somalie » peut permettre à la fois tout cela. En même temps on fera proclamer son désintéressement anticolonialiste...

Inutile de dire de quel poids cette grande Somalie pèsera sur Djibouti. Combien tentante pour elle, cette proie. Combien attirant, ce port admirablement agencé, pour elle qui ne possédera que de pauvres quais sans hangars. Les Somalis ne sont qu'une minorité dans notre territoire, en majorité de danakil. Mais qu'importera!

Telle est l'échéance de 1960, et nous pouvons d'avance entendre les couplets de l'O.N.U. comme s'ils étaient déjà proférés. Si à cette date, on a repris confiance à Djibouti, si les questions sociales et économiques sont réglées, ce ne seront que criailleries de charognards

autour d'un homme bien vivant. Nous pourrons négliger ces croassements. Mais que le port soit en marasme, que le bidonville demeure, que les salaires des petits fonctionnaires restent dérisoires, naîtront des difficultés sociales — admirable terreau pour les propagandes politiques. C'est aujourd'hui que la métropole doit décider de garder Djibouti en 1960.

Cette résolution, peut-elle ne pas la prendre? L'Union française n'a déjà reçu que trop d'atteintes. Elle n'en supportera pas à l'infini. Surtout Djibouti, sous-préfecture mêlée aux imbroglios de la politique internationale, est sur la route de Madagascar une irremplaçable escale.

Et puis la Côte des Somalis est une œuvre française. A ce désert bitumeux, au pied des monts calcinés et rongés de vent, là où ne poussaient que quelques buissons d'épines, nous avons suscité un des plus beaux ports du monde. Ne laissons pas naître un nationalisme là où sans nous il n'y aurait même pas d'hommes pour le professer.

GEORGES LE BRUN KÉRIS

SOLIDARITÉ DE L'ABDICATION : SUEZ?

A la fois en marge et au cœur de l'affaire de Suez, on est frappé par l'attitude plutôt curieuse des nations occidentales, qui reculent systématiquement devant tout risque, bien que préconisant une politique énergique, et qui ont quelques difficultés à saisir la signification réelle de la notion de solidarité.

Lorsqu'il s'agit de défendre le principe du droit international et d'exiger qu'on n'accepte pas de solutions de force contraires à ce droit, toute le monde est assez facilement d'accord. En Grande-Bretagne, par exemple, où en l'absence de communistes, la situation est moins équivoque qu'en France, la nationalisation du canal de Suez a ainsi provoqué l'indignation quasi unanime de la population, des travaillistes aussi bien que des conservateurs, des défenseurs de la propriété sacrée aussi bien que des fervents de la socialisation. Or, cette unanimité cesse dès qu'il faut passer aux actes, ce qui signifie politiquement mettre en œuvre des décisions énergiques en face d'un adversaire qui n'a pas envie de se laisser impressionner par les seules paroles. Le risque n'est plus accepté, les nerfs occidentaux semblent être si faibles qu'ils ne supportent même plus les conséquences d'une politique de menaces, c'est-à-dire d'un jeu un peu serré et conduisant éventuellement, mais point nécessairement, à des mesures militaires. Or, il n'y a pas de politique lorsqu'on veut la fin sans oser envisager les moyens. On arrive ainsi à une abdication d'autant plus lamentable qu'elle sera entourée d'un sursaut parfaitement gratuit de la fierté nationale. La peur du risque, qui a déjà largement faussé le libéralisme

économique, est en train de paralyser toute notre diplomatie. Il est bon que nous le sachions afin de pouvoir réagir avant que les Soviets n'exploitent à fond notre faiblesse.

L'incompréhension fondamentale de la notion de solidarité se place dans le même cadre. On a pris l'habitude de ne reconnaître que la solidarité qui se met au service de ses propres intérêts égoïstes. Il est normal que la nation soit solidaire de telle ou telle catégorie, mais il est beaucoup plus anormal de demander à cette même catégorie un minimum de sacrifices pour le bien-être général. En politique internationale, on croit pouvoir revendiquer simultanément la solidarité et le respect intégral de sa propre souveraineté, comme si l'on pouvait être solidaire de quelqu'un sans limiter sa liberté d'action, c'est-à-dire sa souveraineté ou son indépendance. La solidarité n'est pas seulement un avantage, elle est aussi un lien qui ne peut subsister que lorsque les partenaires sont mutuellement disposés à se consentir des sacrifices. Dans l'affaire de Suez, les nations occidentales ont démontré qu'elles ne veulent toujours pas tenir compte du fait de se trouver dans le même bateau, entourées de groupes plus ou moins hostiles et qu'elles rendent un mauvais service à leurs intérêts si elles croient pouvoir négliger les difficultés de l'un ou de l'autre des rameurs. En parlant de Suez, les Américains ont pensé à leurs puits de pétrole au Moyen-Orient et les Allemands aux marchés arabes, sans saisir immédiatement l'interdépendance occidentale et l'appartenance à un groupe d'Etats qui seront globalement jugés ou respectés par les autres. L'attitude de l'opinion publique allemande est à cet égard caractéristique. Tandis que le gouvernement de Bonn remplit scrupuleusement ses obligations envers l'Occident, l'opinion publique, encouragée par une grande partie de la presse, fait preuve de la plus grande indifférence et considère Suez comme un problème absolument exté-

rieur à ses propres préoccupations. Pourtant, cette même opinion publique, encouragée par les mêmes journaux, est scandalisée si les partenaires occidentaux de l'Allemagne ne se soucient pas avec un extrême empressement de la réunification allemande. On a même entendu des commentaires très étonnés parce que la récente note de Bonn à Moscou au sujet de la réunification, envoyée pour des considérations purement électorales en pleine crise de Suez, n'a pas trouvé un écho suffisant à Londres ou à Washington.

L'attitude allemande n'est pas un cas isolé. Les Français et les Anglais feraient bien de se souvenir qu'ils ont combattu publiquement durant des années la politique chinoise des États-Unis et qu'ils ont été très fortement tentés de discuter directement avec Moscou sans se soucier des préoccupations de Washington. Eux aussi, ils ont réclamé la solidarité à sens unique, eux aussi, ils ont péché contre l'esprit de collaboration en faveur d'un super-égoïsme qui manque aussi bien de justification que d'utilité.

Si nous voulons efficacement défendre la cause occidentale, il serait temps d'apprendre enfin la notion de solidarité et de reconnaître les obligations de l'interdépendance toujours incompatible avec une indépendance sans réserves.

ALFRED FRISCH.

RÉALISME DE L'IRAN

Il y a quelque chose de piquant à constater que, cinq ans seulement après la nationalisation de l'Anglo-Iranian par Mossadegh, l'Iran peut à la fois remettre, sans craindre de

réactions, le vieil homme d'Etat en liberté, et se faire représenter parmi les cinq délégués chargés, vainement d'ailleurs, de transmettre au colonel Gamal Abdel Nasser le plan occidental sur le Canal de Suez.

Revenu de sa crise passionnelle de 1951, l'Iran est réaliste. Par les soins conjugués d'une Compagnie nationale et d'un Consortium international, près de 16 millions de tonnes de pétrole sont sorties en 1955 du sol de l'Iran, et ont procuré au trésor environ 50 milliards de francs. Il est probable que, pour l'année en cours, les résultats seront sensiblement doubles. Et l'indomptable éruption du nouveau gisement d'Alborz fait bien augurer de l'avenir.

Les prêteurs internationaux avalisent et financent les plans de développement. Sur tout le territoire iranien, des entreprises étrangères sont au travail pour édifier des barrages, tracer des routes, construire des voies ferrées, découvrir et exploiter des gisements miniers.

Cette collaboration retrouvée de l'Occident s'étend, bien entendu, au domaine militaire. L'Iran reçoit des États-Unis de notables livraisons d'armements modernes. Il a en effet adhéré, il y a un an, au Pacte de Bagdad.

Néanmoins les relations irano-soviétiques, si aigres naguère, sont devenues très bonnes. Le Chah vient de se rendre en U.R.S.S., où il a été le premier roi officiellement accueilli. A cette occasion, assurances et contre-assurances ont été échangées : les Russes reniant la politique stalinienne en Azerbaïdjan au lendemain de la guerre, les Persans soulignant le caractère purement défensif du Pacte de Bagdad et l'absence de bases étrangères sur leur territoire.

Bénéficiaire d'un concours occidental décisif en matière économique et militaire, l'Iran a montré, de la sorte, que sa politique étrangère n'avait jamais été plus libre.

On se gardera d'insister, de peur de paraître proposer un conte moral. Au demeurant, la leçon à en tirer serait ambiguë. C'est, diront les uns, qu'en 1953, l'Iran a sagement fait accord avec l'Occident. C'est bien plutôt, rétorqueront d'autres, qu'en 1951, il a su lui montrer les dents.

PIERRE RONDOT.

PERSPECTIVES SOVIÉTIQUES : NE PAS ÊTRE MANGÉ

> « Dans cinq ans, il sera peut-être aussi dangereux de louer Staline, qu'il a été dangereux de l'attaquer il y a deux ans. Mais je n'y verrai pas de progrès. Il ne sert à rien d'apprendre un mot nouveau à un perroquet. »
>
> GEORGE ORWELL, *Polemic*, 1946.

En janvier 1933, le comité central du parti communiste soviétique connut une session tumultueuse. La politique stalinienne de la collectivisation à outrance avait provoqué une effroyable famine. Il y eut des troubles à Leningrad, à Ivanovo, dans le bassin du Donetz. Pendant un discours de Kaganovitch, un membre du comité central, venu d'une région où sévissait la famine, s'écria : « *Mais chez nous on a déjà commencé à manger des hommes!* » Là-dessus Kaganovitch répondit : « *Si nous perdons les nerfs, c'est vous et moi qui serons mangés. Cela vaudra-t-il mieux?* »

Bien que la situation soit aujourd'hui toute différente en U.R.S.S., rien n'éclaire mieux le phénomène appelé « déstalinisation » que cet incident, vieux de vingt-trois ans.

Si Khrouchtchev a dévoré le cadavre de Staline après avoir liquidé Beria, c'était peut-être pour se défendre. N'avait-il pas été l'un des plus proches collaborateurs du dictateur « cruel et sanguinaire » ? N'appartenait-il pas avec ses amis aux bénéficiaires probables de la grande purge dont le complot des assassins en blouse

blanche[1] fut le premier acte ? Chargé de tous les péchés, Beria a été exécuté, mais n'était-ce pas pour avoir eu la preuve que Staline l'avait désigné comme victime de la purge ? Au moment de l'affaire des blouses blanches, on lui avait, en effet, reproché d'avoir manqué de vigilance. Et en langage soviétique cela signifie pratiquement beaucoup plus que de la complicité.

Toutes ces questions et bien d'autres restent ouvertes après le célèbre discours de Khrouchtchev. Sa violence verbale n'a pas conquis l'opinion intérieure. A son sujet l'homme de la rue dit : « Qu'il ne fasse pas le fort, il a rampé lui aussi devant Staline. » Ou encore : « Au lieu de festoyer tout le temps, qu'ils s'occupent de questions sérieuses ». Voilà ce que l'on a pu entendre cet été dans les restaurants de Moscou et ce fut dit à haute et intelligible voix. Il faut se hâter d'ajouter que l'intérêt politique des Moscovites ne dépasse pas ce degré de critique. Çà et là, il est vrai, a-t-on pu entendre évoquer le souvenir de « Iossip le vilain ». Un ouvrier s'écria : « Comment ce marchand de mandarines géorgien s'y est-il pris pour faire marcher si longtemps le peuple russe ? » Mais d'une façon générale, ce n'est pas la politique qui intéresse les Moscovites. C'est à peine d'ailleurs s'ils ont prêté quelque attention au XX^e^ congrès si important pour l'avenir de leur pays. A la première d'une pièce donnée à l'occasion du congrès sur la scène de la Maison de l'Armée rouge, un tiers des places était resté vide. Un général soviétique, voisin de l'écrivain allemand Klaus Mehnert protesta contre ce scandale. Et dans un certain sens, c'en était un, car la

1. A ce propos, il faut rappeler avec quel mouvement d'enthousiasme des médecins communistes français ont signé un manifeste demandant la peine la plus sévère pour les « assassins », et de ce même mouvement, quelques semaines plus tard, ils ont demandé leur réhabilitation. Cette conduite irrationnelle, fondée sur la foi en l'infaillibité « scientifique » du parti, est particulièrement significative.

pièce glorifiait la vie de Lénine et inaugurait en quelque sorte officiellement son culte.

En revanche, les problèmes économiques, dans la mesure où ils touchent leur propre standard de vie : mieux manger, mieux se vêtir, de meilleurs logements, les préoccupent énormément. L'envoyé spécial de l'*Express* en U.R.S.S. a fort bien noté ce fait. Ce qui ne l'a pas empêché d'intituler son reportage « L'U.R.S.S. à la recherche du bonheur ». Il est vrai que quand on n'a pas grand-chose, il suffit de peu pour être heureux. Mais au mois de juin de cette année il fut interdit aux Moscovites d'envoyer des colis de vivres à leurs parents et amis qui n'avaient pas la chance de résider dans la capitale privilégiée.

Les ouvriers et les paysans seront-ils capables d'obliger le gouvernement à tenir compte de leurs revendications ? De cette question dépendra dans une grande mesure l'évolution de l'U.R.S.S. au cours des prochaines années. Il faut noter que le mythe idéologique du régime n'a pratiquement plus de prise sur le peuple. Si la révolution prolétarienne[2] de 1917 a eu lieu, en réalité sans prolétaires, ni bourgeois d'ailleurs, les plans quinquennaux de Staline ont produit les uns et les autres à partir de 1927. Pour ce faire, l'idéologie fut mise dans une glacière et remplacée par le culte du chef, infiniment plus efficace dans un pays où la tradition archaïque de l'empereur tout-puissant, véritable divinité et en tant que telle source de toute justice et de tout droit et responsable du salut des âmes, n'était pas morte. Staline n'avait recours à l'idéologie que lorsqu'il en avait besoin pour camoufler la réalité. Quand toutefois la contradic-

2. Dans un remarquable ouvrage : *Le Marxisme en Union Soviétique*, éd. du Seuil, Henri Chambre examine le rapport entre l'idéologie et les institutions. Il serait à souhaiter qu'il complétât ce travail par une analyse des rapports entre l'idéologie et la réalité. L'exemple de la révolution prolétarienne sans prolétaires est significatif à cet égard.

tion entre l'idéologie et la réalité était inévitable, il ne dédaignait pas d'avoir recours à l'explication par le bouc émissaire et si les purges devaient en premier lieu lui assurer le pouvoir absolu, elles représentaient aussi de véritables sacrifices humains, destinés à concilier idéologie et réalité. Mais Staline ne craignait pas seulement ses fidèles compagnons et son peuple. Il savait qu'il y avait un danger extérieur contre lequel la seule défense efficace était la construction d'une industrie lourde capable de fournir des armes à l'armée rouge. Le souvenir des défaites russes de 1914 à 1917 à cause d'un armement insuffisant agissait comme un défi. D'ailleurs depuis Pierre le Grand, rattraper l'Occident était le mot d'ordre constant de l'histoire russe.

Il faut dire que l'industrialisation du pays sous-développé qu'était la Russie est une réussite. Certes, il ne faut pas s'enquérir de son prix de revient et surtout ne pas le comparer à celui de l'industrialisation capitaliste, car l'avantage est incontestablement en faveur de cette dernière. Aujourd'hui, la question est de savoir si le parti peut continuer l'exploitation à outrance des ouvriers et des paysans au moment où, pour maintenir le rythme de son évolution, l'économie soviétique doit passer de sa phase extensive à sa phase intensive. L'automation américaine agit aujourd'hui comme un défi semblable à celui que représenta la bombe atomique en 1945. Un des mots-clé du XX^e^ congrès a été la *productivité*. Peut-on augmenter celle-ci sans augmenter le standard de vie ? L'écart entre le rendement industriel soviétique et les conditions de vie font l'étonnement des Américains qui ne comprennent pas qu'un pays où les W.C. ne fonctionnent pas puisse fabriquer plus de bombardiers à long rayon d'action et de meilleurs qu'eux-mêmes. Alberto Moravia, au cours de son récent voyage en U.R.S.S. était aussi frappé par l'aspect très XIX^e^ siècle des aérodromes russes, dont les salles d'attente ressemblent aux salons de nos grand-mères : rideaux en

velours rouge, et sur les tables des tapis de peluche recouverts de napperons de dentelles, plantes vertes. Le décor des drames de Tchékov. Peut-on continuer à se repaître de chromos 1880 tout en fabriquant la bombe atomique? Cette situation à cheval entre un monde archaïque et la civilisation industrielle est sensible jusque dans les discours de Khrouchtchev qui, à la manière des moujiks d'autrefois, préfère s'exprimer en proverbes.

On peut se demander à juste titre s'il y a un rapport entre l'idéologie marxiste d'une part, la prise du pouvoir léniniste et l'industrialisation stalinienne d'autre part. La méthode employée est chaque fois totalitaire et l'idéologie ne sert que de justification. La meilleure preuve que cette méthode n'avait rien de marxiste, c'est qu'elle a pu être appliquée, du moins en ce qui concerne la prise du pouvoir, avec un égal succès par Mussolini et Hitler dont l'instrument idéologique était tout différent.

Il semble bien que les soviétiques soient en train de découvrir que leur révolution d'octobre 1917 n'avait rien de prolétarien ni de scientifiquement marxiste. Ils ont dû constater que le schéma « scientifique » qu'ils avaient imposé à tous les partis communistes étrangers, loin d'aider ceux-ci à prendre le pouvoir a été pour eux un obstacle insurmontable. En revanche, Mao en Chine et Tito en Yougoslavie ont pris le pouvoir grâce à des révoltes paysannes et une guerre civile déclenchée pendant une occupation étrangère en temps de guerre. Seuls Mussolini et Hitler avaient réussi la prise du pouvoir en temps de paix en se servant des institutions parlementaires de l'État démocratique. Voilà pourquoi le XX^e^ congrès a donné aux partis communistes étrangers le signal de feu vert au sujet de la voie qui mène au pouvoir. On ne les oblige plus à appliquer la soi-disant méthode scientifique d'octobre 1917. Chaque parti est libre de prendre le pouvoir à sa manière. Et Marx l'avait d'ailleurs déjà dit dans sa déclaration

d'Amsterdam que pour la première fois depuis quarante ans le XX^e congrès vient de découvrir.

A en juger d'après le dernier congrès du Parti Communiste Français, c'est là une perspective qui n'enchante guère des hommes pour qui la foi dogmatique en un paradis contemporain offrait un confort plus commode que la prise du pouvoir au moyen d'un Front populaire. Voilà pourquoi en France, comme en Italie, les communistes restent fidèles au culte traditionnel. Même les progressistes gardent la nostalgie d'une Union soviétique, empire fascinant de toutes les certitudes. N'avons-nous pas vu dans un hebdomadaire que les ouvriers de Poznan se sont révoltés « pour une liberté plus totale » ?

Il sera intéressant de voir dans quelle mesure l'Occident fera un effort pour suivre les développements prochains dans le monde soviétique ou s'il s'en tiendra paresseusement aux certitudes d'hier qui permettaient aux uns de vivre avec un paradis contemporain et aux autres de ne décrire qu'un enfer.

JEAN ROUNAULT.

AVANT LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES

Les jeux sont faits aux États-Unis. Dès le premier tour de scrutin, les Républicains décidaient de présenter aux élections l'équipe sortante Eisenhower-Nixon; il n'en a fallu que deux aux Démocrates pour s'entendre sur une équipe Stevenson-Kefauver. Rarement les désignations ont été acquises plus vite.

M. Stevenson, candidat « de gauche » la dernière fois, avait pris cette année une attitude beaucoup plus nuancée;

tellement que le président Truman, en vieux lutteur, le jugeait incapable de mener la vie dure à l'adversaire, et lui préférait le gouverneur de New-York, M. Harriman, à la fois millionnaire et porte-drapeau des militants les plus « avancés ». M. Harriman a échoué. Le choix de M. Kefauver comme candidat à la vice-présidence n'en confère pas moins au parti une coloration « de gauche », surtout après la campagne qu'il avait menée contre son associé d'aujourd'hui, blâmé par lui comme trop conciliant. Parmi ses concurrents éventuels, notons que deux catholiques, M. Kennedy et M. Wagner, ont paru avoir des chances sérieuses : ils auraient pu attirer par leur appartenance religieuse un certain nombre de suffrages; bien que leurs noms n'aient pas été retenus, la façon dont on en a discuté indique un changement d'atmosphère depuis l'époque où le catholicisme d'Alfred Smith contribuait à sa défaite par M. Hoover.

Les Républicains, eux, étaient résolus à prendre le général Eisenhower pour fétiche, dût-il lui en coûter la vie : une fois son consentement acquis, la seule question concernait son second. En 1952, M. Nixon passait pour un homme « de droite », moins sans doute que MM. McCarthy et Knowland, mais autant que feu Robert Taft : depuis, cependant, il a toujours soutenu sans équivoque la politique du président, qui l'estime. Aussi la manœuvre de M. Stassen pour l'écarter a-t-elle fait long feu. Une remise en cause pouvait d'ailleurs impliquer des doutes sur la capacité du chef de l'État à remplir son mandat jusqu'au bout; et la vieille garde, *in petto*, se félicite qu'advenant le pire, la succession doive lui échoir.

C'est bien sur cette hypothèse que se livrera la bataille : M. Nixon reste le point vulnérable, et les démocrates fonceront sur lui, sans répugner aux discussions médicales : les assureurs, disent-ils, ne se montrent-ils pas fort circonspects sur les récidives possibles de l' « iléite » ? Et même en admettant que le président survive, le pourra-t-il sans ménagements constants, et la situation mondiale permet-elle le luxe d'un président à demi-temps ? Ils espèrent ainsi provoquer un flottement : mais la popularité du général Eisenhower, encore accrue par les émotions qu'a données sa santé, l'emportera sans doute sur toute autre considération.

Du moins les démocrates ont-ils une chance sérieuse de

récupérer les dissidents sudistes. Un programme nègre-blanc — c'est le cas de le dire — les a mis d'accord. Et comme le programme républicain n'en diffère guère, la question intérieure la plus brûlante, celle du racisme anti-noir, ne sera pas du tout l'enjeu des élections. Elle évoluera d'elle-même vers l'abaissement inévitable des barrières, à travers des lenteurs et des résistances non moins inévitables mais d'avance condamnées. Rien ne caractérise mieux la nature sportive, non idéologique, des joutes entre les partis, que cette façon d'esquiver les gros problèmes.

Ceux du dehors tout autant. Est-il encore quelque naïf pour imaginer qu'une administration démocrate se rapprocherait des positions françaises plus que ne le fait l'administration républicaine ? L'anti-colonialisme sommaire des syndicats ne le cède en rien à celui des trusts. Et sur un autre plan, ceux qui, en 1952, interprétaient la défaite du président Truman comme un triomphe des violents ont eu la surprise de voir ses successeurs amorcer la détente internationale et se vanter d'avoir ramené la paix. Ici encore les clivages se font à l'intérieur de chaque parti, et la politique obéit à des intérêts permanents ou aux sautes de l'opinion indépendamment des batailles électorales.

Et c'est ce qui enlève à ces dernières beaucoup de leur valeur comme signes du temps.

Auguste Viatte.

L'ARRIÈRE-PLAN DE LA CRISE GOUVERNEMENTALE MAROCAINE

On a beaucoup parlé de crise gouvernementale à Rabat au mois d'août. Les choses se sont calmées d'elles-mêmes, tout au moins provisoirement, car aucune formule n'a pu recueillir une adhésion générale. Il n'est pas exclu de penser que l'affaire des tracts berbères est

arrivée au bon moment pour donner de la cohésion à une équipe gouvernementale fort désunie et à une opinion publique mécontente.

La situation économique est en effet alarmante. La hausse des prix, le chômage placent les masses prolétarisées de Casablanca et des grandes villes du Maroc dans une situation difficile. L'Union Marocaine du Travail réclame des hausses de salaires qui, en l'état actuel de la conjoncture, ne feront qu'aggraver les maux que l'on veut guérir. L'Istiqlal dénonce la politique économique d'un gouvernement dont il détient pourtant près de la moitié des portefeuilles (il est vrai que le ministre des Finances est P.D.I.[1]) et a demandé la formation d'un gouvernement Istiqlal homogène.

Il faut reconnaître que l'équipe gouvernementale actuelle constituée pour négocier avec la France, composée de membres de l'Istiqlal, du P.D.I. et de partis indépendants, est mal armée pour réaliser un programme constructif. Malgré cette indiscutable usure, il peut apparaître que Mohamed V n'a pas fait preuve d'enthousiasme pour la remplacer par une formation gouvernementale dont tous les membres, ou tout au moins tous les principaux, appartiendraient à l'Istiqlal.

On peut se demander alors comment il a été possible à Mohamed V de ne pas répondre par l'affirmative, pour l'instant du moins, à la demande d'un parti qui est de loin le plus puissant de tous les partis politiques et qui avait à la Noël l'audience que l'on sait dans le pays.

C'est peut-être tout simplement que les partis marocains sont loin de représenter toute l'opinion publique et que le Palais a su trouver des points d'appui dans d'autres secteurs de l'opinion publique. Il serait naïf de croire que Mohamed V soit en lutte ouverte avec l'Istiqlal — en pays musulman, les choses ne sont jamais aussi simples — mais assez exact de constater

1. Parti Démocrate de l'Indépendance.

qu'il a su se donner les moyens de jouer son rôle d'arbitre.

Cette action du Sultan qui s'est opérée dans une atmosphère passionnée avec des moyens subtils et déconcertants doit être analysée si on veut comprendre le Maroc d'aujourd'hui. Mohamed V a été un meneur de jeu d'une habileté consommée; il a su gagner à la cause du Trône ces trois forces dont le contrôle était sinon suffisant du moins nécessaire : l'armée royale, l'armée de la « Libération », les tribus.

Il n'est de secret pour personne que Mohamed V a personnellement veillé à la constitution de l'armée royale marocaine. La nomination de son fils le prince Moulay Hassan comme chef de l'état-major, l'attribution du portefeuille de la Défense Nationale à un libéral indépendant M. Guedira, ministre d'État, sont déjà significatifs; mais bien d'autres faits ont plus de signification encore. Les troupes marocaines qui ont été récupérées dans l'armée française pour créer l'armée marocaine n'ont pas été les unités de tirailleurs pourtant acquis depuis de longs mois aux idées nationalistes et parmi lesquels les désertions se comptaient par centaines, mais les unités de goums. Or, ces goums qui ont été une des réussites de notre armée d'Afrique nous ont été fidèles jusqu'à la fin du Protectorat (certains ont été ramenés d'Algérie où ils se battaient avec leur courage habituel pour constituer l'armée royale); de plus, ces unités étaient exclusivement formées de Berbères. D'entrée de jeu, l'état-major des forces armées royales a recueilli l'héritage de notre pensée politique co-militaire au Maroc : lever une armée de Berbères fidèles pour les mettre au service du pouvoir central. Il suffisait de faire diriger ces troupes par les officiers marocains qui ont un sens très élevé de la discipline militaire pour être en droit de penser que la devise de l'armée marocaine — mon Dieu, ma Patrie, mon Roi — ne serait pas discutée. Aussi bien, cette armée dont il est difficile de dire aujour-

d'hui si elle sera une réussite militaire a été dès le départ une opération politique réussie et un atout sérieux entre les mains du Palais.

La politique du sultan à l'égard de l'armée de la « Libération » a été d'une facture moins nette, encore que les résultats tout au moins pour l'instant soient assez brillants. Lorsque le sultan rejoint son royaume en novembre, les bandes rebelles sont essentiellement implantées dans le Rif, où elles combattent l'armée française. A partir de ce moment-là et à mesure que l'indépendance devient plus certaine, les bandes se multiplient dans les zones montagneuses, se découvrent, n'ayant pratiquement aucune activité militaire. Il apparaît de plus en plus qu'elles échappent à l'autorité du Comité de Libération de l'Afrique du Nord et qu'elles relèvent d'autorités très diverses. En fait, à travers un réseau compliqué d'agents de liaison et de relais, le pouvoir de quelques hommes très attachés au sultan, comme le gouverneur Ahardane et l'ancien ministre Lahcen Lyoussi, se fait sentir. En juin de nombreuses bandes prêtent serment d'allégeance au sultan. Ce dernier visite par la suite le Rif et Nador. L'opération est à la fois audacieuse et habile ; la minorité Rifaine, qui est une des pièces poussées en avant par les stratèges du Front de Libération d'Afrique du Nord et qui paraît plus nord-africaine que marocaine dans ses aspirations est noyée sous l'afflux des bandes nationalistes et sultaniennes. Elle se soumet en général, à l'exception de certaines bandes du Maroc oriental qui continuent leur action plus ou moins occulte au profit des rebelles algériens. La partie n'est donc pas entièrement terminée, mais dans l'immédiat, l'opération est payante pour le palais qui gagne sur deux tableaux : d'une part, la « résistance marocaine » est en quelque sorte annexée, provisoirement coupée de l'état-major du Caire, d'autre part, les bandes de l' « armée de la Libération » à l'exception de celles peu nombreuses qui avaient été créées

par l'Istiqlal et le P.D.I. ont lutté dans les secteurs qu'elles contrôlaient contre les partis politiques, source à leurs yeux de division et de corruption. Il en est résulté que la propagande des partis politiques et plus spécialement celle de l'Istiqlal a été sensiblement freinée.

Dans un pays qui risque d'évoluer avec une vitesse telle qu'elle serait génératrice de catastrophe, Mohamed V est donc amené à utiliser des moyens assez semblables à ceux que nous avons mis en œuvre : une armée apolitique, des partisans qu'on a su gagner. En ce qui concerne le loyalisme des tribus, la position de Mohamed V est identique à la nôtre, encore que ses buts soient différents. Le premier des ministres de l'Intérieur Si Lahcen Lyoussi est un indépendant sans aucune attache avec les partis politiques, mais fort au courant de la situation des tribus du Moyen-Atlas ; il joue un rôle considérable dans le contrôle des bandes rebelles. Son successeur, M. Driss M'Hamedi, bien que membre de l'Istiqlal, est beaucoup plus homme d'État qu'homme de parti ; responsable de l'ordre public, il craint une politisation trop rapide des masses rurales qui n'ont aucune maturité politique. Sous ces deux ministres, la volonté est évidente de placer à la tête des provinces et des super-caïdats qui couvrent les tribus de montagne des personnalités assez peu marquées au point de vue politique, mais dont l'attachement au sultan est connu. Il n'en fallait pas plus pour qu'on parlât de « politique berbère » ; l'Istiqlal qui n'osait pas porter plus haut ses accusations en a accablé l'ex-ministre Lahcen Lyoussi, a même attaqué Driss M'Hamedi. Au fond les choses sont plus simples : le sultan organise à son profit les masses rurales, non pas pour bloquer l'évolution rapide de l'opinion publique du Maroc, ce que nous avons d'ailleurs essayé de faire sans succès, mais pour la contenir dans des limites raisonnables et pour éviter que les querelles politiques ne prennent dans certaines régions du Maroc un tour particulièrement violent.

Ainsi donc, vers le 15 août les forces en présence s'équilibraient à peu près exactement. Peut-être, l'Istiqlal aurait-il pu imposer un gouvernement homogène s'il avait demandé avec une plus grande vigueur ? Peut-être, l'imposera-t-il bientôt ? Il a pour lui des atouts sérieux : une organisation, un journal, une élite, un syndicat. Mais il lui manque un programme véritable en matière économique, car sur ce point les intérêts de ses membres sont forts divergents. Il n'est pas exclu de penser que si la conjoncture politique imposait au sultan la nécessité de faire appel à un gouvernement Istiqlal homogène, on assisterait à une crise très profonde de ce parti et probablement à son éclatement.

En d'autres termes, la position de Mohamed V sur le plan de la politique intérieure permet de très efficaces arbitrages. Sur le plan de la politique internationale, la situation est plus délicate. La marge est étroite, surtout en ce moment, entre la politique d'amitié raisonnable envers la France et la pression irraisonnée de l'opinion publique. Le voyage de Mohamed V dans le Maroc oriental qui est prévu pour le mois d'octobre et qui s'accompagnera presque obligatoirement d'une prise de position sur l'Algérie sera une échéance difficile pour celui qui au fond de lui-même ne veut être ni un Ataturk ni un Nasser, mais bien plutôt le Nehru du monde musulman.

PIERRE-LOUIS RAVOIRE.

UNE ILE DÉBOUSSOLÉE : CHYPRE

Parlant de Chypre dans *La Vie Intellectuelle* d'avril dernier, nous écrivions : Mgr Makarios paie pour Glubb Pacha.

Aujourd'hui, nous pourrions intituler cette note : Mgr Makarios, la résistance chypriote, paient pour Nasser, et ce rapprochement est extrêmement instructif. Il fait ressortir, en effet, que la politique britannique, dans l'île, s'infléchit (devient plus dure ou tend vers la négociation) selon ce qui se passe au Moyen-Orient. L'Angleterre est-elle ébranlée en Jordanie (renvoi de Glubb Pacha, commandant de la Légion arabe) ? Mgr Makarios, chef supposé de la résistance, est déporté. Nasser se soulève-t-il à Suez ? Les troupes envahissent l'île et toute idée de compromis s'éloigne.

Si l'on remarque qu'à ce ressort de la diplomatie britannique s'ajoutent les fluctuations politiques en Grande-Bretagne (le plus ou moins d'autorité dont dispose Sir Anthony Eden à l'égard de la droite conservatrice, les attaques qu'il subit de la part des travaillistes ou l'appui qu'il reçoit de certains d'entre eux), on s'aperçoit que les Anglais, dans l'ensemble, se déterminent à Chypre pour des motifs entièrement extérieurs à l'île même; et c'est là le drame.

En effet, à Chypre comme ailleurs, il existe une vérité, laquelle est un compromis entre la volonté d'autonomie des Chypriotes grecs, le besoin de protection ressenti par la minorité turque, les aspirations du gouvernement Karamanlis à Athènes, les intérêts anglais combinés à la traditionnelle amitié helléno-britannique. Mais cette vérité n'est pas prise en considération, elle n'est même pas recherchée. Pourtant, ce qui pourrait constituer la « solution constitutionnelle » dont on parle tant (il faudra bien, en effet, arriver à une solution constitutionnelle) ne peut être basé sur autre chose que sur cette vérité. Quand on y réfléchit, dans une vue plus générale, c'est de cette manière qu'ont trouvé leur place dans le monde toutes les aspirations nationales.

Lorsque l'Eoka a lancé, le 18 août dernier, son appel pour une trêve, le fait que cet appel ait été immédiatement approuvé par le premier ministre grec a donné à penser qu'on se trouvait précisément à un point d'équilibre, dont les Britanniques, pour peu qu'ils le désirassent, pouvaient profiter dans un esprit d'apaisement général. Mais la crise de Suez était là; une fois de plus l'attention de Londres était détournée de l'île même et de ses vrais problèmes. L'occasion a été perdue et M. Lennox Boyd est revenu sur ses positions les plus dures. Un jour pourtant la solution, toujours remise,

sera trouvée : ce sera quand les Britanniques voudront bien, s'occupant de l'île, prendre celle-ci seule en considération.

JACQUES NANTET.

TUNISIE : DÉCISIONS ET PROPOSITIONS

Le sirocco vient de s'arrêter et l'on espère que c'est définitif ; la température fraîchit ; quelques retours de vacances commencent à s'effectuer. Décidément l'été se termine ici.

Beaucoup de choses se terminent aussi. Dans les milieux bien informés, on annonce que le congrès de l'U.G.T.T.[1], qui se sera tenu du 20 au 22 septembre, obligera le gouvernement à abandonner son inconscience économique, car il définira les objectifs d'une politique économique de développement. L'ambassadeur de France est lui-même remplacé, et l'on espère ou l'on s'inquiète, selon les opinions, de ce changement. On peut donc s'essayer à faire le point.

Cet été, malgré sa chaleur, n'aura pas réussi en effet à endormir la Tunisie. La guerre d'Algérie y est de plus en plus présente, et les incidents, qui ne sont pas seulement diplomatiques, se répètent avec une fréquence inquiétante, accentuant la tension franco-tunisienne, portant à minimiser l'intérêt des accords qui, malgré les colères du début de l'été, ont bien fini petit à petit par se réaliser (radio, crédits d'équipement...)[2].

1. Union Générale des Travailleurs Tunisiens.

2. Au moment où cette note est écrite, on redoute une grève générale de vingt-quatre heures dans tout le pays, due à un incident particulièrement grave dans la région de Fériana.

Options institutionnelles.

Sur le plan intérieur, cette période aura marqué dans l'histoire de la Tunisie. Bien sûr, il faudrait signaler les premiers échanges d'ambassadeurs, la mise en place de l'armée tunisienne, mais ceci est encore superficiel. Le gouvernement s'est surtout attaché à rénover profondément les institutions juridiques du pays. Successivement il a pris deux séries de mesures dont on ne saurait trop dire l'importance révolutionnaire et le progrès qu'elles constituent dans l'établissement d'un système institutionnel, sans aucun doute respectueux de la foi islamique, mais délibérément laïc, au sens noble du terme.

D'une part il a procédé à l'unification de la justice tunisienne qui était auparavant scindée en deux : une partie séculière et une partie religieuse. Désormais, il n'y aura plus en Tunisie qu'une seule justice tunisienne, les juridictions religieuses étant dissoutes et incorporées aux juridictions laïques. On doit faire ressortir la simplification qui en résulte du point de vue de l'administration de la justice, et, dans un pays où celle-ci était particulièrement complexe, ce point n'est pas négligeable. Mais l'essentiel réside dans le triomphe de la juridiction séculière. Chacun sent bien que seul un gouvernement fort, assuré de l'appui de la population, était susceptible de réussir une réforme de cette envergure.

Sans entrer dans le détail de toutes les réformes du 3 août, signalons encore la décision de priver les oualis (gouverneurs ou préfets) des pouvoirs judiciaires anciennement dévolus aux caïds. Ainsi se trouve consacrée la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire, notion totalement étrangère à l'ancienne organisation judiciaire tunisienne. Ici encore nous avons à relever le caractère « moderne » de cette décision.

Toutefois, un problème délicat se pose encore dans

l'ordre juridictionnel, le maintien des juridictions françaises à côté des juridictions tunisiennes. Les Tunisiens étaient déjà enclins à demander une révision profonde de la convention judiciaire franco-tunisienne du 3 juin 1955. Nous devons constater que l'attitude prise par la juridiction française dans le cadre de l'affaire dite de « la Main Rouge » (les deux principaux accusés ont été mis en liberté provisoire) fournit un prétexte de plus à la campagne menée dans ce sens. Il est à peu près sûr que la remise en cause de cette convention posera de très délicats problèmes.

Cependant, la réforme qui semble la plus caractéristique est bien la transformation du code du statut personnel réalisée le 13 août. A l'avenir la femme a le droit de choisir librement son mari, le divorce est réglementé et doit être prononcé devant un tribunal, la polygamie est interdite, enfin la jeune fille ayant atteint l'âge de 20 ans est déclarée majeure. Quand on connaît les conditions dans lesquelles, actuellement encore, la jeune fille « est mariée », la jeune femme répudiée, après avoir été constamment tenue à l'écart de toute vie sociale, le voile étant un symbole beaucoup plus encore qu'une réalité et restant psychologiquement présent même après sa disparition matérielle, on peut juger de l'importance décisive de la réforme. Nous laisserons à d'autres le soin de discuter le point de savoir si cette réforme va ou ne va pas à l'encontre de telle sourate ou de telle autre, mais les cheikhs les plus importants ont donné leur bénédiction, si l'on peut dire, à la réforme. Cette garantie que s'est donnée le Président du Conseil témoigne ici encore tout autant de sa volonté de respecter profondément la foi islamique que de bâtir un État moderne. On relèvera tout particulièrement cette phrase du cheikh El Islam Abdelaziz Djait : « Tant que l'on conserve la foi, la religion peut s'adapter ; l'essentiel est de respecter l'esprit de l'Islam. » Elle seule constitue peut-être le témoignage le plus caractéristique de la

révolution que le gouvernement actuel est en train de réaliser en Tunisie[3].

Mais laissons de côté l'aspect religieux du problème et constatons que la femme tunisienne vient d'obtenir la reconnaissance entière de sa dignité humaine. Bien sûr, il y eut cabale et l'on dit que certains cheikhs ont démissionné, mais les femmes tunisiennes, celles du moins qui sont les plus conscientes, celles même qui avaient accepté de ne pas se voir encore octroyer le droit de vote, parce que, disaient-elles, l'évolution nécessaire des esprits n'était pas encore accomplie, ont accueilli cette mesure avec un enthousiasme raisonné qui en indique le caractère grave et définitif.

Options économiques.

Ne cherchant pas à tenir ici une chronique de législation tunisienne, nous passerons sur quelques réformes plus secondaires, mais nous ne saurions taire le grand contraste qui existe entre cette hardiesse dans l'ordre institutionnel et la paralysie qui accable le gouvernement dans l'ordre économique. Lorsque l'on sait la gravité de la situation économique, on est stupéfait devant l'inaction gouvernementale. Il peut apparaître dérisoire de se préoccuper de négocier à Paris quelques milliards (s'agit-il de négociations lorsque le chiffre auquel on aboutit correspond à la proposition initiale de la délégation française, telle qu'elle avait été annoncée dans certaines feuilles de presse ; il ne nous appartient pas ici de mettre en cause l'honnêteté intellectuelle de certains fonctionnaires du gouvernement tunisien) alors qu'au

3. Nous n'ignorons pas que ce même cheikh, après trois semaines de silence, déclare ne pas avoir prononcé cette phrase exacte; cela prouve seulement la force des protestations qu'elle a soulevées en milieu traditionnel.

rythme actuel l'hémorragie de capitaux est telle que moins de quatre mois suffiront pour en vider la Tunisie d'une somme équivalente. Les principes théoriques du fonctionnement de la zone franc ne sauraient être une excuse à une telle passivité. De même il est inquiétant que les linéaments n'apparaissent pas encore d'une politique économique à long terme. La Direction du plan qui devrait jouer un rôle d'animation et de pensée, particulièrement dans cette période de démarrage, se trouve sans aucun pouvoir. Les préoccupations financières l'emportent toujours sur les préoccupations économiques. Devant cette sorte de débâcle, le gouvernement semble se réfugier dans un libéralisme très classique. Pris par des préoccupations secondaires, il n'a même plus de temps pour les questions fondamentales comme la mise en valeur du Centre et du Sud. Et pourtant il dispose maintenant à ce sujet d'un projet particulièrement séduisant qui a l'avantage de bénéficier de l'appui sans réserve de l'U.G.T.T.

Toute l'activité économique du pays s'est trouvée polarisée depuis le mois de juin autour de la conférence dite de la Table ronde. Celle-ci vient de se séparer, après avoir enregistré un échec notable. Alors que l'on avait espéré jusqu'au dernier moment que l'U.G.T.T. serait assez naïve, dans son immense bonne volonté d'arrondir les angles, pour cautionner, au moins par son silence, la politique patronale à courte vue, préoccupée exclusivement de consolidation de dettes ou d'avantages exorbitants, au dernier moment, écœurée par le mépris total de l'intérêt général, la Centrale syndicale s'est vue contrainte de présenter un contre-rapport. Il n'y avait plus d'unanimité. La conférence de la Table ronde, dont l'objet était de faire croire à l'harmonie des intérêts, a dû enregistrer leur profonde contradiction.

Ce contre-rapport a au moins l'avantage de tracer les lignes positives d'une politique cohérente de développement économique. Ce faisant l'U.G.T.T. s'inscrit

comme la seule force susceptible d'assumer les intérêts généraux du pays. Cette constatation, facilitée par un patronat qui tient un langage que le C.N.P.F. [4] lui-même n'ose plus tenir depuis de longues années, confère une importance toute particulière au Congrès de l'U.G.T.T. qui doit s'ouvrir le 20 septembre. On y attend, d'après les informations que nous pouvons avoir, trois rapports particulièrement longs et constructifs. Outre un programme hardi de revendications sociales et un plan de scolarisation généralisée, on pense y trouver une sorte de projet général de plan de développement économique à long terme. L'orientation vers la constitution de villages coopératifs, vers une alternance des activités pour équilibrer l'activité de ces villages, l'option pour une politique d'industrialisation destinée à valoriser les ressources naturelles, la volonté d'inscrire dans les faits l'étroite solidarité économique nord-africaine, telles seraient les lignes générales proposées au pays [5].

On comprend que ce congrès marquera un tournant. Le gouvernement ne pourra plus ignorer un tel programme. Il devra de toute manière se prononcer par rapport à lui.

Au seuil de cette nouvelle période qui peut apporter à nouveau de grands progrès grâce à cette complémentarité entre les options institutionnelles du gouvernement et les options économiques de l'U.G.T.T., dont il ne faut pas oublier qu'elle est représentée à l'intérieur même du gouvernement, on ne saurait isoler la Tunisie du reste du monde. Par delà les conflits passagers, elle espère beaucoup de la France et pas seulement parce qu'elle en attend les capitaux dont elle a besoin. Elle compte sur l'opinion publique française pour imposer à

4. Conseil National du Patronat Français.
5. Nous aurons sûrement à y revenir de plus près le mois prochain.

son gouvernement, plus nationaliste que socialiste, la fin d'une politique de force en Algérie. Certes les plus responsables de l'opinion publique tunisienne ne cachent plus que si, par malheur, le peuple algérien venait à désespérer d'une coopération possible avec la France, la Tunisie se verrait dans l'obligation de reconsidérer sa politique de coopération avec notre pays. Mais, malgré cette inquiétude, qui se traduit par l'énervement frontalier, elle ne désespère pas. On le comprend lorsque l'on voit quarante-huit heures à peine après la publication des premiers articles de M. G. Hourdin dans *Le Monde* l'attention, le profond respect et l'espérance qu'ils suscitent chez ceux qui n'arrivaient pas à s'habituer au déchaînement d'une presse à laquelle le même *Monde* n'échappait pas. Plus encore que d'un changement d'ambassadeur l'opinion française doit savoir qu'elle ne peut attendre l'amitié des peuples d'Afrique du Nord que d'une réorientation pacifique de sa politique nord-africaine. Économiquement, politiquement la France tient encore par là le destin de la Tunisie. Elle ne doit pas faire désespérer d'elle.

Tunis, le 14 septembre 1956.

GÉRARD DESTANNE DE BERNIS.

L'ÉCONOMIE LIBANAISE SOUS L'ÉGIDE DU NÉGOCE

Pour qui s'intéresse aux problèmes économiques d'outre-mer, il n'est jamais indifférent de savoir comment le Liban se comporte. Ce pays d'Orient est, en effet, le plus largement et le plus anciennement ouvert aux contacts de l'Oc-

cident. De longue date ses élites ont, dans tous les domaines, tenté de faire la synthèse des apports ainsi réunis par leur nation; elles peuvent se targuer de réussites toujours originales, souvent éclatantes; en particulier, pour ne retenir aujourd'hui que ce seul point, elles ont su assurer, à un pays sans grandes ressources naturelles, une économie très prospère.

Or, le Liban se passionne en ce moment pour ce que l'on y appelle, de façon un peu sommaire, « le conflit Commerce-Industrie ». Il s'agit, en fait, d'un vaste débat pratique sur l'équilibre de l'économie libanaise, et il va sans dire que les données de pareil débat ne sauraient êtres réduites à ces deux termes : l'Agriculture, comme l'a souligné à diverses reprises le très intéressant *Bulletin de la Chambre de Commerce franco-libanaise*, doit jouer au Liban un rôle éminent, car son développement harmonieux permettrait de réduire les importations de céréales et d'accroître les exportations de fruits; et ce rappel de bon sens est opportun, à une époque où l'industrialisation passe si souvent, outre-mer, pour une panacée. Mais l'intérêt majeur de cette polémique nous semble résider dans la revendication et l'essai d'exercice, par les commerçants libanais, d'une sorte de mission de haut conseil économique dans la cité.

C'est ainsi que l'*Association des Commerçants de Beyrouth* a adopté, le 12 juin dernier, pour le faire valoir auprès du gouvernement, un significatif rapport de son Secrétaire général, M. Georges Chouéri. Ce remarquable document, dont la haute qualité fait davantage encore déplorer la mort prématurée de son auteur, survenue peu après sa rédaction, présente avec une magistrale concision un bilan d'ensemble de l'économie libanaise et les conclusions qui s'en dégagent. Le ton en est résolument libéral. Recommandant un allégement de l'impôt sur le revenu, M. Chouéri écrit :

« Si nous avons le souci de ménager le contribuable moyen, il nous importe aussi d'encourager les grandes entreprises, qu'elles soient libanaises ou étrangères. Nous sommes convaincus que l'intérêt supérieur du Liban est d'être de plus en plus un pôle d'attraction pour les capitaux, qui doivent trouver ici non seulement les libertés indispensables et la sécurité, mais aussi une fiscalité tolérante et encourageante ».

Est-il beaucoup de pays qui, soucieux de concours étran-

gers pour le financement de leur développement, considèrent avec autant de réalisme les conditions de pareils concours ?

M. Chouéri estime d'autre part que « le commerce, sous toutes ses formes, est l'élément fondamental de l'économie libanaise ». Il approuve cependant les « encouragements raisonnables « (droits protecteurs, exonération de matériels d'équipements et de matières premières) qui ont allégé les charges des industriels, et il est encore auprès de ces derniers pour réclamer « un tarif électrique industriel réduit et un prix spécial du mazout utilisé dans les usines ». Mais il s'émeut de « certaines revendications » des industriels, telles que, par exemple, « un contingentement des échanges, sous prétexte de réaliser un équilibre de la balance commerciale ».

Ces vues assurément sont larges et saines, et cela n'apparaît pas sans mérite si l'on songe que, dans la plupart des capitales asiatiques et africaines où pareils problèmes sont évoqués, beaucoup d'esprits restent encore séduits par les facilités et les résultats rapides que semblent promettre de strictes procédures douanières et fiscales.

Certes le cas du Liban, qui vit d'échanges et de services, et possède un véritable génie du courtage, est trop particulier pour que l'on puisse aisément systématiser son exemple. Du moins pourra-t-on retenir que son essor économique a été déclenché, et reste encore pour une grande part mené, par les commerçants. L'opinion libanaise éclairée approuve volontiers que le négoce joue ce rôle de mentor : « Le commerçant, de par sa fonction sociale et économique d'intermédiaire, de par son contact direct avec le consommateur, du fait qu'il constitue lui-même le « marché » et en possède toute la sensibilité, est mieux que quiconque en mesure de saisir les véritables conditions d'expansion de l'économie nationale » (éditorial de l'*Orient*, 13 juin 1956). Au demeurant, si la chose a été possible, c'est que le Liban possède de longue date, auprès des négociants étrangers qu'il a toujours largement accueillis, sa propre élite marchande. Parmi les pays qui, depuis un quart de siècle, ont accédé à l'indépendance totale, peut-être est-il le seul à bénéficier de pareil atout. Que l'on songe, par exemple, au Vietnam si doué cependant, mais dont le négoce a, jusqu'à ces derniers temps, été retenu par les Européens et les Chinois.

L'existence de cette élite marchande constitue peut-être le secret de cette réelle indépendance, de pensée comme de fait, qui donne à l'attitude des Libanais tant de souplesse et d'aisance. « De grandes entreprises, qu'elles soient libanaises ou étrangères » : on a vu avec quelle égalité d'âme le rapport Chouéri mentionnait les unes et les autres, si éloigné de toute idée de discrimination qu'il ne songeait même pas à en souligner l'absence.

Lorsqu'un pays féru d'indépendance préfère que, sur son sol, les grandes entreprises soient exclusivement nationales, sans doute se prépare-t-il de visibles satisfactions de prestige, mais il se voue à des restrictions économiques sévères et paralysantes. Ne serait-ce pas, pour lui, une réalisation plus efficace que de chercher à susciter une classe essentiellement nationale de commerçants, capables de jouer un rôle de pionniers, puis d'arbitres, dans son destin économique ? Il est vrai que de telles capacités sont lentes à former, plus encore que des cohortes de techniciens, et même qu'un noyau de maîtres d'entreprises. On peut estimer, toutefois, que c'est avec l'avènement et l'affirmation de cette élite marchande nationale que commence vraiment l'indépendance.

PIERRE RONDOT.

L'INTERDICTION DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

Le 17 août 1956, la plus haute instance judiciaire d'Allemagne occidentale, le Tribunal constitutionnel de Carlsruhe a déclaré illégal le parti communiste de la République fédérale, après un procès qui a duré cinq ans. Ce jugement avait un précédent : le 23 octobre 1952, le même tribunal avait déclaré hors la loi le « parti socialiste du Reich », S.R.P., qui prétendait assurer la succession du parti national-socialiste.

Aussi, la valeur juridique du jugement n'a-t-elle pas été contestée par l'opinion publique d'Allemagne occidentale. Conformément à l'article 21 de la Constitution de la République fédérale, tout parti qui tenterait de renverser le système parlementaire actuel, donc s'attaquerait aux structures démocratiques du régime, peut être interdit.

Par contre, c'est l'opportunité de cette interdiction qui est discutée. Le ministre de l'Intérieur, le Dr Lehr, avait au nom du gouvernement de Bonn déposé la plainte contre le parti communiste à une époque où la guerre de Corée battait son plein. L'interdiction vient à un moment où, malgré la crise de Suez, la « détente » modifie le climat des rapports internationaux, à un moment où Bonn annonce qu'il était disposé à activer les négociations en vue d'aboutir à une réunification du pays. La décision de Carlsruhe risque de durcir l'attitude des interlocuteurs de l'Est que les négociateurs de la République fédérale vont rencontrer. « Sottise politique », a écrit le quotidien chrétien-démocrate *Frankfurter Neue Presse*, qui n'est pas le seul à discuter non seulement de l'opportunité du geste mais encore de son efficacité pratique.

Le parti de la clandestinité.

Lorsque les services de sécurité ont fait leurs descentes dans les locaux du parti communiste, ils sont tombés sur le vide. Les fichiers, les caisses, les documents avaient disparus. Tout au plus a-t-on trouvé des paquets de tracts dont la majorité était déjà dépassée dans la situation politique actuelle. La police n'a pu appréhender un seul fonctionnaire important : tous, avec à leur tête le secrétaire général Max Reimann, se sont depuis longtemps repliés sur le territoire de la République démocratique.

Les dirigeants du Parti communiste allemand qui s'attendaient à son interdiction avaient, depuis des mois déjà, pris toutes les dispositions nécessaires pour que l'action révolutionnaire puisse être poursuivie dans la clandestinité. Le jour de l'interdiction, on comptait dans la République fédérale plus de 1500 cellules d'entreprises, une cellule étant installée aux lieux de travail où se trouvent plus de dix

ouvriers communistes. Dans les entreprises comptant moins de dix ouvriers affiliés au parti, celui-ci a établi un *Stützpunkt*, un point d'appui, de sorte qu'un réseau très dense couvre les régions industrielles d'Allemagne occidentale.

Le Parti communiste allemand dispose, aux postes-clés de l'administration et de l'économie du pays, de complicités certaines. Celles-ci sont d'autant plus difficiles à dépister que les « hommes de confiance » du parti ne sont pas connus comme communistes. Le dispositif de camouflage est parfaitement mis au point.

La confédération du patronat allemand est consciente de cette infiltration dont elle est la première victime. L'espionnage économique connaît des jours fastes : les copies des brevets et des secrets de fabrication passent sans difficulté le rideau de fer. L'industrie d'Allemagne orientale enregistre d'incontestables progrès dont une des causes est à rechercher dans ces « fuites ». Celles-ci ont pris une telle ampleur que la Confédération a décidé de réagir en développant son service de contre-espionnage économique. Deux anciens officiers de l'Abwehr ont été chargés de la détection des agents communistes dans les postes techniques. Les services privés de contre-espionnage travailleront en étroite liaison avec les services officiels du gouvernement.

Le ministre de l'Intérieur, le Dr Shroeder, a estimé que l'interdiction du Parti communiste faciliterait la répression des menées communistes. Les milieux industriels ne partagent pas cet optimisme : l'interdiction qui touche les quelques 70.000 membres officiellement inscrits au parti, ne gêne en rien le travail clandestin de l'appareil communiste.

La décision de Carlsruhe apparaît donc inopérante. Le Parti communiste allemand avait perdu la partie sur le plan parlementaire lors des élections au Bundestag de 1953. Alors qu'aux élections de 1949, 1.361.706 électeurs envoyaient quinze députés communistes au Parlement, en 1953, le parti ne totalisait plus que 607.413 suffrages, soit 2,2 % de l'ensemble du corps électoral. Il perdait du même coup tous ses mandats.

Rien n'indiquait qu'il aurait pu récupérer les voix perdues, lors des prochaines élections législatives qui auront lieu en automne 1957. Le Parti communiste restait en perte de vitesse et la décision du Tribunal constitutionnel le sauve

peut-être d'un nouveau désastre. Les services de propagande de Berlin-Pankow pourront dès maintenant s'attaquer aux futurs résultats en contestant leur valeur représentative.

A. WISS-VERDIER.

LA VIE QUOTIDIENNE DES FAMILLES OUVRIÈRES

Le Centre National de la Recherche Scientifique vient de livrer, sous la signature de M. P. Chombart de Lauwe une importante contribution à la connaissance de la « condition ouvrière ». *La Vie quotidienne des familles ouvrières* s'inscrit dans une série d'études analogues menées par M. Chombart de Lauwe et son équipe et publiée notamment dans le *Bulletin de l'Institut National d'Hygiène.*

Ce travail utilise des résultats statistiques des nombreuses enquêtes extensives effectuées depuis 1946 par l'Institut National de la Statistique, l'Institut National d'Études Démographiques et l'Institut National d'Hygiène sur les conditions de vie en France, et les complète par des enquêtes restreintes donnant des résultats de type plutôt qualitatif. L'ensemble constitue un documentaire sur la population ouvrière de l'agglomération parisienne, abondamment illustré d'exemples, de schémas, voire de photos, et surtout d'expressions significatives notées sur le vif (« Le vin nourrit et fortifie ». Il « fouette », « remonte », « reconstitue », « stimule »; il est « bon pour l'homme qui travaille ». « Il en faut », « ça donne du sang », p. 190).

Les résultats forment une fresque sombre nullement égayée par de pertinentes remarques sur l'humour des ménages ouvriers et leur « attitude d'espoir plus grande que dans beaucoup de ménages bourgeois très favorisés » (page 235). L'auteur souligne en passant l'écart entre les revenus pro-

létariens et bourgeois : « Nous disposons de très peu de calculs exacts de revenus dans les milieux bourgeois, les déclarations d'impôts restant douteuses. Les comparaisons des salaires dans les entreprises sont cependant déjà très instructives. Ne peut-on voir sur un même livre de comptes figurer officiellement le salaire d'un directeur à 600.000 francs par mois à côté du salaire d'une dactylo à 17.000 francs » (page 113) ?

M. Chombart de Lauwe insiste cependant surtout sur les conditions de travail et l'habitat et sur l'alimentation des familles ouvrières. Ici, les observations précises abondent et révèlent des situations insoupçonnées ou confirment des témoignages comme ceux de Mlle Aumont dans la *Revue de l'Action Populaire*[1].

Environ 40 % des ouvriers de l'agglomération parisienne auraient, d'après l'enquête, 10 heures et plus de travail et de transport par jour. Cette observation, pour banale qu'elle soit devenue, n'en mérite pas moins d'être soulignée. Mais la peine des femmes est généralement moins connue : dans un échantillon de cent trente-deux ménages ouvriers, « 63% des femmes ont plus de 12 heures de travail par jour (travail à l'extérieur, à la maison, ou les deux)... et 19 % plus de 14 heures. La moyenne hebdomadaire se situe largement à plus de 80 heures... Certaines femmes travaillent plus de 100 heures par semaine lorsqu'elles ont plusieurs enfants, sans être aidées » (page 44). « Ce qui nous fatigue ? (répondent certaines) c'est tout, c'est tout, il y a trop de choses à faire » (page 50).

Le surpeuplement aigu du logement s'ajoute le plus souvent au surmenage. Il existe, dit M. Chombart de Lauwe, un seuil « au-dessous duquel les conditions de logement ont une action presque fatale sur la santé physique et mentale des sujets... Il se situe autour de 8 m² par personne et de deux personnes par pièce » (page 81). Or, environ les deux tiers des ménages ouvriers enquêtés dans la région parisienne disposent de moins de 10 m² par personne, et plus du tiers

1. M. Aumont, « Chronométrage, temps et cadence », *Revue de l'Action Populaire*, décembre 1955. « Regard sur l'inspection du travail », *ibid.*, mars 1956.

n'aurait pas les 8 m² indispensables. Certes, les résultats donnés par M. Chombart de Lauwe devront être systématiquement confrontés avec ceux que l'I.N.S.E.E. a obtenus au cours de sa grande enquête sur le logement en octobre 1955, et résumés dans le *Bulletin hebdomadaire de la Statistique* du 26 mai 1956. Mais l'impression générale qui se dégage des deux enquêtes reste l'extrême gravité du problème du logement pour la classe ouvrière de l'agglomération parisienne.

M. Chombart de Lauwe consacre enfin une partie importante de son étude au comportement alimentaire des ménages ouvriers : il souligne et explique leur recherche des aliments « bourratifs » : « le but essentiel des légumes paraît être de *calmer la faim* » (page 186, c'est nous qui soulignons); leur besoin physiologique et psychologique de viande, jugée indispensable pour rester en bonne santé et « pour tenir dans des conditions de vie difficiles » (page 195). Il observe à ce sujet que « la consommation réelle de viande n'est nullement exagérée, et qu'elle est au-dessous de la consommation des classes sociales plus favorisées » (page 194). En ce qui concerne l'alimentation en général, M. Chombart de Lauwe conclut que « malgré certains préjugés qui font parfois croire le contraire, les ouvriers ont une dépense alimentaire *plus faible* que celle des autres catégories sociales » (page 236, c'est nous qui soulignons).

Ces résultats surprendront peut-être; il faudrait qu'ils inquiètent et scandalisent. On ignorait trop avant la guerre la « condition ouvrière », ce qui laisse aujourd'hui la partie belle aux « paupérisationnistes » qui exploitent volontiers le mythe du « bon vieux temps ». Mais il importe moins de tenter une démonstration, scientifiquement impossible, de la dégradation ou de l'amélioration de la condition ouvrière depuis 1938, 1929, ou 1913 (voire 1850!), que d'obtenir une connaissance précise de son état actuel, afin de s'attaquer à ses aspects les plus critiques : le niveau des salaires, le logement, l'aide aux mères de familles nombreuses.

L'ouvrage de M. Chombart de Lauwe apporte dans cet effort de recherche des éléments d'information indispensables à la connaissance et à la compréhension de la vie ouvrière contemporaine.

E. Lisle.

LES PARTIS AMÉRICAINS

A Chicago et à San-Francisco deux *Conventions* ont bruyamment désigné les candidats des Démocrates et des Républicains pour briguer la présidence des États-Unis. Il est, à vrai dire, plus difficile de discerner les différences que l'opposition proclamée : « Paradoxe américain », écrit James Reston :

Dwight D. Eisenhower et Adlaï E. Stevenson de l'Illinois sont des hommes modérés choisis par des partis politiques aujourd'hui plus proches l'un de l'autre qu'ils ne le furent en une génération. Ils furent choisis par des délégués qui se sentaient obligés de souligner ce qui divise les partis et résolus à concentrer l'attention sur des litiges du passé. Cependant tous deux, au moment de leur nomination, vinrent à la tribune pour souligner non le passé, mais le présent et l'avenir.

Les deux candidats modèrent les penchants naturels de leurs partis. A San-Francisco Eisenhower usa de son influence pour freiner les tendances conservatrices des Républicains et faire appel aux électeurs indépendants, à Chicago Stevenson en usa pour freiner les tendances radicales des Démocrates.

Eisenhower fit ouvertement appel aux organisations ouvrières qui tendent à craindre le parti républicain, tandis que Stevenson visait à rassurer les hommes d'affaires qui se méfient du Parti démocrate.

Ainsi, tandis que la pression et la publicité de cette étonnante institution américaine, la *Convention* politique, donnait inévitablement l'impression d'une vie politique américaine violemment divisée, le fait central est que les deux porte-étendards sont actuellement plus proches l'un de l'autre idéologiquement que ne le sont deux adversaires politiques de tout autre pays du monde occidental (*The New-York Times*, 26/8/56).

Au vrai, il semble qu'il y ait quand même des différences...

M. William S. White a même prétendu il y a quelques années

qu'il pouvait entrer au siège de n'importe quel parti politique du pays, ces sièges ayant d'avance été débarrassés de tout moyen d'identification et dire en cinq minutes si c'était un Centre républicain ou démocrate.

Si les corbeilles à papiers étaient renversées, si le plancher était mal balayé, si la plupart des employés du bureau erraient en portant des cafetières et si le responsable lui-même donnait l'impression de ne pas avoir tout en main, alors ce devait être un Centre démocrate.

Prenez l'opposé de tout cela et c'était un Centre républicain.

Il y a évidemment aussi quelques différences plus sérieuses :

Le parti démocrate est encore fondamentalement partisan des bas tarifs douaniers et le parti républicain, des tarifs élevés. Le parti démocrate est encore fondamentalement favorable à l'ouvrier et le parti républicain, au patronat, bien que cela se soit beaucoup atténué ces temps derniers. Le parti démocrate est encore fondamentalement partisan de l'immigration tandis que, de nouveau avec des atténuations, le parti républicain y est opposé. Le parti démocrate, au fond, est encore pour l'intervention dans les affaires mondiales, le parti républicain pour la non-intervention jusqu'au dernier degré et jusqu'au dernier moment possibles. L'orientation du parti démocrate est, sauf au Sud, fondamentalement urbaine tandis que celle du parti républicain est encore enracinée dans les petites villes et les campagnes (*The New-York Times*, 19/8/56).

En réalité, nous dit M. James MacGregor Burns dans une analyse fort éclairante du système des partis américains, il y a aux États-Unis non pas deux mais quatre partis.

Un peu à gauche du centre, comme Franklin Roosevelt avait coutume de dire, il y a le parti Roosevelt-Truman — le parti du New-Deal et du Fair-Deal — celui qui s'est efforcé d'englober la masse de la main-d'œuvre organisée, les Noirs, les Catholiques et autres groupes concentrés surtout dans les grands États urbains. C'est le *Parti démocrate présidentiel*...

Au centre même se situe le parti d'Eisenhower, les *Répu-*

ricains républicains. Ils sont modérés en ce qui concerne la politique intérieure et généralement internationalistes en politique étrangère; ils estiment surtout les hommes d'affaires modernes et les banquiers; ils disputent aux Démocrates traditionnels le contrôle des zones urbaines...

Un peu à droite des Républicains d'Eisenhower il y a le Parti Démocrate du Congrès. Il a à sa tête environ une douzaine d'hommes : à la Chambre des représentants le spécialiste Sam Rayburn, Lyndon Johnson, chef de la majorité au Sénat, et les présidents des commissions majeures très importantes. Il reflète de la politique et du mécanisme du Congrès que ce parti traduit particulièrement les attitudes et les intérêts du Sud et de la frontière.

Bien plus loin vers la droite il y a les Républicains du Congrès : le parti du leader de la minorité du Sénat William Knowland, et du leader de la minorité de la Chambre des représentants, Joseph Martin; ainsi que d'une douzaine de membres de commissions importants. Ce parti affirme lui-même être « un parti républicain ; son grand chef, feu Robert A. Taft, était « Mr Republican ». Son centre géographique est au Middle-West. Il est aussi fort dans les districts ruraux du Nord-Est et de l'Ouest. En politique étrangère il tend vers l'isolationnisme.

Les lignes de démarcation entre ces quatre partis ne sont naturellement pas toujours très nettement dessinées. Quelques Démocrates du Congrès tels qu'Herbert Lehman de New-York et Estes Kefauver du Tennessee, appartiennent au parti démocrate présidentiel, tandis que quelques Républicains du Congrès tels que le sénateur Leverett Saltonstall du Massachusetts, sont du parti d'Eisenhower (*The New-York Times*, 5-8-56).

Science et poésie

Roman de l'objet ou roman de la personne

Le dernier roman de Jean Cayrol, *Le Déménagement*[1], s'il résume en ce qu'il faut bien considérer comme un chef-d'œuvre les tendances du romancier et les porte à leur perfection, a un mérite plus grand encore : il révèle la portée véritable d'une œuvre qui, l'an dernier, a obtenu le Prix de la Critique, *Le Voyeur* d'Alain Robbe-Grillet[2]. Les deux livres, en effet, mettent en pleine valeur une tendance nouvelle du genre romanesque : « Ce sont des romans de la table rase, — écrit Bernard Dort dans le fronton des *Cahiers du Sud*, « A la recherche du roman », qui est consacré à l'étude de cette tendance. — Ils ne visent plus au bilan : ils ne nous proposent même plus l'image d'une destruction accomplie. Le roman d'aujourd'hui est redevenu une *éducation*. Et peut-être, plus que jamais, est-il maintenant vivant et nécessaire puisque c'est à travers lui qu'un homme

1. Éditions du Seuil.
2. Éditions de Minuit, 1955.

essaie de retrouver le monde, un moraliste, un sens, et tout écrivain, la littérature; puisque, au lieu d'un accomplissement, nos romanciers cherchent à reconnaître, par lui, un ordre juste de rapports entre le monde et eux. Un ordre *en situation*. » Ces œuvres ont l'ambition, précise Bernard Dort, « de faire du roman l'instrument d'une reconnaissance, d'une reconquête et de soi et du monde, le moteur d'une juste réconciliation [3] ». Il faut aller plus loin et essayer de dégager, non plus les moyens littéraires, — ce que les critiques littéraires ont fait avec plus ou moins de perspicacité [4] — mais surtout l'incidence humaine de cette « juste réconciliation », d'où elle naît, où elle va, à quelle urgence elle répond.

Le Déménagement envisage la situation avec une extrême simplicité. Il est inutile de résumer la trame du roman. Maurice Chavardès l'a fait dans le numéro de juin de *La Vie Intellectuelle*. Au fond, Jean Cayrol reprend les thèses traditionnelles de la pensée chrétienne : pour s'accorder au monde, il faut se détacher de lui : l' « ordre *en situation* » dont parle Bernard Dort, ne serait rien de plus rien de moins que la projection, dans les conditions de la vie actuelle, des préceptes d'une ascèse vieille de vingt siècles. Resterait évidemment à définir en quoi consiste la situation réelle des hommes dans le monde d'aujourd'hui : là serait la grande difficulté, la seule difficulté; et le critique n'aurait plus qu'à s'interroger sur la manière dont le romancier aurait

3. *Cahiers du Sud*, nº 334, avril 1956, p. 348.

4. Outre le numéro des *Cahiers du Sud* déjà cité, les articles de : Blanchot, in la *Nouvelle Nouvelle Revue française*, juillet 1955; Barthes, in *Critique*, septembre-octobre 1955; Venaissin, in *Mercure de France*, octobre 1955; Robbe-Grillet, in *L'Express* de novembre 1955 à février 1956.

adhéré à ce que le présent comporte de véritablement original.

L'analyse n'est ni fausse ni vraie : ni fausse, car Cayrol en effet prend rang dans la lignée des moralistes chrétiens ; ni vraie, par ce que ses personnages romanesques ne sont pas *en-situation,* mais dans un état contraire au concept *en-situation.* L'ordre est futur, suggéré, mais non décrit. Le romancier se contente d'en projeter la possibilité dans un avenir qu'il s'interdit de connaître ou d'anticiper si peu que ce soit. L'essentiel est de faire naître cet « ordre en-situation » du contraire de l' « ordre en-situation », non d'un chaos, ni d'un néant, mais d'une sorte de vide originel, quelque chose de couleur neutre, une *table-rase.*

La *table rase* dans *Le Déménagement,* c'est un couple d'employés petit-bourgeois, comme il y en a des centaines de milliers d'exemplaires, le couple type-standard. *Le Voyeur,* de son côté, raconte l'histoire d'un autre type-standard, celui du commis-voyageur : Mathias vend des montres dans l'île où il a passé son enfance. Le trait commun au couple, ou plutôt à la femme du couple Cate, et à Mathias, c'est qu'ils vivent dans le temps du zéro absolu. Ce temps se confondrait avec le temps social, s'il n'était imposé par les objets. Mathias et Cate subissent ce temps et vont jusqu'à l'accepter ; il se clôt sur lui-même en effet ; il n'apporte rien de redoutable. Aussi la jeune femme, comme le vendeur de montres, s'efforcent-ils d'en boucher hermétiquement les issues, et d'empêcher un autre temps, le vrai temps humain, de faire irruption dans leur vie. L'histoire de leur défaite, comment par leurs efforts, qui s'accrochent au temps du vide, ils précipitent l'avènement de l'autre temps, telle est la trame de ces deux romans, l'intrigue, si l'on peut

dire. Les faits, les événements passent au second plan ; l'idéal serait même qu'ils disparaissent au profit des objets ; ceux-ci dessinent non une histoire, encore moins des états d'âme psychologiques ou pathologiques, mais un espace et un temps ; dans cet espace et ce temps, un vide se produit ; un enchaînement causal déterminé y devient possible, sans être absolument certain. Les choses sont les vrais protagonistes du drame ; elles tiennent la place qu'occupent les héros dans les romans de type classique ; elles quittent le rôle de décor dans lequel ceux-ci les réléguaient ; elles viennent sur le devant de la scène, y jouent une pièce qu'elles inventent, elles-mêmes, à mesure. Dans *Le Déménagement,* le personnage réellement actif, c'est le déménagement, dans *Le Voyeur* un crime possible, le viol et le meurtre d'une adolescente *peut-être,* mais non certainement, accompli par Mathias. C'est en passant par ces objets, devenus créateurs, que Cate et Mathias accèdent, ont des chances d'accéder à la dignité de la personne.

Avant le déménagement, avant le crime, disions-nous il n'y a rien sinon un couple standard ou un commis-voyageur standard. Le point de départ est aussi banal que possible : les personnages avec eux n'apportent rien d'intéressant ; dans le roman classique, au contraire, chez Balzac par exemple, les hommes, dès qu'ils apparaissent, se révèlent porteurs de virtualités dignes d'attention. Mais au fond il ne s'agit pas ici de point de départ. Il n'y a pas, comme chez Balzac, développement d'une personnalité à travers les péripéties de l'histoire. C'est tout ou rien : ou la création d'une vraie personne par les objets, ou la retombée dans un type standard dont, malgré le drame, il serait impossible de s'évader.

Le déménagement révèle Cate à elle-même : elle n'est plus le prototype de la petite-bourgeoise; le passé qu'elle croyait mort, remonte à la surface, son égoïsme, sa peur, ses lâchetés, sa dureté, ses trahisons. Mais ce n'est pas elle qui examine sa conscience. Le choc vient de l'extérieur, des mille détails d'un déménagement. Le rôle de Cate se borne à refuser ces révélations : elle voudrait rester ce qu'elle était, préserver sa vie, la calfeutrer le plus douillettement possible. Vains efforts évidemment. Il faut dire plus : efforts qui apportent ce que Cate redoutait le plus : la révélation des exigences terribles de l'amour. Pourquoi Cate fuit-elle le ménage de sa sœur Camille qui ne lui demandait qu'un peu de compréhension, l'abandon de son pharisaïsme, de son quant-à-soi? Ce premier signe ne l'acculait pas au don sans retour. Il fallait qu'elle marche encore et encore dans la ville, « dans un Paris d'hiver », comme le dit Cayrol, qu'elle aille jusqu'au bout de la détresse, de l'abandon, et puis — enfin! — qu'elle fasse le saut final dans le dénuement complet, en donnant le dernier bijou à un aventurier. Cate alors comprend la voix de Dieu dans celle d'un « expert » plus que louche, ancien séminariste par-dessus le marché : « Faut que ça s'use, la vie, faut que ça s'use », jusqu'au désespoir vrai, le désespoir qui ne ment pas, qui va jusqu'au suicide, mais qui, à la dernière minute, entend l'appel de l'amour.

Alain Robbe-Grillet, dans *Le Voyeur,* pousse le procédé bien plus loin, et surtout le dénude du halo poétique dont Cayrol se plaît — se complaît peut-être — à l'entourer. Avec ce halo disparaissent d'ailleurs les références spirituelles, plus exactement chrétiennes, qui, chez Cayrol, ne vont pas jusqu'à orienter la marche, mais en indiquent le véritable sens immanent. Le lecteur,

non averti et plus ou moins ancré dans l'habitude de chercher des significations aux choses et aux êtres, risque d'être dérouté par le récit fil à fil, si j'ose dire, des pérégrinations de Mathias à travers son île natale.

Peut-être une remarque s'impose-t-elle ; si le commis-voyageur n'existe qu'au degré zéro, ce n'est pas seulement à cause de la banalité de ses projets ; vendre le plus possible de montres dans un temps étroitement limité ; c'est surtout que des objets, une constellation d'objets déterminés, envoûtent le subconscient de Mathias. Celui-ci est annihilé par eux comme Cate l'est par son train de vie bourgeois. Mais les réactions du commis-voyageur, dans la première partie du roman, tendent à rejeter l'envoûtement, alors que la jeune femme s'évertue à prolonger ce qui la détruit en tant que personne. Mathias, il est vrai, ne peut revendiquer ce qui l'ensable : c'est la vision mi-onirique mi-réelle de quelques objets, plutôt quelques signes, (la corde, le dessin d'un huit, un pieu, un pilier, le nom d'une fillette qui d'ailleurs insensiblement change d'une fois à l'autre) qui, par leur entêtement à être réunis, évoquent l'image de meurtre après un viol. Le commis-voyageur essaie de se débarrasser de ces signes : son activité professionnelle précisément devrait les lui faire oublier quelques heures au moins, les quelques heures pendant lesquelles il parcourt l'île pour vendre des montres. L'occasion le sert bien : le bateau ne fait escale que peu de temps, l'île est assez étendue, le nombre de clients éventuels à toucher assez élevé. L'esprit de Mathias est occupé à calculer comment réaliser ce record ; tant de minutes de marche, tant d'arrêts de tant de minutes chacun. Le temps social dévore les apparitions oniriques et, semble-t-il, les réduit à néant. Mais elles reparais-

sent, cent fois plus terrifiantes, du fait qu'elles changent de nature et deviennent des objets, des objets qui arrêtent Mathias, le forcent à passer par eux. C'est l'affiche du cinéma sur laquelle un homme, « de stature colossale », étrangle une jeune fille. Mathias passe indifférent. C'est la passivité et la soumission de la serveuse du café. Ce sont mille détails qui, dans leur obstination à se répéter unis entre eux par un lien mystérieux et fatal, *font* le crime. Ils guettent qu'une lacune se produise dans le temps minuté de Mathias. Cette lacune, représentée dans le livre par une page blanche, est un creux où peut se loger un crime *probable*, très probable, mais non absolument certain. Une fatalité aveugle dirige Mathias, fatalité sans but qui, à aucun moment, ne tourne au destin. On l'assimilerait plutôt au hasard, à un hasard un peu particulier, à la fois têtu et indifférent, et qui trouve le moyen de se faire accepter par Mathias.

Le Voyeur, en effet, comme Cate, quoique beaucoup moins qu'elle, est complice de l'envoûtement. Pourquoi, par exemple, a-t-il découpé dans un journal le récit d'un viol ? Les circonstances du crime ne sont pas détaillées ; elles sont présentées de telle sorte que le lecteur est incité à réinventer ce qui est omis. Mathias en a été fasciné ; il a gardé la coupure.

Le crime commis, plus exactement la page blanche tournée, le commis-voyageur est pris dans un autre filet : il faut qu'il se prouve à lui-même et qu'il prouve à autrui qu'il n'est pas l'auteur du viol. Aussi son unique préoccupation est-elle, selon la très juste expression de Roland Barthes, « de renapper le temps, de lui retrouver une continuité qui sera l'innocence »[5]. Il n'y

5. Roland Barthes, « Littérature littérale », in *Critique*, nos 100-101, septembre-octobre 1955, p. 824.

parvient pas. L'obstacle est de nature objective : les mêmes objets — qui maintenant ne sont plus des signes, mais de vrais objets très résistants — s'entêtent à se présenter unis, joints. Cet entêtement dépasse — ou semble dépasser — la pure contiguïté de hasard; il s'établit entre eux un lien de causalité, et ce lien, c'est le crime.

Et la personne Mathias, que devient-elle dans cet envoûtement à deux phases par des objets ? Peut-on parler de conquête comme dan sle cas de Cate ? Y a-t-il un progrès entre le Mathias qui débarque dans l'île et le Mathias qui regagne le continent trois jours après ? A l'œil nu, il ne le semble pas : le commis-voyageur arrive envoûté par une vision qui se situe aux confins du rêve; il part se débattant contre cette même vision qui, dans l'espace romanesque, s'est épaissi, s'est objectivé, et, par le même mouvement, a acquis une dimension humaine, un temps humain où le crime, s'il y a crime, les objets, dans l'autre hypothèse, ont évaporé ce qu'il y avait d'onirique dans l'expérience de Mathias. Celui-ci a *vu* ses propres monstres projetés devant lui, et ainsi, il en est délivré. Il quitte l'île plus neutre encore que lorsqu'il y a abordé. Ce que suggère Robbe-Grillet c'est la fin d'un cycle fatal, entièrement fermé sur lui-même et qui ne s'ouvre sur rien. Il serait vain de chercher ici ne fût-ce que le vacillement des êtres et des choses qui précède l'aube. Robbe-Grillet a bien écrit le roman qu'il voulait écrire, un roman relevant du « nouveau réalisme » : « les choses y seront caractérisées par leur « présence », ce que l'on peut appeler leur pouvoir (et leur manière) d'être « là ». [...] Gestes et objets seront « là » avant d'être « quelque chose »; et ils seront encore là après, durs, inaltérables, présents pour tou-

jours et se moquant de leur propre sens, qui cherche en vain à les réduire au rôle d'ustensiles précaires entre un passé informe et un avenir indéterminé[6] ». La signification est récusée : seul importe la « présence ».

La question prend une portée plus générale. En art la présence n'est jamais que seconde, empruntant sa solidité, son immédiateté, sa puissance de choc aux procédés qu'emploie l'artiste. *Le Voyeur*, roman objectif, *littéral*, pour employer l'adjectif dont se sert Roland Barthes[7] dans le sens de « qui suit le mot à mot sans y chercher des significations plus ou moins profondes », est aussi, en même temps, une œuvre littéraire et, par surcroît, un chef-d'œuvre. Or la littérature toujours est formelle : elle recherche et utilise des moyens d'expression agencés en vue de produire un certain effet. En d'autres termes, elle a une pente, elle tend vers une ou plusieurs valeurs non sans doute forcément de nature psychologique, morale, sociale, métaphysique ou religieuse, mais du moins vers des valeurs esthétiques. Qui dit valeur, dit finalité, un but existe plus ou moins conscient : il dirige la main, la plume de l'artiste.

Robbe-Grillet écrit donc orienté par une fin : faire sentir la présence des objets dans leur immédiateté, puis « passer de l'ordre des objets à celui des événements par une chaîne patiente de réflexes purs, en évitant soigneusement les relais d'une conscience morale[8] ». Cette fin, bien qu'elle se veuille d'ordre strictement esthétique, a cependant un sens humain. Elle implique, disions-nous, le choix d'un ressort ; ce ressort est de nature métaphysique, c'est la fatalité : « Robbe-Grillet — écrit

6. *L'Express*, 17 janvier 1956.
7. Cf. Article cité, p. 823.
8. Barthes, Article cité, p. 822.

Bernard Dort — fige son roman, l'immerge dans un passé décidé d'avance, en fait l'instrument d'une fatalité intra-mondaine. *Le Voyeur* se clôt en roman janséniste[9]. »

Ce point de vue, semble-t-il, peut se dépasser. *Le Déménagement* indique la voie de ce dépassement. Il s'agit surtout de refuser les conditions sociales actuelles de l'incarnation des valeurs. Que ces conditions trahissent ces valeurs, que la morale, la politique, la métaphysique, la religion même, soient en porte-à-faux avec l'organisation de nos sociétés, la chose est évidente. La preuve, s'il en fallait une, serait dans le décalage entre la vie réelle et la littérature qui décalque cette vie ou essaie de l'informer par des valeurs précises et déterminées. Il faut déconditionner le roman, pour reprendre le mot de Roland Barthes[10]. *Le Déménagement*, comme *Le Voyeur* trouvent dans ce « déconditionnement » leur véritable finalité : le plus radicalement possible les deux romanciers veulent couper, et coupent, les attaches avec l'ordre menteur et ses aspirations radicalement faussées ; leur première préoccupation est un refus, un refus qui se choisit total. Mais Cayrol ouvre le refus à une espérance d'aube : l'homme peut se ressaisir, en tant que personne, à la pointe de son passage par les choses et par leur temps trop plein qui enlise la personne. Robbe-Grillet, au contraire, ne sort pas de ce temps des choses : il récuse un art qui poursuivrait un autre but que celui d'étaler des pièces à conviction dont la seule qualité sérieuse, évidente est d'être là. Ce parti-pris ferme l'œuvre sur elle-même : elle se suffit

9. Bernard Dort, « Tentative de description », in *Cahiers du Sud*, n° 334, p. 362.
10. Cf. Article cité, p. 826.

dans une intransigeance interne qui ne veut pas s'ouvrir. Elle devient un monde clos. Mais ce monde, pour subsister — le romancier s'en est-il aperçu ? —, prend une coloration spéciale, celle d'une sorte de fatalité blanche, neutre, à ras des objets et de l'homme. Nul dieu n'intervient ; aucune signification n'est perceptible : ce sont les choses elles-mêmes qui sécrètent « une clarté surprenante qui pénètre tout et détruit toute épaisseur »[11]. Cette clarté, Jean Cayrol en ferait le signe de l'amour, mieux encore sa manifestation, la seule manifestation possible aux hommes d'aujourd'hui ; et, au fond, les dernières lignes du *Déménagement* baignent dans une lumière de cette sorte, sans profondeur, comme la pointe de l'aube un matin d'été. Dans *Le Voyeur* rien ne s'annonce : le jour est égal à lui-même dans un espace immobile qui semble dévorer le temps, une sorte de plage déserte que les vagues viennent battre de leur flux et reflux aussi monotones qu'éternels. Mais sur cette plage, il y a un homme, Mathias. S'il est immergé dans la fatalité des choses, du moins prend-il conscience de cette fatalité ; il la juge en tant que telle, lui donne son vrai nom. Sans doute, Mathias n'esquisse aucun effort pour en échapper ; il n'applique sur elle aucune valeur extérieure ; il se contente de la vivre. Mais il la vit en être doué de conscience ; elle passe par son intelligence, par sa réflexion. Du coup, elle prend un visage moins inhumainement fermée : elle se manifeste par des relations capables d'être pensées par un homme, celle de la contiguïté qui tend à se transformer en celle, plus haute, de la causalité. C'est déjà l'ordre de l'esprit : il est le préalable indispensable de l'ordre de la charité. Si

11. Maurice Blanchot, « Notes sur un roman », in *Nouvelle Nouvelle Revue française*, juillet 1955, p. 105.

Le Déménagement fait comprendre la signification véritable du *Voyeur*, *Le Voyeur* pose peut-être les prémices dérisoires, mais absolument nécessaires, de la réconciliation entre le monde et l'homme : la conscience sans tricheries ni bavures de la fatalité dans laquelle nous vivons, mais qui, réfléchie par cette même conscience et projetée dans l'extériorité, devient, pour reprendre l'expression de Maurice Blanchot, une des « grandes dimensions de l'être »[12].

MARIE-JOSÈPHE RUSTAN.

12. Article cité, p. 111.

Bertolt Brecht l'exilé

Le monde des Lettres et particulièrement la littérature allemande viennent une fois encore d'être durement éprouvés. Après la mort de Thomas Mann, il y a tout juste un an, puis celle du poète Gottfried Benn, survenue en juillet dernier, la nouvelle de la disparition brutale, le 14 août dans la nuit, du dramaturge Bertolt Brecht nous consterne et nous frappe douloureusement. Certes, l'on savait depuis quelque temps déjà que le grand écrivain était sujet à des attaques cardiaques de plus en plus violentes et fréquentes. Mais que sa vie fût en danger, personne ne voulait y croire! Il avait dû récemment faire un court séjour dans une clinique de Berlin. Trop long, bien trop long séjour, à vrai dire, pour cet homme que dévorait la passion du théâtre, qui fut et qui restera l'unique rénovateur de la scène dans cette première moitié du vingtième siècle. Le reconnaîtra-t-on, enfin, maintenant qu'il n'est plus des nôtres sur cette terre? Les querelles, les polémiques, les calomnies, presque toutes d'origine politique, s'arrêteront-elles, s'apaiseront-elles autour de ce qui seul nous reste de l'homme : le souvenir que nous en avons, sa parole franche et mesurée, son sourire, sa générosité, son besoin de compréhension et de fraternité, les qualités

profondes de son hospitalité, de son accueil, sa volonté de paix et de bonheur pour tous les hommes, tout cela qu'il nous lègue dans une œuvre dont nous n'avons pas fini de découvrir les richesses ? Admettra-t-on aujourd'hui, au delà du parti pris politique qui a tant de fois conduit à des erreurs de jugement, que Bertolt Brecht fut et restera notre plus grand auteur dramatique contemporain ? Brecht est mort. Il venait d'avoir cinquante-huit ans. Un arrêt du cœur, au soir d'une journée de travail, et l'auteur de *Mère Courage* n'est plus.

L'homme et l'œuvre

Moi, Bertolt Brecht, je suis des forêts noires.
Ma mère me porta dans les villes
Lorsque j'étais encore dans son sein. Et le froid des forêts
Sera en moi jusqu'à ma mort.

Né en 1898 à Augsbourg en Bavière, Bertolt Brecht fait des études de médecine à Munich. Il est fils d'une famille aisée, comme il l'avoue dans l'un de ses tout premiers poèmes. Son père était fabricant et marchand de papier :

J'ai grandi comme fils
De gens qui ont du bien...
Mais lorsque je fus grand et que je regardai autour de moi
Ne me plurent ni les gens de ma classe
Ni le commandement ni l'obéissance
Et je quittai ma classe et je m'associai
A des gens inférieurs.

Pendant la première guerre mondiale, il est envoyé, à titre d'infirmier, dans un hôpital de l'arrière. Il y compose ses premiers « songs », ses « Moritaten ». La

guerre terminée, on le retrouve à Munich dans les cabarets fréquentés par les poètes et les artistes de l'époque, les « faux-durs » et les incorrigibles d'alors. Il y chante, en s'accompagnant de la guitare, des chansons violemment antimilitaristes et raconte la *Légende du soldat mort* :

Et lorsque la guerre, dans son cinquième printemps
N'offrit plus aucune perspective de paix,
Alors le soldat en prit son parti
Et mourut la mort du héros.

De la même époque — Brecht vient d'avoir vingt et un ans — date sa première pièce, *Baal,* fortement influencée par l'école expressionniste, mais qui donne aussi la réplique au drame national-socialiste, *Le solitaire,* de Hanns Johst. Le héros clame son mépris de la société dans des chansons à boire qui rappellent étrangement les poèmes des *Sermons domestiques.* Brecht est déjà un auteur à scandales!

Sa troisième pièce, après *Baal* et *Dans l'épaisseur des villes,* remporte le prix Kleist en 1922. *Tambours dans la nuit,* montée à Munich au théâtre de poche de Falckenberg, est l'histoire du retour au pays du soldat, après une guerre perdue et l'épreuve de la captivité. Le monde qui l'accueille est celui de l'insouciance, de la débauche et de la révolte. Il ne peut y opposer que le cynisme et le sarcasme. Le mépris reste sa seule arme valable.

Mais la nuit de Weimar a sonné. Le jeune écrivain Bertolt Brecht « monte » à Berlin. La gloire l'y attend en même temps que l'annonce d'une ère nouvelle : le marxisme trouve en lui un disciple fervent. Jamais, à un seul moment de sa vie, il ne répudiera la leçon des maîtres du socialisme, à laquelle il consacrera la meil-

leure part de son génie et de son œuvre. Le dogme politique le sauvera de l'anarchie. Pacifiste, honnête homme, il refusera cependant de se plier à la discipline d'un parti. L'intolérance, l'étroitesse d'esprit, le carcan du « drill » politique lui feront toujours horreur. Il est l'homme épris de liberté qui réussira, presque toujours, à sauvegarder son indépendance d'écrivain, tout en acceptant les risques du pari.

Homme pour homme, L'opéra de quat'sous, enfin, cinq ans avant l'avènement du national-socialisme, consacrent le talent du dramaturge et du poète.

1933. Brecht est l'auteur de quatorze pièces de théâtre. Il prend le chemin de l'exil qui le conduira au Danemark, en Suède, en Finlande, en France, à Moscou puis en Californie, et qui, jusqu'à sa mort, n'aura pas de fin. Il livrera de la copie à Hollywood, pour ne pas mourir de faim :

Chaque matin, pour gagner mon pain,
Je vais au marché où l'on vend des mensonges.
Plein d'espoir,
Je me range aux côtés des vendeurs.

Mais de l'exil, il rapportera en 1948 les œuvres qui lui assureront une gloire nouvelle : *Mère Courage, Galileo Galilei, La bonne âme de Sé-Tchouan, Le cercle de craie caucasien, Maître Puntila.* Il séjourne en Suisse aux frontières de son pays, mais l'Allemagne occidentale s'oppose à son retour. Bertolt Brecht se tournera alors vers l'autre moitié de cette patrie qu'il n'a jamais reniée. Et elle l'accueille triomphalement. Avec sa femme, Hélène Weigel, l'admirable compagne et l'unique interprète de *Mère Courage,* de *Mère Carrar,* il créera et dirigera le « Berliner Ensemble » jusqu'à sa mort. Il faudra dire un jour ce que fut cette école dra-

matique de Berlin-Est pour les acteurs, les metteurs en scène, les jeunes auteurs d'Allemagne et d'Europe. Grâce à elle, ce n'est pas seulement l'œuvre de Bertolt Brecht qui continue, mais une nouvelle conception du théâtre — à laquelle Brecht a donné le nom de « théâtre épique » — qui s'affirme et caractérisera définitivement le genre dramatique du vingtième siècle.

L'ÉTERNEL EXIL

Brecht n'est plus. Mais son œuvre commence, enfin, à vivre. Du moins à l'Ouest, dans ces pays occidentaux, ces « pays du capitalisme », comme il les appelait lui-même. Il ne suffit pas que de l'Est la presse et les officiels lui rendent hommage dans des communiqués ou par l'envoi de télégrammes. Il faudrait qu'à Moscou, à Bucarest, Budapest, Prague, Péking, et autres capitales du bloc oriental, l'œuvre de Brecht soit jouée, tout comme elle l'est à Paris, à Londres, à New-York. N'est-il pas paradoxal que cet écrivain qui depuis 1930 s'est recommandé du socialisme et du marxisme, ne trouve écho que dans les pays en conflit avec ces principes? En fait, Brecht, dès 1930 et jusqu'à l'heure de sa mort, a éé un exilé, un banni. L'Allemagne qu'il a retrouvée en 1948 ne fut, en définitive, que sa dernière terre d'exil, après tant d'autres et un périple qui dura quinze ans. Certes, cette Allemagne lui offrit-elle les moyens de s'exprimer, de faire école, d'expérimenter. Mais à quel prix. A celui, quelquefois, du silence et souvent du compromis. Le pari, conclu en 1930, s'est transformé en contrat. Ce contrat, lui-même, en une série de compromis. L'œuvre connaît toujours deux éditions, l'une ori-

ginale destinée à l'Occident, l'autre susceptible de remaniements, de rectifications, de corrections destinée à l'Allemagne de l'Est... Depuis son retour en Allemagne, Brecht n'a rien produit d'essentiel ni au théâtre, ni en poésie. L'auteur dramatique s'est éteint à la fin de la seconde guerre mondiale, le poète aux alentours des années 1930. Tel est le drame des dernières années vécues par Bertolt Brecht. L'option première l'a conduit à une impasse. L'amertume, la douleur, le scepticisme sont inscrits sur le masque de l'écrivain qui n'a pas su trouver, ou auquel on n'a pas voulu accorder le repos et la quiétude du havre. Même, pour ses obsèques, on ne respecta pas ses dernières volontés. Cette parodie, cette mise en scène qu'il avait autrefois si violemment critiquées, elles ne lui ont même pas été épargnées : son cercueil, recouvert du drapeau aux couleurs nationales, est porté jusqu'à la fosse par des officiers en uniforme, entre deux rangées de soldats de l'Armée populaire présentant les armes!

Et malgré tout, Brecht a toujours su placer la fraternité au premier plan de ses préoccupations. Récemment encore, dans une lettre adressée à M. Gerstenmaier, président du Bundestag, mais sur laquelle l'Allemagne occidentale a fait le silence le plus complet, Brecht condamnait le réarmement des *deux Allemagnes*. Il rappelait que Carthage, après sa première guerre, était encore une puissance, qu'après sa seconde guerre, elle était encore habitable, qu'après sa troisième guerre, elle avait totalement disparu de la carte. Il avait profondément conscience du drame de l'Allemagne divisée et il en souffrait. Il n'aura pas eu la joie de voir son pays réunifié et pacifié. Il emporte dans sa tombe le secret de ses démarches, de ses sacrifices, de ses options

calomniées par une partie de son peuple. Que valent tous les articles publiés en sa mémoire — et que vaut celui-ci ? Chaque ligne ne risque-t-elle pas de trahir l'œuvre et la pensée de l'écrivain, le caractère de l'homme ? Brecht est mort. Il nous reste cette fresque immense, où drames et poèmes s'incrustent comme des pierres parfaitement cimentées dans un édifice inébranlable, qui nous raconte l'histoire d'un demi-siècle de vie allemande, de telle sorte qu'elle ne peut et ne pourra jamais nous être étrangère. Que les vers de ce grand poète nous donnent enfin raison à méditer :

Et pourtant nous savons bien :
La haine contre l'ignominie
Elle aussi défigure nos traits.
La colère contre l'injustice
Elle aussi rend rauques nos voix. Hélas nous
Qui voulions préparer la terre pour l'amabilité
Ne pûmes être aimables nous-mêmes.
Mais vous, quand les temps seront mûrs
Quand l'homme sera un soutien pour l'homme,
Souvenez-vous de nous
Avec indulgence.

René Wintzen.

Un centenaire musical négligé : Robert Schumann

L'abondance de célébrations et d'inventaires est un des caractères de notre temps ; c'est aussi le signe des civilisations qui sont à bout de souffle. Si nous faisons fiévreusement les inventaires de nos trésors, c'est que nous commençons à les mesurer et que nous ne sommes plus sûrs de les augmenter ; c'est peut-être aussi que nous devinons des temps nouveaux qui déjà s'annoncent, mais dont nous ne savons pas ce qu'ils nous préparent ; le vertige devant l'inconnu est un autre aspect de la civilisation et de la culture très raffinée : le snobisme ici ne peut faire illusion. Le snobisme d'ailleurs s'empare de tout ce que le calendrier lui offre. En ce moment il lui offre un prétexte d'une rare envergure : Mozart. N'en médisons pas trop d'avance. Quand cette année 1956 touchera à sa fin avec toutes les célébrations du bi-centenaire, nous essayerons d'y voir clair. En attendant il faut bien remarquer que le bi-centenaire de l'enchanteur de Salzbourg fait ombrage à un centenaire que j'aurais voulu plus important, celui de Robert Schumann.

Il ne semble pas que les innombrables amateurs de sa célèbre (et géniale) « Rêverie » aient pris mesure de sa véritable personnalité musicale. Au point de vue de

la stricte chronologie les œuvres de Robert Schumann se situent entre celles de Schubert et celles de Brahms. Mais la filiation spirituelle est beaucoup moins claire. Schubert, c'est le classique parmi les romantiques. Brahms, lui aussi, se sent classique et son *credo* esthétique l'est, malgré son tempérament romantique. Schumann, c'est le romantique pur, celui dont tous les artistes de cette ère ont rêvé, le mystique, le poète des sons (Tondichter), l'inadapté à la vie d'ici-bas, le citoyen de deux mondes. Sa première œuvre publiée, les belles variations pour piano sur le thème d'Abegg (*la-si bémol-mi-sol-sol*, — mystique des notes!), tout en étant de l'authentique Schumann, n'annoncent pas moins Chopin et Brahms... Que se passa-t-il lorsqu'un peu plus tard, Schumann connut Frédéric Chopin, lorsqu'il entendit sa musique? Plus jamais dans ses œuvres on n'entendit ses accents à la Chopin... Lorsqu'il fit la connaissance du jeune Brahms, tout auréolé de la gloire du printemps, alors qu'il sent déjà, lui, les premières atteintes du mal dans lequel il sombrera, il écrit dans son Journal, en guise de commentaire, ces deux mots : « Un génie ». Mais que se passa-t-il au fond de lui? Jamais plus on n'entendra dans ses œuvres ces accents brahmsiens qui frappent dans les premières compositions de piano.

Pour retrouver des ancêtres musicaux à Robert Schumann, il faut remonter au delà de Schubert, et même au delà de Beethoven et de Mozart (avec ce dernier il partagea un curieux et admirable sens de la perfection de facture, du goût au sens de Debussy : « D'autres avaient du génie, mais Mozart avait aussi du goût »). Il faut remonter jusqu'à Wilhelm-Friedemann Bach. Il est très peu probable que Schumann ait connu les œuvres de celui-ci. Mais il est certain qu'il lui ressemble comme un frère. Deux tempéraments essentiellement pianistiques, s'attachant aux petits tableaux lyriques ou psychologiques-littéraires (petits au seul point de vue de la

dimension extérieure, mais d'autre part profonds). Deux improvisateurs sur le clavier, deux tempéraments de feu, inadaptés au monde extérieur, incapables de se plier à des fonctions du métier musical, poursuivant au-dedans d'eux le rêve plus beau que la réalité. On retrouve également chez les deux musiciens la même science de la polyphonie vocale au service de la passion. Il y a des recoupements plus précis encore, plus surprenants aussi. Une certaine couleur de l'harmonie, une certaine allure, une certaine orientation de la modulation à près d'un siècle de distance. Lorsque le monde musical connaîtra enfin les œuvres de Friedemann, il fera le rapprochement. Il constatera que les deux musiciens connurent chacun une période extrêmement féconde de quelques années : dans les deux cas, ce fut pendant le séjour à Dresde.

Et justement, ce centenaire Schumann aurait pu s'attacher à remettre en lumière la science de la polyphonie vocale de ce musicien, trop facilement étiqueté comme un génie pianistique qui a aussi écrit des lieder. J'aurais voulu que le centenaire Schumann soit l'occasion de nous faire entendre (et — pourquoi pas — d'enregistrer) ces pages admirables et totalement inconnues du monde musical que sont *Le Paradis et la Péri,* le Motet *Verzweifle nicht* le *Requiem pour Mignon, Le pèlerinage de la Rose,* la *Messe,* le *Requiem,* les opéras *Genoveva* et *Faust*. Sait-on seulement que sur les cent quarante-huit numéros d'opus de Schumann, trente-sept sont des œuvres de polyphonie vocale? On a dit (et on écrit) de ses compositions à plusieurs voix qui datent presque toutes de la période de Dresde qu'elles étaient antichorales! Ne faisons de peine à personne, même légère; nous voulons croire qu'à mesure que l'on connaîtra vraiment ces œuvres cette opinion rejoindra celle de Jean-Jacques Rousseau sur la musique, cet art qui consiste à « assembler les sons d'une manière agréable à l'oreille »... Certes, la polyphonie schumannienne est

instrumentale, comme celle de Friedemann Bach (et de pas mal de génies de l'âge baroque, ne l'oublions pas!) ; chez Schumann, elle est intimement liée à la polyphonie pianistique, comme elle était liée à la polyphonie de l'orgue chez Jean-Sébastien Bach ; mais cela n'empêche aucunement ces œuvres chorales de sonner merveilleusement bien ; cela rend seulement plus ardue leur parfaite exécution [1].

Qu'on pardonne l'enthousiasme de celui qui écrit cela en écoutant l'inoubliable ballade de Burns *à sa douce Jean* opus 55, n° 3. Il se souvient que l'abondance des productions chorales s'explique par le fait que Robert Schumann prit à Dresde la succession de Ferdinand Hiller à la direction de cette *Liedertafel* (association chorale d'amateurs) sur laquelle il put éprouver toutes ses œuvres. Antichorales, ces pages nées au milieu des répétitions d'une chorale d'amateurs ? Antichorales, ces pages qui enthousiasmèrent les mélomanes du cru, malgré les médiocres qualités de chef de leur auteur ?

Évidemment ces pages sont nées du lied, l'autre pôle d'attraction de Schumann, avec le piano. Ce sont — au sens le plus rigoureux du terme — des lieder pour chœur. On retrouve toutes les caractéristiques du lied dans le souci du compositeur d'exprimer les moindres nuances du texte, de créer une atmosphère lyrique. Jamais cependant ce souci ne dégénère en mosaïque, l'unité des œuvres reste évidente, primordiale. Tout autant que leur variété. Depuis la vieille chanson populaire, en passant par la polyphonie aux teintes renaissantes, jusqu'aux grandes pages épiques, tout s'y rencontre. Les œuvres chorales de Schumann sont, comme

1. On en admire d'autant plus les fondus obtenus dans l'enregistrement des chœurs à quatre voix op. 55, 59, 67, 75, 145, 146, et des doubles chœurs de l'op. 141 par Marcel Couraud avec l'Ensemble Vocal de Stuttgart, qui est en train de se classer au premier rang international des formations du genre (Discophiles français DF 80).

celles de Schubert et de Brahms, tout un monde; plus que celles des deux autres musiciens, elles sont un monde à part. On nous permettra d'avouer une tendresse toute particulière pour les quatre chants à double chœur de l'opus 141; ils appartiennent aux grands chefs-d'œuvre de la musique. Non que le double chœur ait ici la même fonction que dans la polychoralité italienne ou française; jamais les masses ne s'opposent architecturalement; le double chœur permet à Schumann de raffiner les harmonies et l'expression lyrique; c'est ici que s'annonce le plus clairement l'œuvre du jeune Arnold Schönberg, celui de la *Verklärte Nacht* et des *Gurrelieder*.

Friedemann Bach — Robert Schumann — Arnold Schönberg! Voilà une nouvelle ligne d'or assez surprenante, assez secrète, mais bien belle, et combien riche en découvertes, — que nous doit encore l'année 1956, qui n'est pas seulement l'année Mozart, mais aussi l'année Schumann!

CARL DE NYS.

LES ÉTUDIANTS DES PAYS DE L'EST CONTRE LA *SCOLASTIQUE* COMMUNISTE

L'un des aspects les plus surprenants de la situation actuelle des démocraties populaires est l'opposition manifestée par les milieux d'étudiants à l'encontre des régimes communistes. Dans tous ces pays — et notamment en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie —, les étudiants se sont placés à l'avant-garde du mouvement en faveur de la « démocratisation », né à la suite des décisions « anti-Staline » du XX[e] congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. Notons que dans la lutte pour la « libéralisation » de l'enseignement — et non pas seulement de l'enseignement — nous trouvons dans la plupart des cas, les professeurs aux côtés des élèves. Il ne s'agit point d'une révolte anarchisante des étudiants contre toute autorité et contre toute discipline : professeurs et étudiants semblent être d'accord pour réclamer la suppression de la tutelle doctrinaire, imposée aux universités, en 1950, par les bureaucrates du Parti. C'est une révolte contre la nouvelle scolastique et contre l'embrigadement — selon les meilleures traditions des pays de l'Est où les Universités (pensons à celles de Belgrade, de Prague, de Bucarest) étaient toujours à la pointe de la bataille pour les libertés.

Raidissement en Tchécoslovaquie.

C'est en Tchécoslovaquie que l'opposition estudiantine à l'endoctrinement « stalinien » s'est manifestée en premier lieu et avec le plus de vigueur. Un « Document », publié par le comité central du Parti en avril dernier au sujet du développement de l'enseignement supérieur, a

suscité dans toutes les universités du pays, notamment celles de Prague et de Bratislava, de violentes contradictions. En effet, tout en faisant quelques concessions aux revendications émises par les maîtres et par leurs élèves — transformation partielle d'un certain nombre de cours obligatoires en cours facultatifs ; rétablissement de plusieurs laboratoires de recherche fonctionnant dans les universités —, la direction du Parti s'est refusée à toute réforme d'ensemble.

Or, c'est une telle réforme : la *restitution des libertés académiques,* supprimées en 1950, qui était l'objet principal des réclamations estudiantines. Dès le 29 avril, l'organe officiel de la Jeunesse tchécoslovaque, *Mlada Fronta*, rendit compte d'une réunion tumultueuse, tenue deux jours auparavant et au cours de laquelle — en présence du président de l'Union Internationale des Étudants — les représentants de plusieurs universités avaient violemment pris à partie le ministre de l'Éducation, Frantisek Kahuda. Parmi les revendications formulées par les orateurs, citons les suivantes : suppression des cours obligatoires ; réduction des heures de classe ; amélioration des cours de marxisme-léninisme, qui seraient faits généralement « dans un esprit dogmatique et non persuasif ».

C'était là le signal d'une agitation qui s'est intensifiée au cours de tout le mois de mai, en prenant ici et là des formes violentes. Au fur et à mesure que la bataille pour la restitution des libertés académiques se développait, les revendications devenaient plus radicales, débordant le cadre universitaire. Ainsi, les étudiants manifestant à Prague et à Bratislava allèrent jusqu'à réclamer la liberté de la presse et de l'organisation des partis, ainsi que la suppression du brouillage des radios étrangères.

Or, la direction du parti communiste tchécoslovaque — tout en faisant une fois de plus quelques concessions mineures — opposait une fin de non recevoir totale à ces

exigences. Le vice-président du conseil Kopecky, dans un discours prononcé le 13 juin à la conférence générale du parti, repoussa toute revendication visant à la suppression de l'enseignement marxiste-léniniste ainsi que du caractère obligatoire des cours. Kopecky — tout comme le ministre de l'Éducation, Kahuda, qui précisa sa position le 26 juin — rejeta la responsabilité pour le mouvement estudiantin sur les « éléments réactionnaires » qui avaient réussi à s'infiltrer dans les universités.

En effet, selon le ministre, le nombre des étudiants de souche ouvrière ou paysanne (42,5 % en 1956) a diminué au cours des dernières années par rapport à celui des étudiants d'origine bourgeoise. Il suffirait donc, d'après M. Kahuda, de renforcer la « sélection de classe » au sein des universités, de rétablir le *numerus clausus* en vigueur au cours de 1949-1952, pour « assainir » l'atmosphère des universités. Cependant, ce raisonnement paraît spécieux, car d'après des informations dignes de foi, des étudiants « de souche populaire » et des professeurs communistes figuraient parmi les plus ardents protagonistes des récentes manifestations.

Importantes concessions en Pologne.

Il est intéressant de noter que les dirigeants polonais semblent avoir pris, face à ce problème délicat, une attitude sensiblement différente de celle de leurs collègues tchécoslovaques. Et ceci, en dépit du fait que le monde estudiantin polonais — si l'on fait abstraction des élèves de l'École Polytechnique de Poznan qui auraient joué un rôle prépondérant dans les désordres du 28 juin — ait manifesté son désir de renouveau d'une manière plus pondérée que les Tchécoslovaques. Quoi qu'il en soit, le ministre polonais de l'Éducation supérieure, Stefan Zolkiewski, a annoncé, au cours d'une interview accordée le 16 juin au journal *Vie de Varsovie* qu'une « réforme profonde du système universitaire serait prochainement

effectuée en Pologne ». Le projet de Zolkiewski prévoit le renforcement des droits et l'accentuation du rôle des recteurs et des doyens des facultés lesquels seront à l'avenir élus par le corps enseignant et non plus nommés par le gouvernement ; le renforcement des prérogatives des conseils universitaires auxquels sera confiée l'élaboration des plans d'études. Enfin, après avoir affirmé qu'un des objets de la réforme envisagée est de rompre avec la méthode dogmatique d'enseignement « imposée par les hautes sphères », le ministre a annoncé que les étudiants polonais seraient autorisés désormais à « acheter librement à l'étranger des livres et des instruments d'études ».

La Hongrie au carrefour.

Les revendications émises par les maîtres et les élèves des Universités hongroises sont en tout point semblables à celles de leurs collègues de Tchécoslovaquie ou de Pologne. Elles ont été formulées d'abord avec violence au cours des fameuses réunions du « Cercle Petöfi » — fréquentées en majorité par des étudiants — avec une prudente fermeté ensuite par le doyen de la Faculté d'Histoire de l'Université de Budapest, le professeur Zoltan Toth, dans le journal du Front populaire, *Magyar Nemzet* du 23 juin.

L'article de Toth est d'autant plus intéressant qu'il permet de comprendre certaines des raisons pour lesquelles les étudiants — il y a quelques années encore enfants choyés du nouveau régime — se retournaient contre lui. En effet, à première vue, il paraît étonnant que les communistes aient perdu du terrain dans les universités, après avoir fait un si grand effort en vue de les développer. Ainsi, en Hongrie, les amphithéâtres de l'enseignement supérieur y reçurent, dès 1951, quatre fois plus de jeunes gens (32.000 au lieu de 8.000) que pendant l'année scolaire qui précéda la guerre et 57 %

d'entre eux étaient de « bonne origine » (fils d'ouvriers et de petits paysans). En Pologne, le nombre des écoles supérieures est passé de 28 à 85 (dont la plupart naturellement des écoles techniques) ; un grand nombre d'instituts de recherche furent créés dans tous ces pays et les crédits affectés aux bourses d'études furent augmentés d'année en année.

Mais alors, pourquoi maîtres et étudiants se plaignent-ils ? M. le professeur Toth répond à cette question en déplorant la « baisse catastrophique du niveau de l'enseignement supérieur ». En fait, dit-il, l'université a perdu, en Hongrie, sa fonction de pépinière des activités scientifiques. Elle s'est transformée en une sorte de vaste « école secondaire supérieure ». Cette dégradation serait due, en tout premier lieu, à la généralisation du système des cours obligatoires et à la « politisation » de l'enseignement. L'étudiant a perdu un de ses droits traditionnels : celui de choisir parmi plusieurs cours celui qui lui convient. A cette contrainte s'ajoute l'obligation de fréquenter des cours supplémentaires de marxisme-léninisme faits en général d'une manière mécanique, par des professeurs improvisés. Ainsi, en Hongrie, le plus grand théoricien marxiste du pays, Georges Lukàcs, dont les cours étaient très fréquentés, s'est vu, en 1949, retirer sa chaire et un personnage médiocre a été nommé à sa place. En fin de compte, selon le professeur Toth, les étudiants « sont tellement occupés qu'il ne leur reste pas de temps pour travailler sérieusement ». Ils n'ont pas le loisir de lire autre chose que des résumés succincts. Quant aux professeurs, ils sont surchargés de travail administratif et doctrinal et perdent tout contact avec les activités scientifiques. Et ils voudraient retrouver leurs nombreux collègues qui, au cours des années précédentes, ont été les victimes des purges staliniennes.

C'est donc avant tout contre la baisse du niveau de l'enseignement provoquée par la « soviétisation » des Universités, que se dirigent les protestations estudian-

tines dans les pays de l'Est. Elles visent à rendre aux Universités de Budapest, de Prague, de Varsovie, leur ancien lustre dont le souvenir reste vivant. Même dans la Hongrie de Horthy, pourtant bien rétrograde, l'Université a su demeurer — à quelques rares exceptions près — une citadelle du libéralisme et de la recherche scientifique désintéressée.

On comprend bien la nervosité des dirigeants communistes devant toutes ces critiques et ces revendications : elles émanent de l'élite, de cette « nouvelle *intelliguentsia* » sans l'accord de laquelle la technocratie communiste n'a pas d'avenir. Le conflit qui oppose les étudiants aux régimes communistes n'est ni moins grave ni moins significatif que l'antagonisme récemment constaté entre ouvriers et Parti, et celui permanent, existant entre le Parti et les paysans.

FRANÇOIS FEJTÖ.

ACTUALITÉ DE GOGOL

L'auteur du *Réviseur* et des *Ames mortes* était-il un réaliste ? Voilà une question qui est l'objet de nombreux débats dans les milieux littéraires soviétiques. Nina Gourfinkel, dans l'excellent petit livre qu'elle vient de consacrer à Gogol[1], cite un fameux critique soviétique selon lequel « Gogol ignorait tout de la réalité russe de son époque ». En effet, en dehors de Pétersbourg, « dont il fit une fantasmagorie », et de son Ukraine natale,

1. Collection « Les grands dramaturges », aux éditions de l'Arche.

« dont il a retenu seulement le folklore poétique », Gogol n'avait séjourné en province que huit jours, et encore par hasard.

Mais s'il est vrai que Gogol ne connaissait pas son pays et ses habitants, il n'est pas moins vrai — et c'est le mérite de Mme Gourfinkel de l'avoir brillamment démontré — qu'il avait inventé la Russie de son temps, cette Russie bureaucratique militarisée, telle qu'elle était effectivement, telle qu'elle est, en substance, toujours. Aussi, le grand critique russe du XIX[e] siècle, Biélinski, a eu bien raison de proclamer Gogol « poète de la vie réelle ». Gogol était réaliste au même titre que Balzac, Stendhal ou Franz Kafka, ou, en peinture, Goya et Daumier; réaliste poète, imaginatif, créateur, qui sut faire apparaître à travers des images de la réalité immédiatement perceptible, une réalité plus profonde, troublante, souvent fantastique.

En fait, les écrivains et critiques soviétiques sont fascinés par Gogol. Malenkov lui-même, dans son curieux discours d'octobre 1952, le leur proposait comme un modèle à suivre. Mais peut-on faire aujourd'hui du Gogol? Quel accueil le public de Moscou réserverait-il à présent, malgré tout le « dégel » artistique et toute la campagne anti-bureaucratique commandées en haut lieu à un écrivain qui raillerait avec une cruauté toute gogolienne les agissements des bureaucrates contemporains —, ces secrétaires du parti : gouverneurs de province, juges et inspecteurs qui tremblent devant les « réviseurs » actuels qu'on appelle contrôleurs... « Il n'existe personne au monde qui n'ait quelques péchés sur la conscience », fit dire Gogol à son gouverneur tout prêt à faire son auto-critique. « C'est Dieu lui-même qui a voulu cela. » Remplaçons le mot Dieu par le nom de Staline; l'église — où le gouverneur est fier d'aller tous les dimanches —, par les réunions du parti et nous serons en pleine actualité... Tout comme à l'époque de Gogol — l'abus du pouvoir, la tyrannie locale, ne sont-

ils pas au cœur même de la réalité russe? Quant à l'accueil réservé par le public d'il y a cent vingt ans, au chef-d'œuvre dramatique de Gogol, un témoin, Annenkov, nous en a laissé une description savoureuse : « Témoin de cette première représentation, je me permettrai de dire ce que fut la salle de ce théâtre durant les quatre heures du spectacle le plus remarquable qu'elle ait vu.

« Dès la fin du premier acte, la perplexité était sur tous les visages, comme si personne ne savait ce qu'il fallait penser de la pièce. Cette perplexité s'accrut d'acte en acte. Il n'y eut presque pas d'applaudissements. En revanche, on suivait les nuances de la pièce avec une attention, une application crispée, parfois dans un silence de mort qui montraient que le cœur des spectateurs était passionnément captivé par ce qui se passait sur la scène. A la fin de l'acte, la perplexité se mua en une indignation quasi générale que le cinquième acte porta à son comble [...] La voix unanime du public sélect déclarait : C'est invraisemblable, c'est une calomnie, une farce... »

« Vous calomniez la réalité soviétique » : voilà le reproche que l'on a vu bien souvent adresser par les critiques de la *Pravda* à des auteurs qui prenaient à la lettre les appels officiels qui les invitaient à faire du « vrai réalisme » ...

En relisant Gogol, on est frappé par la permanence de certains traits de la société russe. Et c'est justement cette actualité de Gogol qui embarrasse le plus ceux des soviétiques qui se penchent sur son œuvre. Entre Gogol et le présent, il y a pourtant révolution, collectivisation, industrialisation, suppression de l'analphabétisme, implantation du marxisme. L'appareil du tsarisme a cédé la place à un nouvel appareil formé en majorité de gens du peuple. Les fils d'aristocrates ont été remplacés par des fils de contremaîtres. Mais on a l'impression que seuls les acteurs ont changé, les rôles sont restés identiques. Quoi de plus actuel, de plus russe, que ce tri-

cheur malgré lui, ce Khlestakov qui — pris pour un réviseur — finit lui-même par se prendre au sérieux et raconte n'importe quoi à ces provinciaux crédules :

KHLESTAKOV : Je fréquente les cercles littéraires. Intime avec Pouchkine. Il m'arrive souvent de lui dire : « Alors mon vieux Pouchkine?... — Eh bien, mon vieux, répond-il parfois, qu'est-ce que tu veux, ça va, il faut bien que ça aille. Un grand original.

ANNA : Alors vous écrivez aussi? Comme cela doit être agréable d'être auteur. Vous publiez sans doute dans des revues?

KHLESTAKOV : Oui, dans des revues aussi. Mais mon œuvre est déjà considérable, j'ai beaucoup écrit : *Le Mariage de Figaro, Robert le Diable, Norma.* Je ne me rappelle même pas les titres. Et tout cela par occasion; je ne voulais pas écrire, mais la direction d'un théâtre me demande : « Je t'en prie, mon cher, écris-nous quelque chose. » Je lui dis : « Soit, puisque tu y tiens, mon cher. » Et sur-le-champ, en une seule soirée je crois, j'ai tout écrit, ébloui tout le monde. J'ai une grande facilité d'imagination, tout ce qui a paru sous le nom du baron Brambéousse, de Manon Lescaut, du Télégraphe de Moscou, tout cela est de moi.

ANNA : Comment, le baron Brambéousse, c'était vous?

KHLESTAKOV : Naturellement. Je leur corrige à tous leurs articles. L'éditeur Smirdine me donne pour cela 40.000 roubles.

ANNA : Mais alors, *Robinson Crusoé*, c'est aussi de vous?

KHLESTAKOV : Parfaitement.

ANNA : Je l'ai tout de suite deviné.

MARIA : Mais maman, sur le livre, c'est écrit que c'est un Anglais.

ANNA : Voilà, j'étais sûre que même là tu trouverais moyen de discuter.

KHLESTAKOV : Oui, oui, c'est vrai, c'est d'un Anglais. Mais il y a un autre *Robinson Crusoé*. Celui-là est de moi.

ANNA : Alors c'est sûrement le vôtre que j'ai dû lire. Comme c'est bien écrit.

Aujourd'hui, Khlestakov dirait que c'est lui qui a inventé la radio et la télévision, le phonographe, la pénicilline et les hélicoptères. « J'ai même dirigé une fois tout un département au ministère », dirait-il. « Chose curieuse, le directeur était parti, mais où, l'on n'en savait rien. Naturellement les propos vont leur train. Comment, qui doit le remplacer ? Plusieurs généraux se présentent mais dès qu'ils se trouvent à pied d'œuvre, ils renoncent : non, c'est trop compliqué. A première vue cela semble très facile, mais en y regardant de plus près, c'est à y perdre la tête. Voyant qu'il n'y a rien à faire, on s'adresse à moi. Immédiatement, dans la rue, des estafettes, des estafettes, des estafettes... figurez-vous, jusqu'à 35.000 estafettes! Qu'est-ce que vous pensez de la situation ? « Ivan Alexandrovitch, venez diriger le département! » J'étais quelque peu confus, je l'avoue, je suis sorti en robe de chambre, je voulais refuser, et puis, je réfléchis, que dira Staline? D'autre part, il y a aussi mes états de service... « D'accord, camarades, j'accepte votre proposition, j'accepte, dis-je. J'accepte, mais je vous préviens, chez moi il faudra que cela marche au doigt et à l'œil, sinon!... » Et de fait, lorsque je traverse le ministère, tout tremble, tout frémit devant moi. (Le premier secrétaire du comité du parti et les autres tremblent de peur. Khlestakov s'échauffe encore plus.) Oh! c'est que je n'aime pas plaisanter, je leur ai fichu une de ces frousses! Même le Politburo me craint... Dame! C'est ainsi que je suis, moi, je ne recule devant

rien. Je leur dis à tous : « Je me connais, je n'ai besoin de personne. » Je suis partout, moi, partout. Je vais tous les jours au Kremlin. Demain au plus tard, je serai nommé maréchal... »

C'est le Khlestakov de Gogol que nous venons de citer, en remplaçant seulement quelques noms, comme celui du tsar, par celui de Staline...

François Fejtö.

AVIGNON, CAPITALE DU LATIN

Qui l'eût cru ? Des savants s'apprêtent à sauver le latin que les professeurs, partisans fanatiques de l'âge d'or, ont presque tué en l'enfermant dans la forteresse cicéronienne. Le problème des savants est simple. Avant 1914, trois langues leur suffisaient pour se tenir au courant de la recherche scientifique. Aujourd'hui, ils auraient besoin d'en connaître une vingtaine. Aussi ont-ils pensé avoir recours au latin. L'Université, en la personne du grand savant Jean Bayet, est venue à leur secours. Une grammaire simple est en préparation. De même un dictionnaire technique et scientifique. Du point de vue pédagogique, il sera proposé aux différents pays d'accepter la perspective d'un tronc commun de la sixième à la quatrième, après la quatrième les classiques iront goûter les joies que procurent Virgile et Tacite, les modernes apprendront à rédiger leurs problèmes de physique en latin.

L'enthousiame des congressistes venus du monde entier fut émouvant. Et, chose digne de remarque, une commission a pu se mettre d'accord sur la prononciation. Elle sera « reconstituée ».

Cela dit, il ne faut pas taire quelques ombres au tableau.

Certains professeurs ne manquèrent pas de nous rappeler comment ils assassinent le latin, soit en prenant des recettes pour une pédagogie, soit en le coupant entièrement de la vie, soit, enfin, en chargeant les grammaires d'une terminologie scientifique inassimilable pour de jeunes têtes. Il faut également regretter l'absence des inspecteurs de l'Instruction publique qui visiblement craignaient de se compromettre. Espérons qu'ils seront présents au prochain congrès à Bruxelles en 1958. D'ici là, les éditions O.C.D.L. de Paris, la seule maison d'édition officiellement représentée au congrès, nous promet l'édition sur microsillon d'une méthode de latin pour adultes.

J. R.

Pour tous renseignements s'adresser au secrétariat permanent du congrès, maison Théodore Aubanel, Avignon.

Les éditions O.C.D.L., 76 *bis*, rue des Saints-Pères, Paris-7e, ont publié un *Vocabulaire de base du latin* et une méthode assez révolutionnaire pour l'enseignement secondaire sous la direction de M. Roger Gal, chargé permanent de recherche pédagogique au ministère de l'Éducation Nationale.

LA PHILOSOPHIE CHINOISE, par CHOW YIH-CHING, collection « Que sais-je ? » (Presses Universitaires de France).

Le titre du livre de M. Chow Yih-Ching, *La philosophie chinoise*, suggère trois manières de traiter le sujet. Dans un ouvrage destiné à un public assez large, comme c'est le cas de la collection *Que sais-je ?* il s'agit ou de donner une idée de la philosophie chinoise, de dire sa signification, ou d'en montrer les grands courants, ou d'en tracer une esquisse historique. M. Chow Yih-Ching, docteur en philosophie de la Sorbonne, licencié en philosophie scolastique de

l'Institut catholique de Paris, ne semble pas avoir hésité : il a adopté la deuxième manière de faire. Il a présenté les trois écoles de Confucius, de Lao-tse et de Mo-tse, sans rien dire de leur évolution, en ignorant ou en laissant ignorer, par exemple, la grande réforme confucéenne du XII[e] siècle, de la dynastie de Song, réforme due au stimulant du bouddhisme ou du taoïsme, ou plutôt de la combinaison des deux.

Il a consacré, en outre et avec raison, un certain nombre de pages au bouddhisme chinois. Le bouddhisme dans son esprit et dans son expression est fort différent des doctrines chinoises. Pour se faire entendre, il a dû se siniser. C'est ce processus de sinisation, et ses raisons, qu'il eût été intéressant d'étudier. Pour des raisons semblables, on parlera un jour d'un christianisme chinois ou d'un marxisme chinois. Ces questions fondamentales, concernant l'esprit et la forme des doctrines, ne semblent pas avoir sollicité M. Chow Yih-Ching. C'est regrettable, on va voir pourquoi.

Quand on parle d'*école* ici, il convient de remarquer, à la suite de Marcel Granet, que ce mot doit être pris dans son sens littéraire plutôt que philosophique. La pensée chinoise est essentiellement non-systématique; elle tend volontiers au syncrétisme; le contour des doctrines n'est jamais bien délimité, et leur succession est aussi malaisée à établir que leur évolution à tracer. Comme l'a judicieusement remarqué le philosophe japonais M. D. T. Suzuki, la langue chinoise est responsable de cette situation. Le Chinois, à cause de sa langue, ne se meut pas aisément dans l'abstraction; entre l'intuition et l'expérience, il n'a pas développé cette zone intermédiaire que les Grecs nomment la logique et les Indiens la « science des causes », *hetuvydia*. De ce fait on trouverait plus d'un exemple non seulement chez M. Chow Yih-ching, mais même chez le célèbre historien de la philosophie chinoise, M. Feng Yu-Lan, dont la lecture dans les traductions occidentales me procure toujours quelque irritation. Celle-ci assez curieusement disparaît quand on aborde directement le texte chinois qui souffre assez bien une certaine redondance sentencieuse. Comme le dit M. Chow, la philosophie chinoise n'est pas une « philosophie de l'Être », mais une « philosophie de l'Agir ». Elle est moins près d'une conscience qui s'approfondit dans la réflexion et s'exprime dans l'idéation que d'une exhortation à l'action.

On dirait que ces observations sont de caractère trop général pour être de mise dans un ouvrage de vulgarisation. Il semble, au contraire, que ce soit pour un public non initié qu'il conviendrait de tracer les traits généraux de la pensée chinoise, comme vue de l'extérieur. M. Chow vit trop à l'intérieur de cette pensée pour éprouver le besoin de le faire.

Décrivant la fin de Confucius, M. Chow écrit : « *heures suprêmes où la sagesse déjà si grande semble encore s'augmenter et s'accompagner de mélancolie sereine à l'approche du grand départ* ». C'est un genre de phrases passe-partout auxquelles on se heurte ici à chaque pas. On y rencontre aussi des anachronismes : l'auteur nous parle d'un « empire chinois » de « cent millions d'âmes » au temps de Confucius (VI^e^ siècle A.C.), alors que l'Empire unitaire n'a commencé qu'en 221 A.C. avec le premier Empereur, Ts'in Che Houang-ti. Il s'agissait alors d'une confédération d'états féodaux dont le chef suprême et nominal portait le titre de wang (roi). Et même d'un archipel chinois noyé dans un « océan barbare », où l'on reconnaît les Jong, les Ti, les Yi, etc., les uns des Proto-Turcs, les autres des Tougouses, et certains peut-être Indo-Européens. Quant au chiffre de « cent millions », rien ne le justifie. Le recensement officiel de 1578 donne 64.000.000, celui de 1661 donne 108.000.000. Ailleurs, M. Chow fait descendre Confucius des rois de Tcheou (ca 1027-256 A.C.), alors qu'une tradition bien établie le fait descendre d'une dynastie antérieure, les Chang (ca 1523-1027 A.C.) desquels descendent les ducs de Song, ancêtres supposés de Confucius. Ce qui est certain, c'est que Confucius faisait partie de la classe des nobles appauvris de la fin de la période dite *des Printemps et des Automnes* (722-481 A.C.) et la nostalgie que porte sa doctrine est celle de cette classe décadente.

PIERRE DO-DINH.

LÉONARD DE VINCI ET REMBRANDT

Deux figures dominent la saison artistique : Rembrandt dont le trois cent cinquantième anniversaire est glorifié dans sa patrie par plusieurs expositions qui réunissent presque toute son œuvre graphique et une grande quantité de peintures; et Léonard de Vinci, dont les dessins font l'objet d'une exceptionnelle manifestation au musée de Tours, non loin d'Amboise, où le Clos-Lucé, qui fut sa résidence de 1516 à 1519, montre son cadre de vie avec des réalisations de machines d'après ses projets.

Entre tous les artistes de génie qu'a retenus la postérité, Léonard et Rembrandt ont une situation bien à part. Un Raphaël, un Michel-Ange, frappent moins l'imagination; Léonard (1452-1519) incarne l'homme de la Renaissance, avec la préoccupation dominante de l'universalité; son génie s'applique aux sciences comme aux arts. Rembrandt (1606-1669) se situe dans l'apogée du classicisme; il est exclusivement plasticien, et graveur autant que peintre. Les œuvres de ces deux maîtres sont aussi éloignées que possible l'une de l'autre, et cependant tous deux manifestent au maximum la plus haute faculté créatrice de l'homme, de l'artiste. Nous allons essayer, à partir d'eux, de dégager brièvement quelques points généraux de la création en art.

Tout d'abord peut-être faut-il s'interroger sur la parenté qui peut exister entre « l'invention » et la « création ». Sans doute devrons-nous ici solliciter quelque peu le dictionnaire. Inventer, c'est, au premier chef, trouver. C'est découvrir, avec une nuance de plus, car on découvre généralement ce qui préexiste, au moins en puissance dans un enchaînement défini (ainsi on découvre l'Amérique, un ossement préhistorique, le principe d'Archimède, le théorème de Pythagore...); inventer, dans le langage courant, s'applique de préférence

à la mécanique, mais le processus impliqué est plus général : il s'agit de prendre conscience de rapports non encore définis ou vus entre des termes, et de les mettre en œuvre avec un certain degré d'efficacité. Ce n'est plus toujours la mise en lumière d'une chose qui existe, mais à partir de découvertes l'organisation d'une structure nouvelle dont souvent le schéma est fourni par l'intuition entre un nombre extrêmement grand de structures possibles. Créer, ce serait au sens propre faire quelque chose à partir du néant, de rien; ou plus exactement, à partir de l'Esprit : Dieu créa le monde, et rigoureusement parlant Dieu seul crée. Peut-on inférer de l'usage de ce terme que généralement est reconnu dans la création l'exercice d'une faculté humaine d'essence supérieure, vestige de l'état de la créature « à l'image de Dieu » ?

Léonard de Vinci fut un inventeur. Il était aussi fier de ses talents d'ingénieur que de ses capacités de peintre ou de sculpteur. Il étudia toute sa vie des systèmes de fortifications, des réseaux d'irrigation; certes, l'état des connaissances scientifiques de son temps lui interdit bien des sujets et des réalisations, mais là où il put appliquer sa sagacité il apporta toujours des solutions intéressantes. Le Clos-Lucé abrite actuellement les modèles que des ingénieurs d'une grande société industrielle (l'I.B.M.) ont réalisés d'après les projets contenus dans le fameux « Codex Atlanticus » de l'Ambrosienne de Milan. Ce manuscrit d'ailleurs figure à Tours, par faveur spéciale du Pape, qui a dû lever temporairement l'interdiction qu'avait prononcé l'un de ses prédécesseurs, Paul V, sous peine d'excommunication, de laisser sortir de l'Ambrosienne les pièces conservées. On voit que nul détail n'était négligé : du pont mobile à la mitrailleuse, ou au char d'assaut, en passant par les systèmes d'engrenage, les transmissions à frottement et les roulements à galet. C'est le même souci qui le poussait à dessiner avec le plus grand soin les détails anatomiques et en général ce qu'il voyait dans la nature; et aussi à extrapoler celle-ci dans des études de caricatures, de monstres où il supposait des développements inégaux des différents organes ou éléments.

Il avait le goût des analogies; il conseillait de regarder les nuages, les taches sur les vieux murs, et de les interpréter de mille façons : paysages, personnages, scènes composées. C'est certainement le trait le plus frappant de son caractère,

ce sens des relations nouvelles entre les choses les plus diverses. Mais là ne réside que la partie — nous allions dire élémentaire — de la création artistique. Car l'invention, une fois mise au point, échappe à son auteur et tombe dans le domaine public : tout le monde peut l'utiliser, même la réaliser matériellement. Elle peut s'apprendre. Par contre, en art, une création ne se répète pas; ou du moins pas identique. Ni un tableau, ni une sculpture, ni une danse, ni une interprétation musicale. L'état « instantané » de l'artiste y tient une trop grande place. Tout le monde peut construire le pont mobile de Léonard, personne ne peut refaire la Joconde. Là intervient l'Esprit. Si une invention portant sur un mécanisme (matériel : mécanique appliquée, ou mental : raisonnement) a pour but et critère l'efficacité, la création artistique possède le même critère, mais sur un autre plan. Dans le mouvant de la vie, l'artiste crée pleinement lorsqu'il réalise l'efficacité maximum de son expression, par un accord momentané entre le sentiment qui l'a fécondé et que, consciemment ou non il veut communiquer, sa personnalité profonde et permanente, son état momentané dans le contexte du monde qui l'entoure et dont il se nourrit, et enfin les moyens utilisés (métier, technique).

Léonard, plongé dans une conception unitaire de l'univers où les relations prenaient pour lui un sens « religieux », apportait à son œuvre plastique des résonances subtiles que probablement nous sommes loin de sentir totalement. « La peinture est chose mentale », disait-il. Plus pour lui que pour tout autre, mais avec une telle ampleur, et avec une telle interpénétration des ordres les plus divers qu'il y fit jaillir le génie plastique.

Rembrandt, artiste pur, trouva cet accord efficace de façon plus spectaculaire, tourné entièrement vers les arts de la vue. Graveur et peintre, c'est dans le monde des valeurs d'abord qu'il édifie ses créations. Cet accord qu'il trouve pour lui, en lui, il nous l'impose en le haussant sur le plan de l'universel. Valeurs, couleur, matière, touche, tout concourt à l'aboutissement : convaincre. Prenons un seul exemple simple et connu de tous (ou presque, supposons-le) : les états successifs des « Trois Croix ». Chacun peut trouver chez tel ou tel spectateur une réceptivité particulière; cependant l'état définitif nous touche plus, car nous y sentons

l'accord absolu réalisé par l'artiste en lui et en dehors de lui.

La connaissance en art est transcendante; elle est certes communicable, mais par un processus semblable à celui de la création initiale quoique dégradé. Il semble que la faculté de création artistique, chez Léonard, tout en étant innée, fut enrichie, complétée, exercée par les stades, antérieurs et spirituellement inférieurs, de la découverte et de l'invention. Chez Rembrandt, cette faculté fut unique et spontanée (compte tenu du travail de l'artiste et de son évolution personnelle). Plus instinctive certainement que chez Léonard. Pour donner une idée de leur position réciproque, sous un autre aspect, on pourrait (grossièrement) comparer le premier à Gœthe, le second à Balzac. Il resterait à élargir le rapport à d'autres géants des beaux-arts, avant de songer à en tirer quelque conclusion.

ROBERT VRINAT.

ROMANS

LE CHIEN ET LA PIERRE, par LUCIEN PSICHARI (Calmann-Lévy).

Il y a des livres en compagnie desquels nous passons des heures mémorables sans que rien ne nous détourne d'une fin qui n'est d'ailleurs pas une fin, car ce genre d'ouvrages pourrait être trois ou quatre fois plus long, voire ne jamais finir. Tel, le livre de Lucien Psichari : *Le chien et la pierre,* appelé roman, mais qui tient du récit, de la chronique et du journal intime. Voilà donc une œuvre qui ne doit qu'à sa vertu propre de plaire et d'enchanter.

Certes, que l'auteur ait Anatole France pour grand-père, qu'il soit l'arrière-petit-fils de Renan et qu'un de ses oncles

s'appelle Ernest Psichari, la chose n'est pas indifférente. Au contraire. Sans une telle famille, Lucien Psichari eût écrit sûrement un *autre* livre que celui-ci. Mais ce qui n'est qu'à lui, c'est avec le style une démarche très actuelle.

Le personnage essentiel, Philippe Desprès, est venu au monde à la veille de la guerre (la « grande », celle de 1914, selon la terminologie scolaire). De la boue des tranchées, du demi-million de morts verdunois, Philippe dut entendre parler à sept ans : trop tôt pour qu'il en reste des souvenirs précis, trop tard pour avoir droit à la quiétude spirituelle... L'affrontement avec la vie, c'est dans les années 1925-1930 qu'il prendra pour le jeune homme un caractère personnel. A l'époque environ où l'amour est, pour la plupart, la grande affaire de l'existence.

Or, Philippe est un rêveur, mais non point un songe-creux, plutôt un rêveur cérébral. Une anecdote le peint tout entier. Un jour, à table, il déclara regrettable pour la France que Descartes fût un Hollandais. Son père leva sur lui un regard surpris :

— Descartes Hollandais, ciel de Dieu! Pourquoi ?

— Mais, papa, c'est évident!

— Ce qui est évident, c'est que tu te trompes...

— C'est impossible.

On s'expliqua. Il fallut le « Petit Larousse » pour que Philippe admît que La Haye se trouve aussi en Touraine. Il eut du chagrin, car l'erreur familière est plus douce que la vérité révélée...

Qu'on ne lui fasse cependant pas le reproche d'être un idéaliste, ou alors comme on peut le dire de Kant, par exemple — d'un Kant, au surplus, dont le scepticisme serait moins une dialectique qu'un trait caractériel. Philippe Desprès ne plane pas : autour de lui, on parle des faits, des hommes, qu'on jauge, analyse, avec pertinence et méthode. C'est ainsi qu'il est conduit à l'histoire, à laquelle il se consacrera, amateur éloigné des diplômes autant que chercheur intransigeant dans la recherche du détail vrai.

Avec une grande distinction, il est un parfait importuniste : un libéral, fils de libéraux dreyfusards, qui peut dire, en rêvant la réalité sociale et politique : « Si j'étais roi... J'aurais agi dans le sens populaire. J'aurais élargi la noblesse en élevant les humbles qui le méritaient. Je n'aurais fait la

guerre à personne, j'aurais occupé les loisirs des militaires aux arts de la paix. La peine de mort et les tortures abolies, j'aurais réalisé un immense progrès. » Moyennant quoi, il avoue en souriant : « J'aurais eu contre moi, l'armée, la noblesse, les mondains et la magistrature. » Il ajoute que les manuels d'histoire l'eussent surnommé le Faible, ou le Honteux.

S'il n'est pas la grande affaire de sa vie, l'amour contrebalance la dilection pour l'histoire. Quand l'amour le blesse, il lui reste le baume de l'histoire. Et, peut-être, la réciproque est-elle vraie ? Mais Philippe, intellectuel, n'aime pas la solitude. Il « aime l'amour ». Les femmes ne sont pas toujours au niveau de ce libéral. Des amis les relaient. Et, au-dessus de tout, la paix champêtre, le silence monacal de la maison familiale de La Grandière. Au travers des événements extraordinaires, la sagesse rejoint en Philippe le courage et cette lucidité que ceux de sa classe ont perdu peu à peu. La résistance trouve Philippe du côté des opprimés, le plus naturellement du monde.

Dans ce récit équilibré, intelligent, à peine alourdi de raisonnement, un peu proustien, et admirablement conduit, Lucien Psichari a évité (et non seulement évité, mais intentionnellement exclu) les grands mots, les vociférations, la révolte formelle. Si, à la fin, tout nous paraît encore en suspens, c'est que l'auteur ne choisit pas contre ses créatures, leur accorde une bienveillante liberté et triomphe aimablement des embûches de l'autobiographie.

UNE VIE DE BOY, par FERDINAND OYONO (Julliard).

Parmi les trois ou quatre livres publiés depuis la Libération par des écrivains d'outre-mer, celui-ci mérite une place de choix. Il est le premier roman d'un jeune Noir du Cameroun dont les études, commencées dans le territoire, se sont poursuivies en France, à la faculté de droit.

Ferdinand Oyono ouvre son récit par ce qui, chronologiquement, sera la fin de l'ouvrage : l'agonie d'un boy, Toundi, blessé à mort par les policiers aux ordres des Blancs. Parmi ses objets personnels — « une brosse à dents, un bout de

crayon, et un gros peigne indigène en ébène » — on trouve deux cahiers racornis : le journal que le malheureux a tenu à partir du moment où, ayant fui un père colérique, il est devenu d'abord le domestique du missionnaire, ensuite celui de l'administrateur local. Les neuf-dixièmes du roman sont présentés comme la traduction des pages écrites en dialecte owondo par Toundi.

C'est avec des morceaux de sucre que le P. Gilbert a attiré à lui le petit Noir. Intelligent, celui-ci a tôt appris à lire, à écrire et à servir la messe. Le P. Gilbert tué dans un accident de moto, Toundi passe aux mains du commandant. Cette promotion le flatte. Dans son cahier, il note : « Je serai le boy du chef des Blancs : le chien du roi est le roi des chiens. » Obnubilé par les prestiges du mot *roi*, n'oublie-t-il pas un peu le sens du mot *chien* ? A la résidence durant la journée, la nuit chez son beau-frère dans une case du quartier indigène, il découvre deux univers différents : celui des Noirs, ramassis d'êtres voués à la pire misère, et le monde pourri, mais opulent, des Européens.

D'un sentiment d'admiration pour l'administrateur, Toundi passe vite à une sorte de mépris physique : le commandant n'est pas circoncis; puis moral : la femme du commandant est la maîtresse du régisseur de la prison, et le commandant qui l'apprend passe l'éponge. Les réunions mondaines à la résidence offrent au boy un tableau dont il consigne l'essentiel dans ses cahiers. On y voit, entre autres, l'infirmier accuser l'instituteur de trahison parce qu'il raconte aux Noirs « qu'ils sont des hommes comme nous ».

Un jour, l'épouse du commandant lui demande s'il désire se marier et avoir beaucoup d'enfants. Il hésite avant de répondre : « Ni ma femme ni mes enfants ne pourront jamais manger ni s'habiller comme Madame ou comme les petits Blancs. » Ce qui lui attire la remarque suivante : « Tu es boy... mon mari est commandant; personne n'y peut rien. » Provisoirement satisfait par cette sagesse, Toundi ne s'inquiète plus que des amours du régisseur de la prison avec la femme du commandant. Il est aussi le confident de Sophie, la maîtresse noire de l'ingénieur agricole. C'est à cause d'elle que le boy aura de graves ennuis : un matin, l'ingénieur le fait arrêter par la police sous le prétexte que Sophie

a disparu avec la cassette et que le boy doit savoir où elle a fui. Il l'ignore. Mais il doit payer, *puisqu'il faut que quelqu'un paie*. Un Noir, d'ailleurs, s'est-il jamais disculpé devant un Blanc? Roué de coups, cinglé de nerf d'hippopotame, Toundi est condamné à porter de l'eau pour les colons. Ce chemin de croix durera jusqu'au premier crachement de sang. Ce sera alors l'hôpital des indigènes — celui qu'on appelle là-bas « la Crève des nègres ». D'où le boy fuira pour la Guinée espagnole, où il mourra de ses blessures.

Cette histoire est narrée sans passion par un auteur qui semble ne jamais prendre parti, mais qu'une phrase par-ci par-là révèle bien mieux que de longues imprécations. Cette question, par exemple : « Mon frère, que sommes-nous? Que sont tous les nègres qu'on dit Français? » Ainsi, de page en page, dans les cahiers du petit Toundi, apparaît une lente prise de conscience de la négritude. L'aspect négatif de cette révélation l'emporte sans doute sur la part constructive : la solidarité entre les Noirs ne va guère au delà de l'apitoiement, des bons conseils, d'un appel à la résignation. Mais, peut-être, la modération même du récit est-elle le signe d'une volonté qui mesure pleinement les moyens et le but... En tout cas, *Une vie de boy* est un livre qui compte, où la littérature n'est pas coupée de la vie ni la vie de la peine et de la ténacité des hommes.

LES LETTRES DE CAPRI, roman par MARIO SOLDATI, traduit de l'italien par P.-H. Michel (Plon).

Le prix Striga (équivalent romain de notre Goncourt) a été décerné à ce roman de Mario Soldati qui fera date dans les lettres italiennes. Avec Carlo Coccioli, Alberto Moravia et Corrado Alvaro, Soldati représente ce qu'a de plus vigoureux la littérature transalpine. Mais plus qu'eux tous, il a le don de l'écriture : sobre et pourtant jamais sèche, sa phrase coule, sinue, investit l'obstacle et, le surmontant d'un bondissement léger, elle va calmement au but. Quant à la technique proprement romanesque, elle triomphe dans *Les Lettres de Capri* par la diversité jointe au plus pur classicisme.

Ce roman psychologique, uniquement psychologique, traditionnellement psychologique, analyse les sentiments d'un couple : Harry et Jane, qui n'ont pas pu — ou pas su — allier à l'estime réciproque l'amour sensible, la chaleur qui fait que deux êtres vivent, selon le mot de saint Paul, « en une seule chair ». Chacun fait de son côté l'expérience de l'amour charnel, Harry avec Dora et Jane avec Aldo. Ces deux Américains vivant en Italie s'éprennent d'Italiens physiquement beaux, moralement vulgaires.

Harry s'attache à une prostituée — cette Dora dont il recherchait l'image, en esthète, à travers les reproductions de certains peintres de la Renaissance : chez Andrea del Sarto, ou chez Sebastiano del Piombo. Le drame d'Harry n'était-il pas d'être tout à la fois assez platonicien pour rêver de loin, en artiste, à la femme aimée, et d'être assez hédoniste pour ne se contenter jamais d'idéaliser. Il parle lui-même de lui : la plus grande partie du roman se présente sous la forme d'un long scénario qu'Harry a adressé à l'auteur, ou au narrateur (qui est, comme Mario Soldati, metteur en scène). Mais, à l'intérieur de la confidence détaillée qu'est le scénario, une autre confession, à peine coupée d'un succinct dialogue, se développe : celle de Jane. Jane a cédé, elle aussi, au vertige de l'univers païen qui pour elle se découpe dans les rivages d'une île célèbre — aujourd'hui passablement sophistiquée : Capri. Proie et victime de son inexpérience, elle se porte aux extrémités de la ferveur amoureuse et connaît le remords tout aussitôt. Car elle est catholique et ce qui, dans le paganisme, a nom épanouissement des sens, pour l'âme religieuse qu'est cette jeune épouse cela est le péché. Elle ne s'y abandonne que fugacement — avec cependant assez de ténacité pour écrire à Aldo six lettres insensées, que son mari récupérera et dont la lecture lui révélera une Jane tout à fait inconnue et pitoyable. Ces lettres (qui ont donné son titre à l'ouvrage) font partie, dans le texte, du scénario d'Harry. Et c'est sur les dernières pages de ce scénario que se clôt le livre, pages poignantes et désabusées où un homme se demande pourquoi l'amour est sujet à mutation et à lassitude : Jane est morte dans un accident d'avion, Dorothée est devenue sa femme — une bonne épouse bourgeoise qui vit avec lui, à Long-Island, où lui-même, Harry, s'ennuie à mort dans une Amérique

qu'il finit par détester, souhaitant comme une ultime consolation de pouvoir retourner à Rome, et suppliant son ami le metteur en scène de lui en fournir l'occasion...

Tout l'ouvrage est écrit à la première personne qui, tour à tour, représente Harry, Jane, ou le metteur en scène-narrateur, le passage de l'un à l'autre s'effectuant sans heurt, le plus naturellement.

MAURICE CHAVARDÈS.

THÉATRE

La Passion d'Arnoul Gréban. *Cromwell,* de Victor Hugo. *Catherine Aulnaie* et *Saint Élie de Gueurce,* de La Tour du Pin. *La Locandiera,* de Goldoni. *Le Canard sauvage,* d'Ibsen. *La Guerre et la Paix,* d'Erwin Piscator, d'après Tolstoï. *La bonne âme de Sé-Tchouan,* de Bertolt Brecht. *Il marcha dans les champs.*

Le ciel — celui des météorologistes — est peu propice aux spectacles nocturnes en plein air. C'est dommage pour le Comité des fêtes de Paris qui a monté *La Passion* d'après Arnoul Gréban devant Notre-Dame et *Cromwell* d'après Victor Hugo dans la cour du Louvre... On connaît depuis longtemps le premier spectacle dont l'animateur est M. Pierre Aldebert; cette année, les éclairages ont été plus particulièrement étudiés : on n'oubliera pas le tableau vivant de la Cène découpé par les projecteurs dans l'ombre de la nuit; mais il faut bien reconnaître que le jeu le plus émouvant est ici celui de la cathédrale; l'apparition de l'archange dans la tour septentrionale ou même la rosace illuminée dans le silence du soir, voilà certainement les minutes les plus dramatiques. Si c'était possible, on souhaiterait que des prati-

cables moins encombrants ne cachent pas les portails, vrai décor d'une action qui ne doit, à aucun moment, rappeler le théâtre. Mais cette dernière exigence pose un gros problème : ce texte en vieux français, ces naïves diableries, ces figurants sans conviction, la garde républicaine à cheval déguisée pour une cavalcade pseudo-historique, est-ce là une tragédie sacrée ? Spectacle plus pittoresque qu'artistique, plus curieux que religieux,... il n'est pas sûr que le résultat soit à la mesure du travail et de la bonne volonté des exécutants.

Devant le *Cromwell* de la cour du Louvre, posons même la question en termes plus directs : quand on essaie de calculer la dépense que suppose pareil spectacle, on est bien obligé de se demander si c'est là la meilleure façon d'encourager l'art dramatique. « Pour une folie, c'en est une, déclare M. Jean Cocteau... Mais comme Tristan le murmure à Yseult : c'est une belle folie! » Attention... Qu'à la même époque M. Antoine Bourseiller mette en scène au Théâtre de Poche deux poèmes dialogués de la Tour du Pin, *Catherine Aulnaie* et *Saint Elie de Gueurce*, qu'avec des moyens très limités il cherche à rendre sensible la puissance dramatique de ces aventures contées par un pèlerin de l'absolu, que de jeunes troupes sans capitaux jouent Shakespeare à Ménilmontant ou Tchékov à la Huchette, voilà de « belles folies ». *Cromwell* en plein air, c'est une fantaisie, une coûteuse fantaisie. Rien de plus.

L'écho permet d'entendre le texte deux fois. Les scènes burlesques ne déchaînent pas le rire. Ce drame est trop artificiel pour émouvoir. Faire descendre *Cromwell* de sa célèbre préface, comme dit Jean Cocteau, c'était, bien sûr, une expérience à faire, mais au Palais de Chaillot, ou mieux encore, sur la scène de l'Ambigu. Dans cette grande cour, où les voix viennent des haut-parleurs et non des bouches des acteurs, tout paraît froid. Les belles images de M. Jean Serge plaisent aux yeux. C'est le Châtelet en plein air.

Au moment même où, à grands frais, Paris offre ces deux spectacles honnêtes, mais sans originalité, le troisième festival international d'Art dramatique nous permet de constater, une fois encore, que le théâtre est chose difficile. Nous attendions avec impatience *La Locandiera* de Goldoni présentée par le célèbre metteur en scène Luchino Visconti, dont la

chronique cinématographique de cette revue a déjà dit les mérites : plus « peintre de la réalité » que peintre réaliste, il nous a montré trois tableaux de petits maîtres du XVIII[e] siècle, trois chefs-d'œuvre; malheureusement, *La Locandiera,* ce n'est pas seulement des décors, c'est avant tout une femme qui, dès qu'elle apparaît, fait tourner les têtes... Charme et coquetterie (qu'on ne nous fasse surtout pas dire : *sex-appeal*) elle a, comme disait une vieille chanson, « quelque chose qui plaît », et cette « chose » lui est si naturelle que l'actrice ne saurait l'obtenir par un effet de l'art. Or, la remarquable comédienne de la Compagnie Morelli-Stoppa est dépourvue de cette « chose » qu'une femme moins intelligente ou moins belle pourrait avoir : sa technique impeccable devient pénible. Sa représentation entière est comme abîmée.

M. Luchino Visconti a voulu nous montrer un Goldoni en réaction contre la *commedia dell' arte,* soucieux de restituer au texte la première place. Il semble que le Théâtre norvégien d'Oslo ait volontairement réduit *Le Canard sauvage* à une collection de photographies. Il n'est pas possible que ce soit là vraiment la tradition ibsénienne, à moins d'admettre qu'Ibsen n'a pas compris son œuvre. Lugné-Poe et les Pitoëff nous avaient fait sentir la poésie du *Canard sauvage,* poésie qui n'est pas dans la matière des symboles, mais dans la lumière qui, si l'on ose dire, dessine les âmes. Pour rester « dans la réalité », les acteurs norvégiens ont « déréalisé » les personnages.

On sera donc beaucoup moins sévère que certains critiques pour le spectacle du Schiler-Theater, une adaptation théâtrale de *La Guerre et la Paix* par Erwin Piscator. Du roman de Tolstoï, Piscator a voulu rendre sensible l'idée d'un destin politique qui joue, par rapport à nos exigences personnelles, le rôle du *fatum* antique. Il y aura donc, au fond du plateau, une zone plus élevée où se déroulent les grands événements historiques de l'époque, dominés par la personne de Napoléon I[er] : les scènes de la vie privée se joueront au premier plan. Ici et là, le metteur en scène sera présent, tirant les personnages du livre et servant, en quelque sorte, d'intermédiaire entre les deux mondes. La conception est légitime même si l'exécution n'est pas continuellement parfaite.

Erwin Piscator a tenu une place importante dans l'histoire

du théâtre allemand entre les deux guerres. Si sa foi politique et son esthétique sont aujourd'hui moins révolutionnaires, il demeure ce qu'il a toujours été : un chercheur. Il a essayé dans *La Guerre et la Paix* une formule de théâtre historique schématique, exactement contraire à celle qu'illustre *Cromwell,* faisant avec art et habileté sentir la différence entre le schématisme du surhumain et la simplicité de l'humain auquel sont réservées les avant-scènes.

C'est le Théâtre Hacameri, Théâtre populaire d'Israël, qui a terminé le Festival avec une intelligente représentation de *La Bonne âme de Sé-Tchouan* de B. Brecht et une sorte de documentaire romancé sur les pionniers d'Israël, *Il marcha dans les champs.*

HENRI GOUHIER.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 4e trimestre 1956. — Imprimeur, n° 1.370.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER.
N.M.P.P.

Vient de paraître :

WERNER JAEGER

HUMANISME ET THÉOLOGIE

Traduit de l'anglais par H. D. SAFFREY

Un volume in-8° couronne de 128 pages : **330** fr.

Ce livre reproduit le texte d'une conférence donnée par Werner Jaeger, professeur à Harvard, à l'Université de Marquette (U.S.A.) en la fête de saint Thomas d'Aquin, le 7 mars 1943. Il est intéressant d'entendre le témoignage d'un grand historien de l'humanisme sur celui que l'Église considère comme son Docteur commun.

« Depuis ses tout premiers commencements, la théologie eut pour raison d'être de transcender l'humanisme, mais en même temps elle fut l'accomplissement véritable de la tâche que l'humanisme se proposait. » Tel est le thème de ce livre.

Ces tout premiers commencements remontent à l'ancienne philosophie grecque. Platon et Aristote furent les premiers théologiens authentiques; ceux qui tentèrent d'approcher Dieu par le moyen de la raison. Saint Thomas d'Aquin et tout le Moyen-Age avec lui n'ont pas renié ces lointaines origines, bien au contraire.

Le professeur Jaeger nous montre que, à la faveur de cette Renaissance de la culture classique que connut le XIII[e] siècle, saint Thomas principalement et les autres théologiens de son temps ont su édifier une vision du monde théocentrique, c'est-à-dire pratiquer un « humanisme intégral » qui n'est autre que la « théologie comme science ».

Derniers ouvrages parus dans la même série :

P. DUPLOYÉ : *Rhétorique et Parole de Dieu*, 116 pages ..... **285** fr.
J. A. JUNGMANN : *Des lois de la célébration liturgique*, 192 pages ..... **420** fr.
ROMANO GUARDINI : *Les âges de la vie*, 160 pages ..... **450** fr.
YVES CONGAR : *La Pentecôte*, 160 pages .. **300** fr.

•

LES ÉDITIONS DU CERF